

LA FAF A PRÉSÉLECTIONNÉ UNE LISTE PRESTIGIEUSE POUR L'EN
**TROUSSIER, HALILHODZIC, DUNGA,
KLINSMANN ET PEKERMAN CANDIDATS**

Page 23

SUPPLÉMENT
ÉCONOMIE

RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

**DE LA LUNE
DE FIEL
À LA LUNE
DE MIEL ?**

Pages 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 18

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTÉ

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION. 37, RUE LARBI BEN M'HIDI, ALGER - TEL. : (021) 30 78 47/48/49 (LIGNES GROUPÉES) -
FAX : (021) 30 78 70 - N° 5717 MERCREDI 15 JUIN 2011 ALGÉRIE 10 DA - FRANCE 1 € - GB 1£ 20 - ISSN 1111-4290

F.1962

**OUVERTURE HIER DES ASSISES
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**

**RENDEZ-VOUS
POUR LE
CHANGEMENT
OU DÉFOULOIR ?**

Page 3



LouizaLiberté

PUBLICITÉ

F.2220

ALAIN JUPPÉ À ALGER

Le bon départ ou un autre feu de paille ?

La visite de 24 heures d'Alain Juppé, outre qu'elle intervient à un moment particulier des vents de révoltes qui soufflent dans le monde arabe, aura été laborieusement préparée par les deux parties.

Le ministre de Nicolas Sarkozy ne traîne pas l'image d'un va-en-guerre comme son prédécesseur, Bernard Kouchner qui était venu en 2008 à Alger pour ensuite laisser libre cours à ses ressentiments d'un autre siècle. Un fiel nauséabond et néo-colonialiste que nourrit encore à l'égard de l'Algérie une bonne partie de la classe politique et pas qu'au sein de la droite revancharde. Alain Juppé n'avait, certes, pas fait preuve de compréhension à l'égard de l'Algérie en guerre contre le terrorisme islamiste lorsqu'il avait occupé les bureaux du Quai d'Orsay entre 1993 et 1994, mais l'homme a, apparemment, changé puisque c'est à lui que le président français Nicolas Sarkozy a confié la mission de faire oublier les travers et calculs désastreux de la diplomatie française, notamment pour ses relations avec le Maghreb et le monde arabe. Et, en ce qui concerne les relations franco-algériennes, ce choix d'une personnalité politique qui, souligne-t-on à Paris, a le sens de l'État, peut sembler le bon. Cela sera vérifié tout de suite après ses entretiens avec son homologue algérien, le Premier ministre et le président Bouteflika. D'abord et c'est le porte-parole du Quai d'Orsay qui le souligne : "C'est une visite importante entre deux pays partenaires depuis si longtemps, entre deux acteurs du sud et du nord de la Méditerranée, et importante aussi parce que nous avons avec nos partenaires algériens toute une longue série de sujets politiques et diplomatiques à aborder." Des ministres français recommandent à fouler le tarmac d'Alger et l'ambassadeur de France en Algérie fait preuve d'un grand dynamisme. Il est sur tous les fronts de la coopération et du business. Plus de commentaires publics pouvant être interprétés comme une ingérence. Nicolas Sarkozy fait montre de sa volonté d'ouvrir une nouvelle



page avec l'Algérie en désignant en automne 2010 son "Monsieur Algérie", en la personne de l'ex-Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, un homme du sérail de la bonne vieille droite française mais ouvert sur les autres, notamment le Sud, comme son physique fait

de rondeurs. Cependant, pour que le processus soit vraiment enclenché, il aura fallu attendre le départ de Claude Guéant du secrétariat général de l'Élysée qui avait pris du poids dans la gestion de la politique arabe et africaine française. De nombreux analystes en étaient convaincus. Et pour accepter le poste que lui a offert Sarkozy, Juppé aurait exigé la cessation des interventions de Guéant, lequel, sorti de l'ombre élyséenne, se révèle, par ailleurs, raciste, xénophobe, islamophobe et anti-immigrés jusqu'au bout de ses ongles. La désignation de Nicolas Galley comme conseiller aux affaires maghrébines et du Moyen-Orient auprès du président français est significative du poids de Juppé au Quai d'Orsay. C'est un proche de l'ancien Premier ministre que Jacques Chirac avait souhaité voir reprendre sa relève à l'Élysée. Galley a également effectué un passage par le cabinet de Dominique de Villepin, l'autre Premier ministre chéri par Chirac. Dans les milieux diplomatiques, le conseiller aux affaires du Maghreb/Machrek est considéré comme un bon connaisseur du dossier algérien. En plus d'être marié à une Algérienne, il a occupé des postes diplomatiques à Alger de 1988 à 1991 (deuxième puis premier secrétaire de l'ambassade de France). Son passage par Alger est intervenu à un moment crucial de la vie politique algérienne : la transition démocratique de 1989, suivie de l'interruption du processus électoral en 1991. Raffarin est venu deux fois à Alger, son interlocuteur, Benmeradi, ministre

de l'Industrie, lui a rendu la pareille une fois à Paris. Renault, Sanofi, Lafarge, GDF Suez, Total, Saint-Gobain Cristal Union, Filière Laitière, Macif, Alstom... gagnent des places en Algérie. Ce sont des contrats qui devraient déboucher sur 30 000 emplois directs et 100 000 emplois indirects pour l'Algérie et une grande bouffée d'oxygène pour le commerce, l'industrie et les services français en crise.

Ce n'est qu'une mise en bouche car, le 30 mai, quelque quatre cents PME étaient derrière Raffarin à Alger pour prospecter le marché algérien. De nombreux projets en période d'incubation ont mûri à travers les discussions qui se sont passées ces dernières semaines entre industriels français et leurs homologues algériens, sous le coup de poussée de Raffarin et de représentants algériens, habilités par l'Élysée pour les premiers et El-Mouradia pour les seconds. Il reste des arbitrages à trouver pour d'autres projets et un jour il faudra bien ouvrir le dossier politique car, quelle que soit l'avancée de la coopération économique, les deux pays doivent donner à leur relation sa dimension politique, la sortir des calculs conjoncturels qui sont périodiquement établis à Paris comme à Alger. L'Algérie des réformes sera certainement plus à même d'obtenir ce qu'elle a toujours poursuivi, d'autant que la France, à en croire Juppé, a mis, dans le placard ses velléités hégémoniques au parfum néocolonialiste.

D. BOUATTA

PUBLICITÉ

LE NOUVEL AMBASSADEUR ÉGYPTIEN EN ALGÉRIE PRÉSENTE SES LETTRES DE CRÉANCES

Objectif : surmonter les effets d'Omdurman 2009

L'Égypte de l'après-Moubarak semble accorder une importance particulière à ses relations avec l'Algérie, comme en témoignent les missions assignées au nouvel ambassadeur égyptien à Alger. Azzedine Fahmi Mahmoud, qui a remis hier les copies figurées des lettres de créances l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République arabe d'Égypte à Mourad Medelci, le ministre algérien des Affaires étrangères, entame rapidement sa mission dans notre pays.

À voir le contenu du communiqué de la représentation diplomatique à Alger annonçant son arrivée, on s'aperçoit que Le Caire ambitionne d'entretenir des relations exceptionnelles avec l'Algérie. En effet, après le froid qui avait caractérisé les rapports algéro-égyptiens au lendemain de la double confrontation de football entre les sélections des deux pays dans le cadre des éliminatoires de la CAN et du Mondial 2010, et la révolution de la jeunesse égyptienne, qui a emporté

Moubarak et son clan, les nouveaux dirigeants caiotes entendent dynamiser les relations bilatérales. Dans cette optique, Azzedine Fahmi a déclaré à l'agence de presse Mena que le maréchal Tantaoui, président égyptien par intérim, son Chef du gouvernement, le D' Issam Chérif lui ont confié la délicate mission de rendre les relations entre les deux pays exemplaires. Le principal objectif que lui a assigné le ministre des Affaires étrangères, Nabil al-Arabi, est de réactiver la coordination et la concertation stratégiques avec les autorités algériennes, particulièrement en cette période où la région connaît des développements rapides et réussis.

Le successeur d'Abdelaziz Seïf al-Nasr, l'ancien ambassadeur égyptien, se voit également chargé d'œuvrer pour la relance des investissements dans les deux pays, qui ont connu un net coup d'arrêt ces derniers mois. Les ressortissants égyptiens en Algérie et les Algériens en Égypte seront au centre d'intérêt du nou-

veau chef de la représentation diplomatique à Alger, qui devra veiller à régler leurs problèmes dans les deux pays et répondre à leurs doléances. Ainsi, la volonté existe de part et d'autre pour redonner un essor considérable aux liens entre les deux pays, comme le montre l'activité de l'ambassadeur d'Algérie au Caire et son représentant permanent auprès de la Ligue arabe, lesquels ont été reçus, lundi, par le ministre égyptien des Affaires étrangères, Nabil al-Arabi. Selon des sources de l'ambassade algérienne au Caire, les discussions ont porté sur les relations bilatérales et les moyens de surmonter les effets de la crise née à la suite d'un match de football entre les deux pays en novembre 2009.

La visite attendue du président du Conseil des ministres égyptien, le D' Issam Chérif, en Algérie, afin de redonner une impulsion aux relations bilatérales qui ont "de tout temps été excellentes" entre l'Algérie et l'Égypte, a été également évoquée.

MERZAK TIGRINE

OUVERTURE HIER DES ASSISES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Rendez-vous pour le changement ou défouloir ?

Le président du Cnes a présenté l'évènement comme étant "une des déclinaisons de ce Printemps arabe, à vivre à ciel ouvert, pour aboutir à une démocratie participative".

Les travaux des premiers états généraux de la société civile se sont ouverts, hier, au Palais des nations du Club-des-Pins, ce lieu interdit en temps normal aux simples citoyens. À vrai dire, même en cette occasion (dédiée exclusivement à la société civile), la grande majorité des participants, excepté quelques représentants de syndicats autonomes, est essentiellement issue d'organisations officielles ! Ainsi, le fait saillant qui marque cette "kermesse" reste, indubitablement, la présence, une fois n'est pas coutume, de certains représentants autonomes, dont les très entreprenantes organisations syndicales du secteur de la santé, le SPNSP, le SNPSSP, ou encore le Collectif autonome des médecins résidents algériens, (Camra). Ces derniers sont invités par le Conseil national économique et social (Cnes) de Mohamed-Seghir Babès, organisateur officiel de l'évènement, pour prendre part aux différents ateliers prévus durant les trois journées que durera cette rencontre.

Si les représentants des syndicats autonomes ont répondu favorablement à l'appel du Cnes, c'est parce qu'ils veulent, naturellement, saisir cette occasion et en faire une tribune de dialogue, ce volet qui a souvent fait défaut avec leurs tutelles respectives, à même de faire entendre leur voix. "Nous souhaitons que nos doléances et propositions trouvent enfin un écho en cette occasion", a déclaré, en marge, le D' Sid-Ali Merouane, un des membres du Camra, invité à prendre part à l'atelier n°2 intitulé étrangement "Système de protection sociale et solidarité nationale : les conditions de sa pérennité et de sa durabilité". Le représentant des résidents, en grève depuis quelques mois, qui veut ainsi positiver la participation de son organisation à cette rencontre, ne manque pas de mettre en avant certaines pro-

positions préparées par le Camra s'articulant essentiellement sur "la nécessité de réformer la politique nationale de santé publique, dans le but de permettre une meilleure couverture sanitaire, et sans... le service civil".

Le D' Merouane mise sur "la volonté du Cnes", autant est que, dit-il, ce fut cette même institution qui avait encadré un comité ad hoc en octobre 2010, dont le fameux rapport remet en cause l'instauration du service civil. "Le service civil est un système qui a contribué à la désarticulation du système de santé et la discontinuité des soins (...)", selon ce même rapport, se rappelle le D' Merouane.

"SAHAT ETAHRIR" AU CLUB-DES-PINS !

Côté officiel, l'initiative n'a évidemment pas manqué d'accueillir l'assentiment du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, initiative organisée d'ailleurs sous son haut patronage.

Le chef de l'État, qui entend "libérer la parole des différentes composantes de la société civile dans le cadre d'une approche basée sur de nouveaux rapports consensuels entre la base et le sommet de la pyramide sociale", selon le président du Cnes, Mohamed-Seghir Babès, étant donné que le représentant personnel du président de la République, initialement annoncé pour lire son allocution, a tout simplement manqué au rendez-vous. Intervenant à l'ouverture des travaux de cette rencontre, première du genre, M. Babès n'a pas manqué de faire le lien avec le "Printemps arabe" et présenter l'évènement comme étant "une des déclinaisons de ce Printemps arabe, à vivre à ciel ouvert, pour aboutir à une démocratie participative".

Agissant en chef d'orchestre, le président du Cnes estime, ainsi, que l'occasion est offerte pour "ouvrir le dialogue avec toutes les composantes de la société", tout en comptant implicitement transfor-



Hier, au premier jour des états généraux de la société civile au Palais des nations.

mer le Palais des nations en une "place de révolution", allusion faite à la fameuse "Sahat Etahrir". Le rendez-vous du Cnes a, par ailleurs, fait des mécontents même parmi les représentants d'organisations officielles.

C'est le cas, notamment, des présidents de la Cnec et de l'Onem, en l'occurrence MM. Khaled Bounedjma et Khalifa M'barek, qui n'ont pas hésité à quitter la grande salle du Palais des nations, en guise de protestation contre le fait que l'hymne national n'a pas été chanté dans son intégralité à l'ouverture des travaux. Ces deux représentants, respectivement des fils de chahid et enfants de chouchada, n'ont, en outre, pas apprécié l'absence du poster du président de la République dans la salle. Ce qui a fait dire à Khaled Bounedjma que les organisateurs de l'évènement veulent davantage "plaire à la France !"

FARID ABDELADIM

HÔTES ÉTRANGERS DE BABÈS

"On n'exporte pas la démocratie"

Le président du Forum de Crans-Montana, Jean-Paul Carteron, invité des premières Assises de la société civile organisées par le Cnes, a considéré que la dynamique des sociétés, que ce soit dans la sphère arabe ou en Europe, est le signe de "la fin de la mondialisation inhumaine". Aussi a-t-il plaidé en parallèle pour une régulation de l'économie au service de l'homme.

Fustigeant la mondialisation qui "a déconnecté l'économie du territoire", la crise financière, les subprimes... sont passées par-là ; il a estimé logique et naturelle la réaction des sociétés contre ce système à l'origine de la crise qui a touché "à un degré ou un autre tous les pays". Ce qui s'est passé, a-t-il dit, "est une fracture générationnelle", plus grave que la fracture économique, parlant des réactions "révolutionnaires".

Même s'il reconnaît les effets de la crise, les inégalités dans certains pays d'Europe où l'on vit avec moins de 600 euros par mois, les cas grec, portugais et irlandais étaient totalement absents de son discours.

Optimiste pour l'avenir, le président du Forum Crans-Montana a affirmé déceler "une volonté sûre de Bouteflika d'ouvrir un débat que l'histoire rend de plus en plus indispensable en Algérie". Et d'être rejoint, en plus expli-

cite, par le président de l'Association internationale des Cnes sur la perception de la démocratie au Sud, la démocratie n'étant pas, selon lui, un modèle unique, une recette à appliquer à la lettre. "On n'exporte pas la démocratie." Elle est une expérience collective de la société.

Ce que va tenter de démontrer Michel Kamano, président du Cnes de Guinée et président de l'Ecosoc, à travers la révolution dans son pays. Il y a eu un soulèvement populaire pour le changement de gouvernance qui a conditionné le passage vers la démocratie à l'exclusion des responsables du moment de l'élection présidentielle. Une révolution réussie, pas comme celle louée par la représentante "sociale" de l'UE, la révolution tunisienne, en ce sens qu'elle est principalement populaire, sans chef, ni leader.

En définitive, "les invités spéciaux" de M. Mohamed-Seghir Babès n'ont pas apporté de touche particulière, en dehors, peut-être, d'une caution à ce débat où beaucoup de figures rappellent ou incarnent, malheureusement, l'immobilisme. Des responsables d'associations budgétaires, sans assise populaire et fortement arrimées au système.

DJILALI B.

L'ÉDITO

PAR SAÏD CHEKRI

Le bon sens d'une démagogie

La société civile ! Que de fois en a-t-on entendu parler, sans jamais savoir exactement de quoi elle est faite. La rencontre, qui se tient au Club-des-Pins sous l'égide du Conseil national économique et social, et dont on sait qu'elle est inspirée par El-Mouradia, a déjà le mérite de décliner la composante de cette Arlésienne, du moins telle que la perçoit le pouvoir.

Il est vrai que la participation de syndicats autonomes, souvent en rupture de ban avec le gouvernement, tout comme la présence d'observateurs étrangers et de certains acteurs dont l'autonomie est avérée, peut conférer à ces assises un soupçon de crédibilité, peut-être même un peu de sérieux, mais cela n'enlève rien au bien-fondé de ce sentiment de scepticisme qui prédomine chez la majorité des Algériens, voire même chez ceux qui participent à ces états généraux. "Ne sommes-nous pas invités juste pour la galerie, pour légitimer l'action et ce qui en sortira ?" s'inquiètent déjà certains d'entre eux, ceux dont le parcours, fait de luttes continues, ne souffre jusqu'ici d'aucune compromission.

Sans préjuger des résultats d'un conclave qui ne fait que commencer, on ne peut en espérer gros, tant la démagogie semble de mise. Pas seulement chez Babès qui jure que l'évènement est digne du "Printemps arabe" qui sonne le glas des dictatures de la région, mais aussi chez ce président du Forum de Crans-Montana, venu tout droit des montagnes suisses pour nous (ré)administrer cette bonne vieille leçon : pour les pays du Sud, la démocratie ne s'importe pas. Et puisqu'en l'absence de démocratie, nous importons tout le reste, pourquoi le Nord en perdrait-il le sommeil ? L'affirmation de M. Carteron est peut-être utile pour qui veut laisser entendre qu'il ne nous impose rien, histoire de se laver par avance de toute accusation d'ingérence, mais certainement inopportune puisque, jusqu'ici, c'est plutôt le totalitarisme soviétique, puis celui des mollahs et, enfin, celui de Mugabe que nous avons importés et imposés à la société sans la consulter autrement que par le biais de scrutins frauduleux.

Mais ne jurons de rien : en croyant faire de la démagogie, M. Babès a peut-être dit un fait dont il ne soupçonne pas un seul instant la véracité : que le pouvoir en soit à convier au Palais des nations des organisations dont les membres se font bastonner par la police sur les places d'Alger est incontestablement un signe que la société se libère des griffes d'un régime oppresseur. Si cette rencontre n'a été conçue que comme défouloir, c'est raté : elle ne sauvera pas le régime, condamné désormais autant par l'histoire que par la géographie.

S. C.

APRÈS L'AVOIR EXPÉRIMENTÉE DANS LE CIVIL

La médiation sera introduite dans les affaires pénales

La nouvelle a été accueillie avec un grand soulagement au niveau de la Cour suprême.

À fin de réduire les pourvois en cassation sous lesquels croule cette institution, le ministère de la Justice prévoit, en effet, la mise en place de mécanismes permettant la médiation juridique, dans le cas des affaires liées aux délits et infractions mineurs, ne portant pas atteinte à l'ordre public. Selon les juristes, il existe près de 140 sortes de délits qui peuvent être traités, en dehors des tribunaux, en les confiant à un médiateur légal. La médiation judiciaire dans le pénal sera appliquée dès l'entrée en vigueur de la prochaine Constitution, a annoncé le ministre de la Justice devant le Sénat, précisant qu'un projet de loi dans ce sens a été élaboré.

Depuis son installation à ce poste, le président de la Cour suprême n'a pas cessé de sensibiliser le ministre de la Justice sur cette question. Durant la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire, organisée au mois d'octobre dernier, M. Kaddour Baradja, a indiqué qu'il avait entamé une démarche tendant à limiter les recours à certains cas seulement, pour permettre un meilleur fonctionnement de la Cour suprême, submergée par ce genre de procédures judiciaires.



La médiation juridique prévue par le ministère de la Justice permettra de réduire les pourvois en cassation.

Certains pourvois en cassation auprès de la Cour suprême ne sont pas justifiés, avait martelé son président. "Beaucoup d'affaires ne nécessitent pas de recours. Certaines parties introduisent des recours contre des décisions de justice pour gagner du temps simplement". 71 711 recours ont été enregistrés auprès de cette

instance durant l'année judiciaire 2009-2010. Durant la session judiciaire précédente, 13 790 recours ont été également comptabilisés dans des affaires civiles et 57 981 recours dans des affaires pénales, soit 80% du total des recours. Depuis quelques mois des stages de formation sont organi-

sés au profit des médiateurs afin d'améliorer leurs capacités de communication, de négociation et de dialogue pour rapprocher les points de vue des protagonistes et arriver à un accord.

Selon des avocats rencontrés à la cour d'Alger, la médiation judiciaire est un processus d'accompagnement non autoritaire des parties en litige, qui permet une économie de temps et d'argent par rapport à la procédure judiciaire ordinaire. Elle offre, en outre, une possibilité de négociation entre les deux parties, une solution garantissant les intérêts mutuels des justiciables et une préservation de la qualité des relations entre les parties. La médiation a été déjà appliquée dans le cadre des affaires civiles, à partir de février 2009, à la suite de l'entrée en vigueur du code de procédure civile et administrative.

Elle a été proposée depuis par les juges surtout dans des conflits ayant trait au foncier (le droit de la propriété, droit de passage, l'indivision ou la copropriété, aux désagréments dus au trouble de voisinage), dans des litiges liés aux violations des contrats (prestation de services défectueuse, non-conformité des travaux, malfaçon...), dans les litiges commerciaux (dettes ou factures impayées, réparations et indemnités...) et dans des contentieux du secteur des Télécoms et Internet relatifs aux factures disproportionnées par exemple.

N. HAMMADI

LES FAMILLES DES OTAGES REÇUES HIER À L'AMBASSADE DE JORDANIE

"L'affrètement n'existe pas dans le fichier jordanien"

Les familles des 17 marins, pris en otages par des pirates somaliens, ont observé, hier, un sit-in devant l'ambassade de Jordanie. Sur les lieux, les proches des otages ont appris, selon le représentant de l'ambassade, que l'affrètement du navire "MV Blida" est inconnu en Jordanie, de même que sa société qui n'a aucun siège dans son pays.

C'est ce que nous a affirmé, hier, M^{me} Benkaci dont le jeune frère figure parmi les otages. "Nous avons été bien accueillis par le représen-

tant de l'ambassadeur, mais celui-ci ignore tout de l'identité de l'affrètement et de la société. On nous a appris que l'affrètement tout comme sa société ne sont pas installés en Jordanie", nous a-t-elle expliqué.

Le représentant de l'ambassadeur aurait souhaité, selon M^{me} Benkaci, être informé bien avant de cette situation pour tenter de participer au dénouement de cette affaire. "Mais les représentants de l'ambassade nous ont assuré qu'ils feront le maximum pour la libération des otages. L'État jordanien ne veut

pas que cette affaire entache les solides relations qui existent entre les deux pays. L'ambassade tiendra au courant et d'une manière officielle les hautes autorités de l'État jordanien", a-t-elle précisé.

Les familles des otages ont remis une lettre aux représentants de l'ambassadeur dans laquelle elles expriment "leur ras-le-bol devant les lenteurs observées pour la libération des membres de leur famille". Le document évoque, également, "les engagements non tenus de l'affrètement jordanien qui mène les négociations

avec les pirates et qui avait promis de régler le problème". Les familles des otages se sont ensuite dirigées, dans l'après-midi, vers le siège de l'entreprise IBC, propriétaire du navire "MV Blida", où ils ont observé un autre sit-in pour exiger une prise en charge efficace de leurs doléances.

Les familles, visiblement très déterminées, ont expliqué qu'elles tiendraient la prochaine fois un sit-in devant le ministre des Transports puis devant la présidence de la République. "La dyna-

mique de la contestation sera maintenue jusqu'à la libération de leurs proches", expliquent-elles.

Pour rappel, le vraquier battant pavillon algérien, le "MV Blida", avait à son bord un équipage de 27 membres, dont 17 de nationalité algérienne. Le capitaine du navire ainsi que 5 membres d'équipage sont de nationalité ukrainienne. Les 4 autres membres sont de nationalité philippine (2), jordanienne (1) et indonésienne (1).

M. T.

L'USINE D'ALUMINIUM ALGAL PLUS DE M'SILA DANS L'IMPASSE

Sixième jour de grève de la faim des ouvriers

Les ouvriers de l'usine algéro-jordanienne de transformation d'aluminium de M'sila, en grève de la faim depuis mercredi dernier devant la Maison de la presse de M'sila, persistent dans leur mouvement. "À ce jour, toutes nos revendications formulées depuis plus d'un mois sont restées sans suite", a déclaré l'un des représentants des travailleurs grévistes.

La principale revendication des travailleurs est "la mise en place d'une commission des autorités

compétentes pour enquêter sur les circonstances liées à la privatisation de l'usine d'aluminium en 2004". Selon les grévistes, l'usine avait été cédée pour un montant "dérisoire" ne dépassant pas les "300 millions de dinars", alors qu'elle valait "réellement plus de deux milliards de dinars".

La seconde revendication est le départ des investisseurs privés. De leur côté, les travailleurs hospitalisés ont fait part de leur "détermination" à poursuivre leur grève de la faim, en dépit de leur état de santé. Selon une source hospitalière, les grévistes de la faim ont été

admis à plusieurs reprises durant la journée d'hier à l'hôpital, mais refusent de se faire soigner.

Notre source a indiqué que les travailleurs admis au service des urgences souffrent d'hypoglycémie et refusent tout traitement jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Cependant, les grévistes ne désespèrent pas et attendent une solution. Pour les responsables de la wilaya, les revendications de ces ouvriers ont été transmises aux responsables concernés.

CHABANE BOUARISSA

CHUTE MORTELLE

D'UN ENFANT DU PONT D'OUED DJENANE À SIDI-AÏSSA

●● Un garçon, répondant aux initiales de L. A., âgé de 10 ans, est décédé dimanche après une chute accidentelle de pont de l'oued Djenane, en plein centre-ville de Sidi-Aïssa, soit à 93 kilomètres du chef-lieu de la wilaya de M'sila. Il était en train de jouer avec son jeune frère âgé de 5 ans, lorsqu'il perdit l'équilibre pour tomber dans une retenue d'eau et n'a pu survivre à la chute. Le corps a été déposé à la morgue de l'hôpital de la ville et une enquête a été ouverte par la sûreté de daïra.

C. B.

LE SIÈGE DE L'APC D'EL-MAÂRIF INCENDIÉ

●● Des citoyens ont incendié, hier matin, le siège de l'APC d'El-Maârif, à 45 kilomètres au sud du chef-lieu de la wilaya de M'sila. Les contestataires, au nombre de 300, dit-on, ont incendié aussi le parc de la mairie et deux bus. L'origine de cette contestation est un terrain qui devait abriter un hangar et que certains convoitaient, du fait de son positionnement idéal.

Les responsables de la commune et de la daïra ont décidé d'affecter ce terrain pour cette activité de froid. "Dès que les aménagements ont commencé, les habitants du village de Banyou, 7 kilomètres du chef-lieu de la commune, n'ont pas accepté la décision, en arguant qu'il leur revenait de droit de bénéficier de ce terrain situé pas loin de leur village", a précisé un habitant de la commune. "Malgré l'intervention des éléments de la Protection civile et des services de sécurité, le feu a consumé plusieurs bureaux", ajoute-t-il.

L'intervention des forces de l'ordre a réussi à calmer les esprits et éviter le pire. Notons qu'une dizaine de jeunes ont été blessés.

C. B.

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES COMMUNIQUÉ

●● "Notre confrère, Hamid Yacine, journaliste au quotidien arabophone d'El Khabar a été officiellement inculpé, le 13 juin 2011 par le juge d'instruction en charge de l'affaire Ali Tounsi", a indiqué un communiqué du SNJ.

Tout comme notre confrère, le Syndicat national des journalistes exprime sa surprise de ce que le concerné, cité comme simple témoin en raison d'un article sur l'affaire qu'il avait rédigé le 16 mars 2010, se voit signifier son inculpation à l'issue de son troisième passage chez le juge d'instruction, lundi dernier. Et ce, en vertu de l'article 301 du code pénal, lui signifie-t-on. Plus d'une année après les faits et la parution de l'article incriminé, il est ainsi reproché à Hamid Yacine d'avoir violé le secret de l'instruction. C'est d'autant plus surprenant comme mutation dans le statut du prévenu, de témoin à accusé.

Pour quelle raison alors inculper un confrère qui n'a fait que son travail de journaliste ? Le rebondissement de lundi dernier inquiète le Syndicat au plus haut point.

P/Le Syndicat national des journalistes
Le secrétaire général
KAMEL AMARNI

ASSISES DU CNES Pas de portrait, ni de photo du Président



●● Les participants aux Assises de la société civile, organisées par le Conseil national économique et social, ont remarqué avec surprise l'absence de portrait ou de photo du président de la République, ce qui d'habitude est imposé et fait partie du rituel officiel. Un participant au réflexe du parti unique et adepte du culte de la personnalité, sans doute voulant se distinguer, a tenté d'intervenir pour s'élever contre cette "omission". Sans succès.

ELLES PROFITAIENT DE LA SITUATION CONFUSE ENGENDRÉE PAR L'ACTION DES HABITANTS DE SIDI-NÂAMANE 7 PERSONNES ARRÊTÉES EN FLAGRANT DÉLIT DE VOL LORS DE LA FERMETURE DE LA RN12

●● Sept personnes ont été arrêtées en flagrant délit de vol commis sur des usagers de la RN12, reliant Tizi Ouzou à Alger, dimanche dernier lors de sa fermeture par les habitants d'Ouled Ouaret, dans la localité de Sidi-Nâamane, a-t-on appris hier à travers un communiqué rendu public par la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou. Les mis en cause profitaient, selon ledit communiqué, de la situation confuse engendrée par le blocage total de la circulation sur cet axe routier pour commettre des vols sur les usagers. Présentées au parquet de Tizi Ouzou, lundi, les sept personnes ont été mises en détention préventive. Une quantité de 1848 cannettes de bière, volées d'un camion semi-remorque coincé dans l'embouteillage monstre engendré par l'action de protestation, ont été récupérées par la police lors de son intervention.

TITULARISATION DES ENSEIGNANTS EN STATISTIQUES

Boumerdès, première wilaya à appliquer la mesure

●● Comme nous l'avions annoncé dans l'une de nos précédentes éditions, la titularisation des enseignants en statistiques diplômés en mathématiques est devenue effective. La wilaya de Boumerdès est la première à avoir officialisé la titularisation de cette catégorie d'enseignants puisque 17 d'entre eux ont été titularisés avant-hier suite à une réunion ayant regroupé la Direction de l'éducation, la direction de la Fonction publique et le contrôleur financier.

L'information nous a été confirmée hier par M^{me} Tassadit Saheb, directrice de wilaya de l'éducation de Boumerdès. Cette commission locale compte passer à une autre vitesse pour faire permaniser les 23 autres enseignants en option économie recensés dans la wilaya. "Nous attendons seulement l'accord de la direction générale de la Fonction publique pour satisfaire la revendication de ces 23 enseignants économistes", indique-t-elle.

LE RADAR DE LIBERTE

radar@liberte-algerie.com
Page animée par Hamid Saïdani

DOUANES Un site Internet "new look" pour les douanes



●● La Direction générale des douanes va lancer très prochainement un nouveau site Internet, comportant des prestations douanières modernes, des informations et des renseignements qui intéressent les voyageurs et les opérateurs économiques, selon le chargé de communication. En outre, la Direction générale des douanes a procédé, ces derniers mois, à l'application d'un nouveau service, baptisé "téléphone mobile douanes", permettant au citoyen d'appeler pour recevoir n'importe quelle information à travers une ligne de téléphonie mobile.

ADJOINTS D'ÉDUCATION À BÉJAÏA LE SYNDICAT DÉNONCE LEUR EXCLUSION DE L'EXAMEN DU BAC

●● Les adjoints d'éducation étaient par le passé toujours convoqués à l'examen du baccalauréat. Et sans rémunération. Les adjoints d'éducation relevant de la daïra de Béjaïa n'ont pas été "convoqués" pour le bac, qui se déroule présentement. Qu'est-ce qui a changé depuis ? Un nouveau texte, la circulaire n°121 du 15 septembre 2009, est venu réparer cette injustice. Ce corps d'éducation est convoqué au même titre que les autres encadreurs de l'examen et surtout rémunéré. C'est le cas des différents examens de 2009/2010. Seulement l'examen de cette année, les adjoints d'éducation des établissements scolaires de la daïra de Béjaïa ont été "omis" et remplacés par des enseignants. D'où la montée au créneau du Syndicat national des travailleurs de l'éducation de la daïra de Béjaïa, lequel vient d'interpeller le directeur de l'éducation pour les rétablir dans leurs droits en appliquant la circulaire, qui stipule clairement que "seuls les adjoints d'éducation doivent travailler au secrétariat".

CELA DURE DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES Rupture de vaccins pour enfants à Sétif



●● Cela fait plusieurs semaines que l'opération de vaccination des enfants contre la polio est suspendue à Sétif. En effet, des parents se rendent chaque jour aux différents centres de prévention maternelle et infantile au niveau des différentes structures de santé publique sans pouvoir faire vacciner leurs enfants contre la poliomyélite. La pénurie constatée à travers les différents établissements publics de santé de proximité de la wilaya inquiète les parents. Selon un paramédical, la rupture concerne notamment les vaccins des enfants de 3 à 18 mois. Prévu par le calendrier national, ce vaccin oral est prescrit contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la poliomyélite ainsi que les doses de l'Haemophilus Influenza b (HBV). Ainsi, des milliers d'enfants en bas âge sont privés de ces vaccins.

IL REMETTRA JEUDI LE PRIX DU CONCOURS DE L'ÉLOQUENCE EN LANGUE FRANÇAISE

ALAIN JUPPÉ À ORAN

●● Le ministre français des Affaires étrangères, qui entame à partir d'aujourd'hui une visite en Algérie, fera jeudi un crochet par la ville d'Oran. Ce sera pour lui l'occasion de rencontrer à 15h45 quelques jeunes Oranais au Centre culturel français d'Oran. Le ministre participera, également, à la remise des prix du concours d'éloquence en langue française Oran-Bordeaux. Plus d'une quinzaine de médias français et algériens seront présents à cette cérémonie pour voir ces Algériens "jongler" avec la langue de Voltaire.

SORTIE AUJOURD'HUI DE "PROJET URBAIN"

Un ouvrage au service du développement durable

●● Le premier volume de l'ouvrage *Projet urbain, guide méthodologique*, intitulé *Connaître le contexte de développement durable*, réalisé par Ewa Berezowska-Azzag, sera présenté aujourd'hui. L'ouvrage, édité par Synergie, est principalement destiné aux professionnels de l'urbanisme. Pour ses concepteurs, le *Projet urbain* peut concerner autant l'élaboration d'une vision globale d'un territoire urbain, la création des villes

nouvelles ou la maîtrise des extensions en cours, que le renouvellement ou la régénération des quartiers ou encore des aspects thématiques ciblés (maîtrise du métabolisme urbain, protection contre les risques majeurs, valorisation patrimoniale, amélioration de l'attractivité et de compétitivité urbaine, prise en charge des changements climatiques dans l'aménagement urbain, et bien d'autres).

"TEST DRIVE" DE LA CHEVROLET NEW SAIL À SHANGHAI

La marque au nœud papillon voit grand

Dévoilée à l'occasion du salon de l'automobile d'Alger, la remplaçante de la Chevrolet Aveo, la Sail, n'a rien à envier à son aînée.

De notre envoyée spéciale en Chine :
DJAZIA SAFTA

Le véhicule vient se mesurer à un modèle populaire. L'Aveo n'est pas une voiture quelconque puisqu'elle a déjà été le modèle le plus vendu en Algérie en 2008. La remplaçante de l'Aveo adoptera un nouveau sigle pour lui assurer une carrière commerciale sans préjugés. Sur le marché algérien, elle porte donc le nom de la Sail.

Pour mieux s'imposer et voler la vedette à son prédécesseur, la Sail a démontré, lors d'un "test drive", effectué au Ride and Drive White SGM, à Shanghai, lundi dernier, qu'elle était compacte et facile à manier tout en "exhibant" sa force et sa solidité.

Véritable bête de route, le véhicule surprend au fur et à mesure qu'on change de relief pour solliciter ses puissances, tant sur la chaussée normale que sur des routes défoncées. La fluidité avec laquelle s'adapte la voi-



ture aux différents obstacles mis sur sa "route" démontre sa capacité et sa ténacité. C'est un véhicu-

le qui passe partout et qui réserve bien des surprises au conducteur et aux passagers. Le véhicule offre

toute la sobriété et le raffinement de par sa conception stylistique qui nous renvoie à l'originalité. D'abord par le design, ensuite par les matériaux et les finitions irréprochables. Que ce soit dans la version HB ou NB avec une motorisation 1.2 ou 1.4, le véhicule

offre un réel plaisir de conduite et ne consomme que 5,7 litres au cent.

Le véhicule construit en Chine jouit de tout le savoir-faire de General Motors. Pour démontrer que la Sail est sur un pied d'égalité avec ses concurrentes européennes, Shanghai General Motors (SGM) a mis les petits plats dans les grands. Le véhicule subit une batterie de tests dans le Pan Asia Technical Automotive (Patac), le centre de développement du groupe américain en Chine, allant du test crash au test acoustique. Pour le premier, la voiture est passée par trois étapes durant sa conception et 38 tests crash. Pour s'assurer de la fiabilité du véhicule SGM, celui-ci a été testé dans des conditions extrêmes de chaleur, du froid et en altitude. Par ailleurs, les responsables de la marque au nœud papillon ont fait tester également deux nouveautés ; le N300 et le CN100 deux monospaces respectivement pour un usage utilitaire et familial. Ces deux modèles devraient arriver sur notre marché avant la fin de l'année en cours.

D. S.

HP PRÉSENTE SON IT PERFORMANCE SUITE POUR L'ENTREPRISE

Réorientation sur le Software

Réorientation remarquée de Hewlett-Packard (HP) qui priorise ses objectifs avec pour grand challenge le développement du Software, domaine pour lequel HP a déboursé pas moins de 10 milliards de dollars en plus des 15 autres milliards pour le rachat des sociétés de services.

Ce qui augure une nouvelle ère dans la bataille du software reflétant une mutation des besoins du marché.

Aujourd'hui présente dans 12 pays africains et dont le nombre devra évoluer à 20, d'ici la fin de l'année, HP réaffirme son intérêt en direction des émergents dont le potentiel n'est pas à négliger.

Pour l'Algérie, HP nourrit l'ambition de se hisser carrément en haut du podium pour ce qui des IT. "Nous sommes, avec notre staff en Algérie, constamment à l'écoute de notre clientèle. Nous continuerons à récolter les informations nécessaires pour mieux répondre aux attentes aussi bien des grands comptes que du grand public", a déclaré hier, Anas Jwaied, vice-président HP chargé des ventes régionales Software au Moyen-Orient, Méditerranée et Afrique.

L'occasion pour l'orateur, lors du point de presse organisé hier à l'hôtel Sheraton, de présenter le

gérant américain de l'informatique qui pèse 129 milliards de dollars en termes de CA, avec 3,6 milliards de dollars pour le Software, ses réalisations et ses ambitions, mais aussi et surtout les nouveautés lancées.

Aussi, HP a dévoilé hier une nouvelle suite logicielle permettant de gérer, mesurer et améliorer la performance de l'IT et d'en restituer des indicateurs au travers d'une représentation consolidée. Cette suite permet aux DSI d'évaluer, de développer, de gérer et d'aligner l'IT sur les processus métiers pour en améliorer l'agilité et en diminuer les coûts. HP IT Performance Suite tire profit de l'approche HP en matière de gestion du cycle de vie de l'administration et du développement des applications, et elle intègre des outils de gestion de la performance tels qu'ITIL (Information Technology Infrastructure Library).

En outre, HP a développé plus de 170 indicateurs standards de référence (KPI), dont 48 sont inclus à l'offre HP IT Performance Suite CIO Édition.

En abordant le portfolio très varié qui fait, d'ailleurs, la force de HP, l'orateur a parlé de plusieurs autres solutions innovantes basées sur son architecture "Converged Infrastructure" avec pour

objectif : améliorer l'agilité des entreprises en simplifiant le déploiement et la fourniture des services IT.

Mais il abordera, dans le détail, son offre Cloud Computing avec de nouvelles solutions de fourniture de services IT Hybrides qui pourrait, en effet, intéresser l'Algérie investi dans la construction de la société de l'information avec pour feuille de route le programme e-Algérie.

Certes, les priorités de l'Algérie peuvent être différentes des autres marchés, mais cela n'exclut, en aucun cas, la nécessité de tenir compte de l'évolution des technologies.

Il s'agit, pour HP, de trouver le bon argument et convaincre pour être choisi comme partenaire et d'être présent au moment opportun. En attendant, HP continue son ascension et décide, selon l'animateur de la conférence, d'investir 2 milliards de dollars dans des projets liés au Cloud Computing, en octroyant des facilités de financement à ses futurs clients.

But affiché : favoriser l'adoption de cette technologie et aider les clients du groupe à financer leur stratégie de déploiement dans le Cloud.

NABILA SAÏDOUN

LORS DE SA VISITE DANS LA WILAYA D'ANNABA

Benhamadi en visite chez Djezzy et Nedjma

Lors de la visite de travail marathon qu'il a effectuée à travers la wilaya d'Annaba en début de semaine, le ministre de la Poste et des Technologies de la communication et de l'information a inauguré la toute nouvelle agence de l'opérateur de téléphonie mobile Nedjma, avant de se rendre dans les locaux de Djezzy.

Il se félicitera, en la circonstance, de l'extension et l'optimisation de la couverture réseau dans cette wilaya, qui compte pas moins de 500 000 abonnés, ainsi que l'intensification du programme d'aménagement des points de vente desdits opérateurs de téléphonie mobile. En plus d'avoir assuré que son département projette de confirmer à leur poste

tous les contractuels activant dans le secteur dans le cadre des dispositifs d'insertion professionnelle, M. Benhamadi a réitéré la détermination de son département ministériel à créer, d'ici à 2014, 100 000 emplois directs et plus de 300 000 indirects, toujours au profit des jeunes, durant la même période.

Le ministre a, enfin, souligné l'urgence de mettre en place les mécanismes nécessaires afin de redynamiser les deux opérateurs publics, Algérie Télécom et Algérie Poste. Il demandera aux responsables du secteur de se concerter avec la tutelle pour l'instauration d'un contrat de performance.

B. BADIS

COMMUNIQUÉ DE WATANIYA TÉLÉCOM ALGÉRIE NEDJMA SPONSORISE LA CÉRÉMONIE "TROPHÉE EXPORT" DE L'ANNÉE 2010

●● Partenaire privilégié des opérateurs économiques nationaux, Wataniya Télécom Algérie-Nedjma sponsorise, pour la deuxième fois consécutive, la cérémonie de remise de trophées aux meilleurs exportateurs algériens, "Trophée Export" de l'année 2010.

Cet événement, prévu le 15 juin 2011 à Alger, est organisé par le World Trade Center Algeria. Il récompense, depuis 2003, les entreprises algériennes ayant réalisé les meilleures performances à l'export, hors hydrocarbures. À cette occasion, Nedjma présentera ses solutions et offres voix et data dédiées aux entreprises, dont le Blackberry. À travers ce sponsoring, Nedjma confirme sa position d'entreprise citoyenne, amplement engagée dans la promotion et le soutien aux opérateurs économiques algériens.

DROIT DE RÉPONSE

Suite à votre article paru dans votre journal le 11 juin 2011, nous vous prions de bien vouloir insérer en lieu et place notre droit de réponse ci-dessous. Nous démentons fermement l'article publié par votre journal faisant allusion à une condamnation de M. Hadj Zoubir Miloud et d'un mandat d'arrêt contre M. Hadj Zoubir Nasreddine pour fuite. M. Hadj Zoubir Miloud, âgé aujourd'hui de près de 80 ans, est un entrepreneur et homme honorablement connu sur la place d'Alger pour ses différentes réalisations à travers tout le territoire national depuis presque 40 ans, subit une cabale en bonne et due forme depuis plus de deux mois par un groupe de personnes qui n'en veulent qu'à sa respectabilité. Son fils, M. Hadj Zoubir Nasreddine, actuellement à l'étranger pour

des soins assez délicats depuis plus de deux mois et demi, car une première affaire a été jugée par la justice entre les deux parties et qui s'est terminée par un non-lieu au profit de MM. Hadj Zoubir Miloud et Hadj Zoubir Nasreddine. L'affaire actuelle est en cours d'instruction et, donc, n'a pas encore donné lieu à des condamnations par la justice. Pour cela, nous espérons qu'à l'avenir, votre journal ne publie plus ce genre d'informations non fondées qui nuisent à la famille Hadj Zoubir.

Aussi, toute la famille Hadj Zoubir peut présenter toutes les garanties de solvabilité de MM. Hadj Zoubir Miloud et Hadj Zoubir Nasreddine envers leurs clients.

Signé la famille Hadj Zoubir

RESSOURCES NATURELLES AU MAGHREB

Plaidoyer pour une approche commune

Les richesses naturelles du Maghreb sont plus que suffisantes, cependant se pose le problème de leur exploitation optimale en faveur du développement de cette région.

Telle est la principale idée défendue, hier, par l'ensemble des intervenants conviés au colloque : "Ressources naturelles maghrébines et le développement sont-ils suffisants ?" organisé par la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC) au Bastion-23, à Alger.

Intervenant sur cette problématique, Zidane Ould H'mida, ingénieur consultant en développement minier et ancien ministre mauritanien, a expliqué le grand décalage entre les richesses naturelles maghrébines et leur sous-exploitation.

"Nous avons, au Maghreb, un grand retard en matière minier. On trouve le phosphate et le pétrole et d'autres ressources et on s'arrête", déplore-t-il, avant de lancer que "80% des réserves du monde en matière de phosphate sont au Maghreb, c'est un outil plus important que le pétrole puisqu'on a 5 à 6 siècles de réserves en la matière, mais malheureusement, il n'existe aucune politique maghrébine de phosphate".

Aussi et tout en expliquant que l'avenir du Maghreb doit être construit sur les énergies renouvelables, l'intervenant n'a pas encore une fois manqué de regretter l'absence d'idées communes au Maghreb en matière d'énergie solaire. Intervenant de son côté, Ahmed Belhamed du Maroc recommandera aux pays du Maghreb de travailler

ensemble pour un développement en commun. "Les pays du Maghreb doivent engager cette mutation ou elle sera engagée sans eux et contre eux", prévient-il. "Les richesses naturelles sont la propriété des peuples", dit-il, avant de noter que "l'environnement interne doit rimer avec l'État de droit".

Dans ce cadre et tout en soulignant que l'UMA n'a rien apporté en matière de développement au Maghreb, l'intervenant déplore les discussions de l'Europe avec chaque pays du Maghreb isolément après l'échec de l'UPM.

Intervenant pour sa part, Mustapha Jouili, chercheur en Tunisie, a plaidé pour l'impératif d'un travail en commun des pays du Maghreb, "puisque'ils sont complémentaires en matière de ressources naturelles".

Ce qui manque chez l'un, on le retrouve chez l'autre, note-t-il. Karim Mahmoudi, le président de la CCFC, indiquera, quant à lui, que "les richesses maghrébines sont plus que suffisantes et en plus elles sont complémentaires", avant d'expliquer, à ce propos, que "nos richesses maghrébines sont exploitées par les gouvernants et leurs sous-traitants, mais pas par les peuples".

"La problématique du Maghreb reste, pour le moment, amputée de sa démocratisation, c'est-à-dire la possibilité pour cette région d'élire ses responsables qui soient réellement représentatifs", dit-il.

L'AMBASSADEUR DE CHINE : "L'ALGÉRIE PEUT DEVENIR EXPORTATRICE DE CÉRÉALES"

Avec le nouveau plan de développement de plus de 286 milliards de dollars, l'Algérie a les moyens de son développement malgré la crise. L'ambassadeur, qui expliquera l'importance des ressources naturelles algériennes, pense que l'Algérie "va devenir le plus grand pays de l'Afrique". Relevant que l'Algérie se situe parmi les dix premiers pays importateurs mondiaux de céréales, l'ambassadeur estime qu'"un jour, l'Algérie deviendra explorateur de ce produit". Son argument est que "l'Algérie a les moyens". De plus, l'Algérie est créditée d'un grand marché, d'une position stratégique et une richesse en matière de ressources humaines, note l'ambassadeur. Évoquant les ressources en matière d'hydrocarbures, l'intervenant recommande à l'Algérie "de construire une base industrielle pour l'autosuffisance". Évoquant l'expérience chinoise en matière de développement, le conférencier indiquera que le gouvernement de son pays a institué un certain nombre de mesures pour ce faire. Il s'agit, entre autres, d'accélérer le changement du mode de développement économique avec l'ouverture sur l'extérieur. "Il faut recourir au développement pour relever les défis et régler les problèmes", dit-il, tout

en faisant remarquer que "le développement est le choix unique pour la prospérité du pays et c'est la priorité dans la gouvernance".

CONSEILLER AUPRÈS DE L'AMBASSADE DU BRÉSIL : "LE PROBLÈME CE N'EST PAS LES RECETTES"

Le conseiller auprès de l'ambassade du Brésil a expliqué, de son côté, que 98% des exportations algériennes en hydrocarbures peut être interprété "comme avantage ou comme obstacle". Le problème, selon lui, n'est pas tant les recettes "mais les utilise-t-on ?" s'interroge-t-il. Recommandant, par ailleurs, l'impératif d'une intégration économique en tant qu'alterna-

tive et stratégie, l'intervenant exhortera l'Algérie de "rattraper" son retard en matière de développement. Abordant l'expérience brésilienne en matière de développement, le conseiller de l'ambassadeur brésilien indiquera que 46% d'énergie produite au Brésil est une énergie renouvelable, alors que la moyenne mondiale est de 13%. Tout en indiquant que les usines brésiennes travaillent de façon autosuffisante, il indiquera que 25% des entreprises de l'éthanol dans son pays sont étrangères. En matière de perspectives, l'intervenant notera que son pays ambitionne d'atteindre une véritable autonomie en matière énergétique.

NADIA MELLAL

SIGNATURE HIER D'UN ACCORD STRATÉGIQUE SONATRACH-GAS NATURAL OPTION D'UNE PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SOCIÉTÉ ESPAGNOLE

●● Sonatrach et Gas Natural ont signé hier un accord stratégique qui met fin au contentieux entre les deux parties. Selon ses termes, Sonatrach et la société espagnole Gas Natural ont convenu de régler leurs différends existants suite à la sentence du Tribunal arbitral de Genève datée d'août 2010 (Gas Natural sommée de payer 1,5 milliard de dollars à Sonatrach, donnant gain de cause à la compagnie nationale pétrolière concernant sa demande de revalorisation des prix du gaz). Cet arrangement ouvre les portes au développement du partenariat entre les deux compagnies. En effet, il est stipulé que "la signature des accords a permis aux deux entreprises d'analyser les éventuels partenariats qui pourraient être développés dans différents domaines, y compris la possibilité pour Sonatrach d'acquiescer une participation minoritaire dans le capital de Gas Natural Fenosa et la possibilité pour cette dernière de prendre des participations dans des projets de Sonatrach et également de développer d'autres projets de partenariat."

K. R.

AMENDEMENT DE LA LOI 90-31 SUR LE MOUVEMENT ASSOCIATIF

La Fédération des personnes handicapées répond à Ould Kablia

Dans le cadre des réformes politiques et en réponse aux sollicitations de M. Daho Ould Kablia, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales (lettre n°2 794 du 16 mai 2011), la Fédération algérienne des personnes handicapées a formulé des propositions concernant l'amendement de la loi 90-31 du 4 décembre 1990, régissant le mouvement associatif. La fédération estime que le rôle des associations et de la société civile a été "perverti par toutes les actions d'embrigadement mises en œuvre lors des campagnes électorales", peut-on lire dans la lettre de réponse de la fédération.

Toujours aussi critique, elle redéfinit les objectifs des associations déclarant que leur mission consiste à "porter les attentes des citoyens, les transmettre aux centres de décision et de proposer des alternatives aux carences identifiées contrairement à ce que croient beaucoup d'associations qui assimilent leur rôle à faire allégeance aux commis locaux ou nationaux".

Selon elle, pour aboutir à une société civile saine il faut d'abord modifier les compréhensions "erronées" sur le rôle des associations et les amener à changer leurs pratiques par un discours clair, par des formations et notamment la mise en œuvre de projets.

S'agissant de l'amendement de la loi 90-31, la fédération estime que cette dernière doit être souple, généreuse et doit s'adapter aux changements et aux développements de la société civile à l'échelle internationale.

Elle doit également promouvoir les valeurs de solidarité, de responsabilité, de citoyenneté, de dignité, de transparence et de la reconnaissance de la société civile comme acteur essentiel de la gouvernance.

Parmi les propositions formulées par la fédération on citera : l'interdiction aux associations d'adhérer aux comités de soutien en faveur d'un candidat aux élections communales, législatives, présidentielle et l'interdiction

de création d'association par des personnes qui ont commis des malversations. Selon la fédération, toute institution de l'État qui signe une convention de partenariat avec une ONG internationale doit y associer automatiquement une fédération ou une association nationale intervenant dans le domaine.

La création des espaces de concertation et de propositions avec le mouvement associatif au niveau des ministères, des wilayas, des communes et la mise en place d'un institut de recherche et de formation de la société civile ont été suggérées.

Cet institut, selon la fédération, aura pour mission la formation des associations en management, en ingénierie sociale et un espace d'apprentissage de la démocratie. L'auteur de la lettre propose, également, l'ouverture des espaces au sein de l'APN et du Conseil de la nation pour donner aux associations l'opportunité de faire part des préoccupations des citoyens.

La Fédération des personnes handicapées demande au ministère de l'Intérieur de clarifier les critères d'agrément ou d'autorisation pour la création d'association, tout en les obligeant de déclarer annuellement les recettes provenant des dons et legs et dissoudre les associations qui n'activent pas depuis des années mais qui continuent à cautionner des décisions ou actions.

Pour les associations de personnes handicapées, la fédération réclame la même subvention que celle octroyée essentiellement aux associations sportives par les communes.

De plus, la création d'écoles ou de crèches prenant en charge des enfants handicapés doit être soumise à un cahier des charges garantissant la compétence de l'encadrement recruté.

NABILA AFROUN

PUBLICITÉ

LES ESPACES PUBLICS SQUATTÉS PAR LES REVENDEURS

L'informel a progressé de plus de 20% à Oran

L'activité informelle à Oran a connu une augmentation de plus de 20% depuis le début de l'année. Au centre-ville, dans les quartiers populaires, sur les esplanades, la moindre parcelle d'espace libre, y compris le long des axes routiers à la périphérie de la ville, l'on trouve une multitude de revendeurs occasionnels très rodés au système et règles de l'informel.

Les mètres carrés de trottoirs sont partagés entre revendeurs des produits en tous genres. Certains ont même "dessiné" une forme de carte des espaces occupés, comme le font actuellement les revendeurs de fruits et légumes que l'on retrouve sur les axes routiers menant au quartier périphérique de *haï Sabbah*, à l'est d'Oran. Leur installation à cet endroit a été vite repérée par les citoyens, toujours plus nombreux à y faire leur marché et qui se justifient. "Je trouve qu'on doit laisser ces vendeurs gagner leur vie. En plus, c'est moins cher que sur les marchés d'Oran. Et avec la cherté de la vie, moi, je dois compter le moindre centime", nous explique un père de famille. Depuis les émeutes de janvier, la trêve de la chasse aux revendeurs informels a été une décision politique, mais il semble que cela est en passe d'être fini. En effet,

le wali d'Oran a récemment donné instruction aux P/APC et chefs de daïra, ainsi qu'aux brigades de la DCP et des impôts pour sévir et libérer les espaces publics. Le coordinateur de l'UGCAA locale rappelle à qui veut bien l'entendre que des propositions concrètes ont été formulées pour aider à l'intégration, dans la sphère commerciale légale, d'une partie de ceux agissant dans l'informel. Ainsi, l'établissement d'une "carte géographique du commerce" permettrait de redessiner les espaces et l'implantation des commerces selon l'activité, la création de marchés au sein des nouveaux quartiers en fonction du type de population résidente, ou encore la récupération des anciennes galeries. Ce sont autant de mesures à même d'apporter des solutions à ce phénomène ou d'en atténuer l'ampleur. "Certaines de nos propositions ont dérangé et nous n'avons jamais eu de réponse. Mais, il faut que l'État soit clair dans sa politique et, surtout, impliquer les organisations représentatives des commerçants", ajoute notre interlocuteur. Celui-ci estime qu'avant toute chose, il est impératif d'avoir des statistiques sur l'ampleur de l'informel et d'en délimiter les contours.

D. LOUKIL

PROFITANT DES CRISES EN ÉGYPTÉ, EN SYRIE ET EN TUNISIE

LA JORDANIE OUVRE SES BRAS AUX TOURISTES ALGÉRIENS

La Jordanie veut se frayer une place parmi les destinations touristiques mondiales. Profitant des crises qui secouent l'Égypte, la Syrie, mais aussi la Tunisie, les responsables jordaniens du tourisme lorgnent une partie des touristes algériens qui passaient généralement leurs vacances en Tunisie.

De notre envoyé spécial :
AZZEDDINE BENSOUIAH

“**V**ous avez plus d'un million de touristes qui vont chaque année en Tunisie. Si on arrive à en avoir, ne serait-ce que dix pour cent d'entre eux chez nous, ce serait formidable”. Les propos sont ceux d'un dirigeant d'une agence de voyages et ancien membre de la commission d'animation touristique. Notre interlocuteur se dit même prêt à mobiliser son avion pour transporter les touristes algériens à des prix attractifs. Le prix du billet Alger-Amman est cédé à près de 50 000 DA par Air Algérie, seule compagnie à assurer un vol hebdomadaire vers la capitale jordannienne. Volonté sincère ? Ou simple bluff ? En tout cas, les opérateurs du tourisme jordannien sont unanimes à dire que leur pays a besoin d'explorer tous les gisements de tourisme, pour booster ce secteur qui subit de plein fouet les crises qui secouent l'Égypte et la Syrie.

Pour le moment, la plupart des tour-opérateurs inscrivent le produit jordannien dans un package incluant soit la Syrie, soit l'Égypte, soit Israël. Généralement, les touristes envoyés par ces trois pays passent une nuit ou deux, pas plus, en Jordanie, pour y visiter les principaux sites historiques. En deux mois (octobre et novembre 2010), 148 000 touristes ont passé une seule nuit en Jordanie. Ce tourisme ne rapporte rien aux gérants des hôtels qui demandent que le produit touristique jordannien soit commercialisé comme destination à part entière. Pour cela, ils avancent leurs atouts.

D'abord un produit touristique varié : médical, religieux, balnéaire et historique, ensuite, et surtout, un pays où l'on se sent en sécurité, où les femmes se promènent et s'attablent sur les terrasses de café, au-delà de minuit, sans jamais être inquiétées. Ensuite, la gentillesse et la tolérance des Jordaniens font que ce royaume mérite d'être visité.

TOURISME MÉDICAL : DES HÔPITAUX À DONNER ENVIE D'ÊTRE MALADE !

S'il est un secteur dont les Jordaniens peuvent s'enorgueillir c'est bien celui de la santé. Le pays dispose des trois types d'hôpitaux : militaires, publics (pour les fonctionnaires) et privés. Ces derniers connaissent un développement considérable et font le maximum pour attirer des malades des pays étrangers. Deux arguments plaident en leur faveur : la qualité des soins et les tarifs, deux fois moindres que ceux pratiqués en Europe. Le pays est classé comme cinquième centre mondial en termes de tourisme médical. Ses hôpitaux privés sont, pour un bon nombre d'entre eux, reconnus et certifiés internationalement. Pour le moment, le tourisme médical rapporte à la Jordanie un milliard d'euros par an.

Le pays dispose de 68 hôpitaux privés, dont 15 de grande envergure, en plus de six hôpitaux universitaires qui viennent s'ajouter aux quatre universités de médecine. Le pays n'envoie aucun patient à l'étranger. Même s'il est concurrencé par l'Égypte, le Liban et la Tunisie, dans le domaine du tourisme médical, il a des arguments à faire valoir, notam-



ment la qualité et les tarifs. En plus, pour les patients arabes, les tarifs sont les mêmes que ceux pratiqués aux Jordaniens. Les hôpitaux privés proposent 32% des lits en Jordanie, 37% des admissions, 44,5% des opérations chirurgicales et 34,4% des accouchements.

On parle d'un nouveau concurrent : la ville médicale de Dubaï. Mais pour les spécialistes jordaniens, cette ville ne dispose pas de cadres, "on va importer des médecins, on va faire appel à des médecins de passage".

Parmi ces hôpitaux qui font la fierté de la Jordanie, "l'hôpital spécialisé". Créé en 1990 et complètement opérationnel en 1993, cet établissement a une capacité de 282 lits et comptabilise 350 admissions quotidiennes. Il effectue toutes sortes d'opérations, sauf celle du foie. Il forme également des médecins dans neuf spécialités.

L'établissement a opéré, par le passé, une trentaine d'enfants algériens souffrant de malformations cardiaques, de même qu'il reçoit fréquemment des demandes d'explications de la part de patients algériens.

L'hôpital ne connaît pas de problème de surcharge : il n'y a pas de délai d'attente pour les opérations. En plus, toutes les analyses médicales sont faites sur place.

Autre motif de fierté pour l'hôpital spécialisé : de nombreux arabes viennent chercher une solution au problème de stérilité. Les interventions effectuées par l'hôpital connaissent un taux de réussite de 36%, sachant que le plus fort taux de réussite enregistré à travers le monde est de 38%.

Au centre anti-cancer Hussein, baptisé au nom du défunt roi, mort de cancer, l'activité bat son plein. Cet établissement privé spécialisé compte 187 consultants, dont 85 à temps plein et 97 en formation. Il dispose de 82 pharmaciens et de 543 infirmières. D'une capacité de 180 lits, l'établissement a eu à traiter 3000 cas en 2010, dont 30% d'étrangers. Le centre affiche un taux de réussite de

60 à 65%, soit le même taux qu'en Occident. Il affiche fièrement ses performances :

1 000 enfants ont été guéris totalement du cancer (leucémie). L'établissement réalise 1 000 implantations de la moelle par an. Au regard de la forte demande, un projet d'extension est en cours d'exécution et devrait être achevé en trois ans.

Si pour les patients jordaniens, le traitement pourrait se faire grâce à l'envoi d'infirmières à domicile, le patient étranger, lui, devrait rester pendant toute la période du traitement (entre trois et six mois, et parfois un an).

Mais les responsables de cet établissement se plaignent des cas "désespérés" qui arrivent à l'hôpital. "S'ils étaient venus au premier stade de la maladie, on aurait pu les sauver", nous avoue le docteur Imad M. Treish, chef de l'office des opérations.

Sur place, nous rencontrons un Algérien qui en avait gros sur le cœur, pour avoir subi tous les travers du système de santé algérien.

Il accompagnait sa femme atteinte de cancer. De prime abord, il était surpris de l'accueil réservé par les Jordaniens, la propreté des lieux et les services qui y sont disponibles. Une semaine après, nous le croisons dans l'avion, sur le chemin du retour. Le verdict est tombé : malheureusement sa femme ne peut pas être sauvée. Mais il aurait quand même tout tenté et vu qu'il pouvait la sauver s'il avait, dès le départ choisi de l'extirper du système de santé algérien.

Pour rester en rapport avec l'Algérie, dans l'hôpital de Jordanie, un établissement privé spécialisé, c'est un robot qui se charge des opérations sur le cerveau. Il a été conçu par un Algérien vivant en France, le professeur Benabid. Ceci pour l'anecdote. L'hôpital, d'une capacité de 100 lits, prend en charge toutes les spécialités, notamment les greffes d'organes, dont le foie. 58 nationalités sont soignées dans cet établissement dont des Américains.

A. B.

POURQUOI LA CNAS A ANNULÉ LA CONVENTION AVEC LES HÔPITAUX JORDANIENS ?

●● L'Algérie avait signé, du temps de Yahia Guidoum, alors ministre de la Santé, une convention pour le transfert de malades algériens en Jordanie. Le protocole d'accord signé en 1996, a été annulé il y a cinq ans, suite à la visite du ministre du Travail en Jordanie. Sur place, le ministre avait constaté que les malades algériens étaient transférés dans des hôpitaux bas de gamme, avec en sus, des surfacturations des tarifs de soins. Ce qu'il faut savoir c'est qu'en Jordanie, il existe des hôpitaux de renommée mondiale, mais il existe aussi des hôpitaux ne disposant pas de moyens adéquats pour des opérations compliquées. Des patients algériens l'ont appris à leurs dépens. Comme ce ressortissant qui avait conclu, via internet, son admission dans un hôpital jordannien bas de gamme. Une fois sur place, le patient algérien subira une opération délicate par un personnel non qualifié et avec des tarifs gonflés. Dans l'avion qui nous ramenait vers Alger, nous avons croisé deux vieux qui avaient fait le déplacement pour rien en Jordanie, l'un n'ayant pas trouvé sur place son médecin traitant et l'autre étant venu trop tard pour subir le traitement adéquat. Des Algériens continuent à venir se soigner à leurs propres frais, et à leurs risques, en Jordanie, alors qu'une convention bien négociée et mutuellement bénéfique aurait pu soulager pas mal de souffrances.

A. B.

TOURISME BALNÉAIRE

DES ATOUTS ET DES RISQUES

La Jordanie n'a pas été trop gâtée par la nature, mais dispose quand même de quelques destinations touristiques. La seule ouverture sur la mer Rouge se trouve à 300 kilomètres au sud d'Amman.

De notre envoyé spécial :
AZZEDDINE BENSOUHIAH

Une bande côtière d'à peine 20 kilomètres, dont près de la moitié est occupée par le seul port du pays. Mais El Akaba compte 28 hôtels, dont quatre de classes 5 étoiles, et quatre de classe 4 étoiles. En tout, la ville franche compte 3437 lits. Le secteur du tourisme emploie 2500 personnes. C'est le secteur qui attire le plus d'investissements (50%). Sept hôtels de grande classe (5 à 7 étoiles) sont en cours de construction, sans compter les autres de classe quatre étoiles.

La ville accueille annuellement entre 700 et 800.000 touristes, en majorité des Européens. La tension sur les structures d'hébergement est telle que tous les appartements de la ville sont à louer. La température ambiante (24 à 25 degrés) fait que la fréquentation y est importante durant toute l'année, sauf en juin et juillet, que ce soit par les touristes ou par les Jordaniens. Mais depuis le déclenchement du " printemps arabe ", la ville subit de plein fouet la crise : 60 à 70% de recul de l'activité touristique. Les professionnels du tourisme pointent du doigt la politique gouvernementale en la matière et demandent à ce que la Jordanie soit proposée comme destination touristique à part entière, ne dépendant d'aucun autre pays. Face à cette crise, le gouvernement jordanien suggère aux hôteliers de revoir à la baisse leurs tarifs et de ne pas les augmenter pour la saison prochaine. Mais pour le président de l'association des hôtels d'El Aqaba " il est impossible de comparer la Jordanie à l'Egypte, en matière de tarifs, en raison du coût des charges qui sont plus élevées chez nous et de la main d'œuvre qui est dix fois plus chères chez nous par rapport à l'Egypte ". Le pays, qui compte énormément sur les revenus du tourisme, est entrain d'agrandir l'aéroport d'Amman, " Queen Alia international ". Les travaux confiés aux " Aéroports de Paris " devraient être achevés en 2013, pour donner lieu à un " mini Roissy ". Pour l'aéroport d'El Aqaba, même si son extension n'est pas encore à l'ordre du jour, il adhère à l'open sky et peut, donc, recevoir, toutes sortes d'avions, à tout moment. La ville côtière a des atouts à faire valoir, notamment son statut de ville franche, mais aussi sa proximité des destinations touristiques les plus convoitées : l'heure 30 de Petra et moins d'une heure de l'Oued Rum (désert jordanien). Mais la ville reste très animée, surtout le soir. Ses terrasses de café, ses



boutiques et ses restaurants font d'elle un lieu privilégié de villégiature et de bonnes affaires.

MER MORTE : UNE DESTINATION DE RÊVE

S'il est une destination à ne pas rater en Jordanie, c'est bien la mer morte. Ce coin le plus bas au monde (plus de 400 mètres au-dessous du niveau de la mer) avec un taux d'oxygène dix fois plus élevé que n'importe quel autre endroit au monde. La région, pas très éloignée de la capitale Amman (45 kilomètres) dispose d'une vingtaine de complexes hôteliers de grand luxe. Conçus sous forme de villages disposant de tout le confort et d'une gamme variée de soins et d'espaces de détente, de quoi rendre le séjour des plus agréables et des plus inoubliables. La mer morte est réputée pour ses vertus curatives, notamment en ce qui concerne les problèmes de peau. Mais elle constitue également un lieu de plaisance et de repos idéal.

Une cure avec un bain de boue et une plongée dans la mer morte restent le moment fort du séjour. Mais les clients disposent de tout le confort dans les salles de Spa, aussi luxueuses que diversifiées et qui rivalisent en offres dont le but est d'apporter le confort et le sentiment de bien être à tous les touristes. Bien sur, ces complexes hôteliers de renommée mondiale ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Il faut savoir qu'une nuitée dans ces complexes varie entre 150 et 250 euros, sans compter les frais des soins en Spa (entre 30 et 90 euros).

Les produits de la mer morte, surtout la boue et le sel sont très appréciés et très demandés par les touristes, notamment pour les soins du corps, du visage, des mains et des pieds. Mais la mer morte est menacée de disparition. Chaque année, elle perd au moins 40 mètres, du fait de la très forte évaporation. Ses principales sources d'eau, notamment le lac Tibériade et le fleuve du Jourdain ont été " pompés " par les Israéliens,

mais les Jordaniens aussi puisent toutes les autres sources, en raison du manque criard d'eau dans la région. Un projet de transfert de l'eau à partir de la Méditerranée a été envisagé par les Jordaniens, mais les Israéliens refusent arguant que le canal traverserait leur territoire et créerait des problèmes. Autre idée : ramener l'eau de la mer rouge, mais c'est un peu plus loin et, donc, plus coûteux.

Pas loin de là se trouve la réserve naturelle El Mujib. Des canyons traversés par un filet d'eau très prisés par les amateurs d'aventures et de sports de montagne.

Des bungalows ont été construits, sur les rives de la mer morte, pour les touristes de passage, qui voudraient passer la nuit, tout en profitant des canyons d'El Mujib. Un endroit où l'on peut apprécier le silence et la beauté du paysage, surtout à l'heure du coucher de soleil.

TOURISME RELIGIEUX : DE MADABA À PETRA

en passant par la grotte de Loth Terre de prophètes, la Jordanie compte de nombreux sites religieux témoignant du passage de Prophètes et de civilisations anciennes.

Madaba, la ville chrétienne, est citée dans la Bible. La ville est réputée pour sa mosaïque ancestrale. Pas loin se trouve El Maghtas, ou Bethanie, là où le Christ a fait son baptême. Un peu plus loin se trouve le mont Nébo, là où Moïse a contemplé pour la dernière fois la terre Sainte (Jérusalem), sans jamais y pénétrer, après avoir fui l'Egypte.

La grotte du prophète Loth, ou encore les lieux des batailles menées par les compagnons du Prophète Mohamed sont autant de lieux proposés aux touristes avides de faire un voyage dans le temps.

Mais le lieu le plus visité et le plus prisé reste Petra avec son fameux " trésor ". La ville fondée au 8ème siècle avant JC. Elle est composée de nécropoles taillées à la roche et offre un spectacle unique au monde.

Bien sur, tous ces sites religieux et histo-

riques attirent des milliers de touristes et, par voie de conséquence, des complexes touristiques à même de recevoir tout ce beau monde et offrir tout le confort aux visiteurs. Toutefois, les Jordaniens font une distinction entre touristes arabes, qui sont considérés au même titre que les ressortissants jordaniens et les autres touristes. A titre d'exemple, le touriste européen, qui visite Petra devra payer 60 euros de droits d'entrée, alors que le touriste arabe ne paye que 20 euros. Tous les sites sont protégés et dotés de plaques signalétiques et des panneaux d'information. En Jordanie, il faudrait passer impérativement par des agences de voyage pour visiter ces lieux, tout comme pour aller dans le désert de l'Oued Rum.

OUED RUM, BAINS DE MA'IN, LA NATURE SE PAYE !

Le désert jordanien offre des paysages féériques, ressemblant à notre Tassili, notamment du côté de Djanet. Mais cela reste un désert en miniature. Et pourtant, au moins une dizaine de camps de toiles disposant de toutes les commodités, sont dressés à l'entrée du circuit. Ce dernier, qui ne dure pas plus de deux heures, est ponctué par deux haltes, où des tantes, avec thé et produits artisanaux pour les touristes, sont dressées. Au bout, une escalade sur un rocher pour contempler le coucher de soleil, puis retour au camp de toiles, pour un dîner à la traditionnelle, sous les torches et les bougies disposées un peu partout, dans une ambiance de rêve.

Les Jordaniens savent faire de l'excellent travail avec peu de moyens. Le circuit est proposé à bord de simples pick up. Mais dans les camps de toile, tout le confort est disponible, à commencer par les sanitaires et les salles de bains, dont la propreté n'a rien à envier aux cinq étoiles.

Pas très loin de Amman, les thermes de Ma'in, les seuls dont dispose le pays, sont d'une beauté exceptionnelle, avec des chutes d'eau chaude qui jalonnent les montagnes et des hôtels de luxe qui y font face, la station thermale est un haut lieu de repos et de soins.

Le luxe et la qualité des soins ont leur prix, mais cela vaut la peine, eu égard à la qualité de services et des soins offerts aux pensionnaires.

Des projets grandioses de complexes touristiques sont en cours de réalisation, un peu partout à travers les sites touristiques en Jordanie. Toutes les grandes chaînes hôtelières mondiales y sont présentes. Mais depuis le mariage de la sœur du roi avec le président des Emirats arabes unis, le pays connaît un boom des investissements, notamment en matière de réalisation de complexes touristiques de grande envergure.

La Jordanie veut sa part du flux mondial des touristes et met les moyens pour les attirer. Les Algériens, connus pour être de grands dépensiers, pourraient y trouver une bonne destination de vacances, où les services sont irréprochables, pour peu que nos agences de voyages et celles de la Jordanie nouent des liens mutuellement bénéfiques.

A. B.



Relations algéro-françaises

DE LA LUNE DE FIEL À LA LUNE DE MIEL ?

YahiaLiberte

L'épreuve de vérité

Par K. REMOUCHE

Le forum algéro-français a été sanctionné par la conclusion de trois contrats de partenariat : deux dans l'industrie, le dernier dans les services. En ces temps de disette en matière d'investissements directs étrangers, on ne peut pas faire la fine bouche. Une nouvelle démarche plus pragmatique dans le développement des relations économiques entre l'Algérie et la France se met en place. La logique côté français ne semble plus strictement commerciale. Développer les exportations vers l'Algérie via des partenariats industriels paraît plus efficace en contexte de forte concurrence des pays émergents Chine, Turquie, Brésil et Inde. Le principe du commerce industrialisant oublié depuis au moins 20 ans refait surface côté algérien.

Il est attendu à Alger de ses rapports censés être privilégiés un transfert de savoir-faire, une création d'emplois et une contribution efficace à la couverture de besoins, notamment en médicaments, en

biens de consommation utiles comme les véhicules. Mais le chemin est semé d'embûches. Deux dossiers qui sont pour l'heure bloqués mettent à l'épreuve la volonté des deux parties de sceller un partenariat gagnant-gagnant. Renault acceptera-t-il les conditions algériennes, en contrepartie d'un accès plus privilégié au marché algérien ? La partie algérienne consentira-t-elle à accorder à Renault un avantage conséquent, le crédit à la consommation ouvert de nouveau mais cette fois uniquement pour la production locale, à garantir les conditions, en un mot, d'une plus grande viabilité du projet. Il est question également de rentabilité dans le projet de réalisation d'un complexe de vapocraquage d'éthane à Arzew.

Le déficit d'éthane pour toute la durée du contrat obligera Sonatrach à construire un nouveau gazoduc pour alimenter les installations pétrochimiques à partir de Hassi-R'mel ou d'autres gisements de gaz du Sud-

Est. Cela suppose un coût supplémentaire à payer. Au-delà de cette question technique, le dossier renvoie à la question de l'arbitrage entre les projets pétrochimiques. Ce projet bénéficie cependant d'un avantage, l'éthylène et le polyéthylène sont forts demandés sur les marchés extérieurs. Sur le marché intérieur, il pourrait permettre la création de milliers de PME et une plus grande intégration de l'industrie algérienne.

Une nouvelle lune de miel pourrait donc s'annoncer dans les relations entre les deux pays. Mais encore une fois, il ne faut pas oublier que le développement rapide du pays dépend de la diversification de ses échanges économiques. Cela ne veut pas dire qu'il ne convient pas d'encourager cette nouvelle impulsion dans les relations économiques entre les deux pays. Un élan devant être conforté toutefois par des actes et non pas par de beaux discours !

K. R.
Libecosup@yahoo.fr

ALGÉRIE-FRANCE

"JE T'AIME, MOI NON PLUS"

Le lourd contentieux historique entre les deux peuples et les deux États, peut-il être mis entre parenthèses sous l'autel de la realpolitik ?

A. HAMMA

Pour Pierre Lellouche, secrétaire d'État français au commerce, "ceux qui regardent dans le rétroviseur se trompent de direction. Et c'est trop souvent le cas dans la relation franco-algérienne... Une nouvelle page est entrain de s'ouvrir".

Abdelmadjid Bouzidi, professeur d'économie et ancien conseiller à la présidence de la République chargé des questions économiques, dans une réflexion sur les relations entre les deux pays, intitulée "Enfin le gagnant-gagnant ?" s'est interrogé : "Est-ce enfin le vrai départ ?" Question dont la gravité, s'il en faut, se justifie par les nombreuses tergiversations, dans un passé récent, de la partie française qui ne voulait voir en notre pays qu'un débouché commercial pour écouler ses marchandises.

LA LEVÉE DE BOUCLIER !

La réaction de la France et notamment celle des responsables du port de la ville de Marseille – dont le courroux ne pouvait s'expliquer que par des "atavismes néocoloniaux" de l'ancienne puissance occupante – après l'adoption des mesures contenues dans la loi de finances complémentaire 2009, avaient fait réagir Ouyahia qui avait qualifié ces décisions de légitimes et relevant de la souveraineté nationale, en réponse à la levée de boucliers observée sur la rive nord de la Méditerranée.

Au même moment, anticipant sur les conséquences de telles réactions au niveau des autorités algériennes, Laurence Parisot, présidente du Medef lors de sa visite à Alger en novembre 2009, avait déclaré : "L'Algérie est un pays riche, présentant d'énormes potentialités pour les firmes françaises. Nous avons l'ambition d'y rester le premier investisseur."



Yahel/Lebens

L'HEURE DU PRAGMATISME OU LE DÉBUT DU DÉGEL ?

En vérité, le gouvernement français, prenant la mesure de l'importance du marché algérien, et constatant l'érosion de la part de ses entreprises sur ce même marché – qui est passée de 25% il y a de cela quelques années, à 15% aujourd'hui –, du fait notamment de la rude concurrence qui les oppose à d'autres puissances et aux pays émergents, tels que la Chine et la Turquie, s'est rendu à l'évidence et revoit sa stratégie en direction de notre pays. "La donne a radicalement changé et le mythe de la chasse gardée du marché captif ou du marché facile est finie... La concurrence n'est plus seulement allemande, américaine ou italienne. Elle est aussi chinoise, coréenne et turque ; elle est efficace et sans complexe." C'est en ces termes que Pierre Lellouche s'est adressé aux 200 patrons français, venus en force, assister au Forum économique algéro-français sur les PME, qui s'est tenu du 30 au 31 mai à Alger. Cette rencontre, coprésidée par Mohamed Benmeradi et Jean-Pierre Raffarin, respectivement ministre algérien de l'Industrie de la PME et de la Promotion de l'investissement et ancien Premier ministre français et néanmoins, influent homme politique au sein de la majorité parlementaire de son pays, chargé du suivi de la coopération économique entre l'Algérie et la France, a regroupé environ 700 PME dont 500 algé-

riennes et 200 françaises et a suscité plus de 4 000 rendez-vous d'affaires entre les entreprises des deux pays.

L'OMBRE DU LOBBY ANTI-ALGÉRIEN

Dans son allocution lors de ce forum, Raffarin a déclaré entre autre réflexions : "Le défi auquel nous faisons face, c'est de créer au niveau local des emplois pour que les populations puissent trouver leur épanouissement chez elles". Voilà qui est dit ! Que les Algériens restent chez eux ! Cette approche ne peut-elle pas, somme toute, être interprétée comme un compromis en direction des lobbys anti-algériens ? Interprétation vite dissipée pourrions-nous dire par Pierre Lellouche "La relation de cœur profonde et la solidarité qui lient les deux pays en dépit de toutes les difficultés et de ce que l'on peut entendre ici et là", c'est là, un aveu du secrétaire d'État français au commerce qui découvre subitement une amitié avec les Algériens. Ce qui ne le n'a pas empêché, au même moment et dans les mêmes lieux, de recouvrir sa vraie nature, pour riposter à une question des journalistes à propos des déclarations de Kouchner sur la génération de Novembre 54 : "La plupart des jeunes dans nos pays sont nés après 62. Ce qui doit nous occuper, c'est l'avenir. On ne va pas rejouer les guerres et les douleurs du passé. Je le crois vraiment... Le monde est en train de changer vite, avec l'émergence de nouvelles puissances. Les liens entre l'Afrique et l'Europe, ont une

signification complètement différente par rapport au XXI^e siècle. Notre intérêt c'est de regarder ensemble vers l'avenir dans le respect mutuel sans faire l'impasse sur ce qui s'est passé. Il ne s'agit pas d'oublier." Oui, monsieur Lellouche, il ne s'agit pas d'oublier ! Les Algériens sont d'accord avec ce que vous affirmez, si par ailleurs, vous manifestez l'audace et le courage politique de reconnaître la part de votre responsabilité historique dans ce qui arrive aux jeunes Maghrébins d'aujourd'hui. Alors tout sera possible et nos deux peuples construiront, dans leurs intérêts mutuels, des relations apaisées au-delà des seules préoccupations économiques.

LA FRANCE, PREMIER FOURNISSEUR ET DEUXIÈME CLIENT DE L'ALGÉRIE

Il faut rappeler tout de même, que bien qu'ayant perdu des parts sur le marché algérien, la France demeure notre premier fournisseur avec près de 6 milliards de dollars et notre quatrième client avec 4,5 milliards de dollars en 2010 selon les chiffres des douanes algériennes. En outre, les statistiques avancées lors de ce forum par Ubifrance, évaluent les IDE français en Algérie à 2,5 milliards d'euros ce qui fait de ce pays le premier investisseur hors hydrocarbures et le deuxième tous secteurs confondus derrière les USA.

A. H.

EN TOUTE LIBERTÉ

mustaphamekideche@gmail.com

ECHANGES ALGÉRO-FRANÇAIS : DE LA CHASSE GARDÉE À LA STRATÉGIE GAGNANT-GAGNANT ?



PAR MUSTAPHA MEKIDECHE

Au-delà de certains commentaires anecdotiques parus dans la presse, la démarche de partenariat couronnée par la tenue du 29 au 31 mai 2011 du premier Forum d'affaires algéro-français me paraît non seulement féconde mais généralisable à nos partenaires économiques majeurs. J'expliquerai pourquoi dans cette chronique. Voyons d'abord si le concept de «chasse gardée» a fait son temps et examinons ensuite l'état réel d'émergence du partenariat profitable aux deux parties. Ainsi il n'y a pas si longtemps nos grands partenaires économiques, européens, américains et asia-

tiques, passaient d'abord par Paris pour disposer des clés de lecture du marché algérien. Ce qui confortait le concept de «chasse gardée». Mais, depuis, la mondialisation est passée par là et l'émergence des BRIC, notamment de la Chine, a fait le reste. A présent même Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat français au Commerce extérieur, estime que "le mythe de la chasse gardée est terminé... et que pour la France, l'Algérie est un partenaire respecté, que nous sommes prêts à accompagner sur le chemin du développement dans un rapport équilibré et mutuellement bénéfique". Il a ainsi souligné, pour illustrer son propos, que la France avait perdu des parts de marché en précisant que "la part de marché de la France tourne

autour de 15%, alors qu'elle était il y a 20 ans environ de 25%". Cela est vrai. Mais pour restituer toute la réalité des échanges j'ajouterai que le déficit commercial demeure structurellement déficitaire pour l'Algérie qui n'exporte en France que seulement près de 8% du total de ses exportations. En 2010 ce déficit commercial s'est élevé à 1,543 milliards de dollars. Il n'y a que deux façons de le réduire : augmenter les exportations ou diminuer les importations. Aussi la promotion d'un partenariat industriel algéro français en est un élément de la solution en ce qu'il fera augmenter des exportations algériennes, singulièrement vers la France. Cette approche est du reste valable pour les autres grands partenaires industriels avec lesquels

notre balance commerciale est déficitaire. On peut citer la Chine (-3,218 milliards de dollars) et l'Allemagne (estimée à plus de -2 milliards de dollars). Je disais que la mondialisation ouvre les marchés à la concurrence et il n'y a plus nulle part de «chasse gardée». La preuve en est donnée par notre secteur de la pharmacie et le médicament. Ainsi, avant même que ne sèche l'encre de la convention signée par M. Mansouri Abdelkrim, directeur général de l'Andi et par M. Thierry Lefebvre, directeur général de Sanofi Aventis Algérie, portant sur la production sur le site de Sidi Abdellah de médicaments de forme sèche et de forme liquide, un autre grand projet pharmaceutique est initié avec le groupe américain PhRMA. Une

lettre «d'intention et d'engagement» a été signée par ce dernier le 9 juin 2011 à l'effet d'implanter dans le même site «un pôle international de biotechnologie et de production de médicaments». Smail Chikhounne, président du Conseil d'affaires algéro américain (USABC), déclare, pour illustrer l'importance du projet, qu'il s'agit de «faire de l'Algérie une plaque tournante pour la région Afrique du Nord Moyen Orient afin de reproduire l'expérience de Singapour où l'Etat avait mis à leur disposition des infrastructures». D'autres exemples, dans d'autres secteurs, peuvent être cités. Ceci étant, en ajoutant à ce contrat obtenu par le groupe pharmaceutique Sanofi Aventis, ceux d'Alstom, de St Gobain, d'Axa et en rap-

pelant ceux de Technip (rénovation et extension de la raffinerie d'Alger) et GDF/Suez (permis d'exploration hydrocarbures), on peut observer que le partenariat algéro français a fait, dans la discrétion, une bonne partie de son chemin. Si les projets avec Renault (voitures) et Total (cracking d'éthylène) aboutissent c'est un pas de plus qui sera fait. Sur fond de ralentissement de la croissance en Europe et aux Etats-Unis et de politiques économiques mondiales non coopératives, les partenariats bilatéraux industriels et de services entre les pays émergents et les pays avancés sont pour nous des véhicules appropriés de développement. Avec la France certes, mais pas seulement.

M. M.

LES DEUX DOSSIERS QUI BLOQUENT LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCHANGES

7 MILLIARDS DE DOLLARS D'INVESTISSEMENTS EN JEU

Industrie mécanique et pétrochimie sont deux secteurs qui pourraient impulser les échanges économiques algéro-français.

Par K. REMOUCHE

Renault serait-il en pole position pour devenir le premier investisseur dans l'assemblage de véhicules particuliers sous la marque au losange en Algérie ? La conférence de presse, le 30 mai dernier, a livré des détails sur le

projet. La partie algérienne a soumis au partenaire français un cahier des charges : assemblage de 150 000 véhicules, un taux d'intégration élevé. Si sur le plan technique, les écueils semblent être surmontés, les négociations se poursuivent sur le volet commercial, le côté le plus difficile des discussions. Il s'agit d'un investissement évalué à 1 milliard de dollars. Si véritablement il ya une volonté forte des deux parties de faire aboutir le projet, de parvenir à rentabiliser les installations, Renault serait alors en forte position sur le marché algérien qui absorbe bon an, mal an 200 000 véhicules par an au moins.

En d'autres termes, consentira-t-il à jouer le rôle de lièvre ? En tout cas, si le projet se concrétise, il aurait une longueur d'avance. La question est de savoir si l'État algérien veut jouer efficacement son rôle de régulation ? Accorder des avantages à la production locale, user de l'arme du crédit à la consommation pour les biens produits localement inciterait des constructeurs à investir dans l'assemblage de véhicules.

À l'instar du rôle pionnier joué par la branche pharmaceutique, l'Algérie a une excellente opportunité pour appliquer le principe du commerce industrialisant dans le secteur automobile. Quant au projet de

réalisation d'un complexe de vapocraquage à Arzew d'un coût estimé à 6 milliards de dollars, les négociations buteraient sur un détail technique très important. Les deux partenaires, Sonatrach et le géant Total, ne disposeraient pas suffisamment d'éthane pour toute la durée du contrat. Solution envisagée : construire un gazoduc à partir de Hassi R'mel alimentant les installations d'Arzew à partir de ce gisement super géant ou d'autres champs de gaz au Sud-Est.

Ce qui rendrait plus coûteux le projet. La partie algérienne aurait alors demandé à Sonatrach une étude portant sur la rentabilité du projet, en fonction de cette nouvelle donnée. "Le gouvernement

algérien s'engage sur ce projet. On attend les conclusions de l'étude de Sonatrach pour donner le feu vert", avait répondu le Premier ministre Ouyahia aux chefs de la délégation française, respectivement Jean-Pierre Raffarin et Claude Lellouche, secrétaire d'État français au Commerce extérieur. Si ce projet se concrétise l'année en cours, 2011 pourrait être l'année de Total en Algérie.

C'est en 2011 également que la compagnie française devra présenter à Alnft le projet de développement en partenariat avec Sonatrach du gisement de gaz de l'Ahnet, estimé à 3 milliards de dollars.

K. R.

TROIS CONTRATS ONT ÉTÉ SIGNÉS AU COURS DU FORUM

Sanofi, AXA et Saint-Gobain se positionnent sur le marché algérien

Par SAÏD SMATI

Au cours du forum algéro-français, trois accords ont été conclus. Le premier porte sur la réalisation d'une usine de médicaments à Sidi Abdallah.

En effet, le projet de Sanofi-Aventis de construire une nouvelle usine de médicaments et un centre de distribution à Sidi Abdallah, près de Zeralda, a été finalisé. Les grandes lignes du contrat ont été communiquées officiellement au cours du forum de partenariat Algérie-France, tenu les 30 et 31 mai derniers. Le dossier Sanofi-Aventis, faisait partie de la pile de dossiers stratégiques pour lesquels Jean-Pierre Raffarin, l'envoyé spécial de l'Élysée pour les affaires économiques en Algérie, a négocié durant près d'une année avec les autorités algériennes. Ce projet qui avait reçu la validation du Conseil national des investissements, et dont une convention d'investissement a été signée avec l'Andi en février 2011, coûtera 6,6 milliards de dinars et produira à terme 80% des volumes de différentes formes pharmaceutiques distribuées sous le label Sanofi en Algérie. Les médicaments produits concernent les maladies des domaines de l'oncologie et du diabète, des maladies thrombotiques, cardiovasculaires, du système nerveux central ou encore de la médecine interne, ce qui devrait permettre à l'Algérie de réduire ses importations en médicaments, et par ricochet la facture d'importation dont le volume 1,66 milliard de dollars en 2010, ne cesse d'inquiéter. L'objectif affirmé par les institutions publiques est clair : développer la fabrication locale des médicaments afin de produire en Algérie 70% des besoins en médicaments. Ce projet, outre le fait qu'il intègre des transferts de technologie, sera créateur de valeur ajoutée et d'emplois.

Depuis 2002, Sanofi-Aventis Algérie a établi de nombreux partenariats avec des producteurs locaux tels que Saidal, Prodiphil Production, Biopharm et Sandoz. Sanofi-Aventis Algérie, qui emploie plus de 630 collaborateurs, a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires

de 20,7 milliards de dinars. Le laboratoire dispose aujourd'hui de deux usines : une à Aïn Benian (12 millions d'unités en formes liquides), une autre à Oued Smar (17 millions d'unités en formes sèches) en partenariat (70/30%) avec Saidal et Winthrop Pharma. Le portefeuille de Sanofi-Aventis en Algérie, comporte 162 médicaments commercialisés, dont 52 fabriqués localement (43 princeps et 9 génériques) sur ses propres sites et 8 chez ses partenaires locaux. Avec 32 millions d'unités en 2009 et 36 millions en 2010, Sanofi-Aventis se positionne comme le premier producteur privé local. Sa part du marché s'élève à 13,5%. Le laboratoire est également le premier investisseur étranger en production locale et le deuxième au niveau national derrière l'opérateur public Saidal.

L'ASSUREUR FRANÇAIS S'INSTALLE EN ALGÉRIE

Pour sa part, l'assureur français Axa a signé, le 31 mai à Alger, l'accord de partenariat lui permettant d'opérer en Algérie avec deux entreprises publiques, la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et le Fonds national d'investissements (FNI). Au terme de cet accord, Axa et ses deux partenaires ont créé une coentreprise dont l'assureur français assurera le management et possèdera 49% des parts, la BEA 15% et le FNI 36%. Selon l'accord conclu, AXA aura une participation de 49% dans la compagnie d'assurances qu'elle lancera en Algérie tandis que les 51% restants seront répartis entre la BEA (15%) et le CNI (36%). Les capitaux de ces entreprises sont fixés au minimum prévu par la loi du pays d'origine, soit 1 milliard de DA (10 millions d'euros) en assurance-dommages, 2 milliards de DA (20 millions d'euros) en assurance-vie, qui augmenteront avec leur développement sur le marché. "C'est un accord qui vise à nous permettre de développer nos activités dans l'ensemble des branches sur le marché algérien. Ça se fera sous marque Axa puisque la société s'appellera AXA Algérie Assurance", a déclaré le dirigeant d'Axa pour la région Méditerranée et Amérique latine Jean-Laurent

Granier, en marge du forum algéro-français. Le management est confié à AXA, explique-t-il, "parce qu'AXA amène sa connaissance technique, son expertise sa technologie sur le marché algérien". "Nous allons commencer en développant une distribution à la fois propre avec des points de vente AXA, des établissements AXA, mais également en bancassurance en profitant de l'accord pour développer la bancassurance via le réseau de la BEA." Concernant les produits proposés, Jean-Laurent Granier indique que "nous démarrons avec des produits pour les particuliers et des produits pour les entreprises. Les produits pour les particuliers seront bien sur le produit auto, celui qui est obligatoire et que tout le monde souhaite avoir. Mais également des produits d'assurance-vie, dans le cadre de notre partenariat avec la BEA, notamment les produits emprunteurs et les produits décès accident pour permettre au gens qui empruntent d'avoir une couverture en cas de décès". Pour les entreprises AXA Algérie Assurance démarrera avec deux types de produits. Des produits en multirisques professionnels, notamment pour les artisans ou les PME-PMI et également des produits très importants. Des produits de prévoyance et santé collective, des produits pour les employés des entreprises. "La forte innovation que nous amenons sera notamment de faire des produits en frais médicaux et en santé qui seront des produits qui prendront une couverture total des frais médicaux", précise le dirigeant d'AXA. AXA est le deuxième assureur français, après la Macif, à être autorisé à s'installer en Algérie. AXA Algérie Assurance table sur 87 millions d'euros de chiffre d'affaires en Algérie au cours des cinq prochaines années.

LA SOCIÉTÉ ALVER ABSORBÉE

Bloquée depuis trois ans, suite à un différend relatif au prix de cession contesté par le collectif des salariés, le contrat de cession d'Alver (Oran) au groupe Saint-Gobain, a été finalisé à la faveur de la tenue à Alger du forum de partenariat algéro-français. À la faveur de ce contrat, cette filiale du groupe

industriel des verres et abrasifs (Enava) a été cédée à 100% au groupe français. C'est donc une privatisation à 100% décidée par les pouvoirs publics.

Le montant de l'acquisition, par le groupe français d'Alver, n'a pas été dévoilé. L'État qui a instauré la règle 49/51 régissant le partenariat et l'investissement à travers la loi de finances complémentaire 2009, n'a pas appliqué dans le cas de cette cession à 100% au groupe français. Sur ce sujet, le ministre de l'Industrie a expliqué lors de la conférence de presse sanctionnant le forum de partenariat Algérie-France que les négociations au sujet de l'entreprise Alver ont débuté en 2007, ce qui signifie que la règle 49/51 ne s'applique pas dans ce cas, car la loi n'a pas un effet rétroactif. Les discussions portaient sur des éléments extérieurs à l'accord de privatisation lui-même. Le dossier piétinait, car il y avait une question de dettes à régler, et de l'opposition de ses employés à sa privatisation et sa cession à un groupe étranger par crainte de licenciements. La veille de la tenue du forum, le ministre de l'Industrie, M. Mohamed Benmeradi, avait précisé que les difficultés qui entravaient la réalisation de ce projet ont été "aplanies". "Les salariés seront maintenus selon des engagements et un cahier des charges bien scellés."

Les intérêts des travailleurs seront préservés", a déclaré Abdallah Henni, directeur général du groupe Enava, à l'issue de la signature du contrat. Alver-Saint-Gobain Algérie a inscrit dans son plan d'action de passer à l'exportation. "La tendance sera inversée dans les cinq années à venir. Alver-Saint-Gobain exportera vers les pays méditerranéens et peut-être ailleurs. Compte tenu de la notoriété de l'entreprise, nous n'avons pas de doute", a précisé Abdallah Henni. Pour sa part, Jérôme Fessard, responsable du pôle conditionnement de Saint-Gobain, a souligné que le groupe est le premier producteur mondial de verre d'emballage pour l'industrie agroalimentaire. Il a annoncé que l'usine Alver d'Oran sera considérablement modernisée. "Nous allons y opérer des transferts de technologie importants."

S. S.

PUBLICITÉ

DÉMARCHE ENTREPRENEURIALE

PARLER LE MÊME LANGAGE

Selon la partie française, la France est le premier investisseur hors hydrocarbures en Algérie.

Par :
SAID SMATI

Dans le communiqué final qui a sanctionné le forum algéro-français qui s'est tenu les 30 et 31 mai dernier, on retrouve nettement une profonde satisfaction de ses organisateurs français.

"Le forum de partenariat et la 3^e visite à Alger de M. Jean-Pierre Raffarin ont permis de redynamiser et pour une large part, de refonder les relations économiques entre les deux pays tant au niveau des PME que des grands groupes dont les investissements en Algérie sont essentiels pour la création d'emploi, le transfert de savoir-faire et l'innovation", lit-on.

Jean-Pierre Raffarin, l'envoyé spécial du président français, parlait d'un changement positif dans le climat des affaires en Algérie. Un climat qui a été jusque-là empreint de paradoxe. Selon Samir Sayah, directeur de CMS Algérie, les hommes d'affaires algériens et français parlent le français mais ne parlent pas forcément le même langage.

Un bon climat des affaires, c'est d'abord une question d'opportunité et ensuite une question de langage des affaires qui n'est malheureusement pas toujours le même des deux côtés. Pour Samir Sayah, l'erreur de l'investisseur français est de se dire, c'est un



Jean-Pierre Raffarin en visite à Alger le 30 mai dernier.

peu la France (au sens business). Je suis sur un terrain qui n'est pas inconnu. De l'autre côté, les Algériens font à peu près la même erreur en se disant : les Français nous connaissent, pourquoi ils réagissent comme ça. Pourquoi ils ne comprennent pas plus. C'est paradoxal mais «c'est cette proximité, cette facilité de communiquer, celle de la langue française, qui poussent à commettre des erreurs». La première préoccupation d'un investisseur étranger qui veut venir sur le territoire algérien est de savoir s'il y a une opportunité et quelles sont les conditions générales pour qu'il puisse travailler. Quant c'est du partenariat, c'est de chercher un partenaire. De l'autre côté, les Algériens sont dans la même perspective.

Cependant, on oublie sou-

vent, du point de vue algérien, qu'on est face à des investisseurs qui sont habitués à l'international, qui travaillent sur des normes de process notamment en termes de dialogue et d'échange, un peu sophistiqué. Des investisseurs qui vont vite, trop vite et qui ne prennent pas forcément le temps de comprendre le langage business algérien. Un langage qui a sa particularité.

Notre économie est relativement jeune. Nos hommes d'affaires évoluent très vite dans la complexité et dans des affaires. Il faut, ajoute Samir Sayah, prendre le temps de se connaître et de savoir quelles sont les perspectives recherchées des deux côtés et essayer de trouver un terrain d'entente. Selon lui, ce Forum qui a été riche en débats et en

échanges, semble montrer que les autorités algériennes et françaises ont fait un pas vers «l'investissement durable».

Cette rencontre avait, en effet, réuni 665 entreprises des deux pays et 1000 hommes d'affaires représentant divers secteurs d'activité, entre autres l'agriculture, le bâtiment, la santé les TIC et l'énergie. L'activisme des opérateurs économiques des deux pays (4 172 rendez-vous de type «B to B») a permis d'envisager d'ores et déjà plusieurs joint ventures à concrétiser prochainement.

Il s'agit notamment d'un projet qui sera concrétisé entre des logisticiens français et des entreprises algériennes dans le domaine portuaire, d'un joint venture entre un bureau d'études français

et des organismes algériens pour la réalisation de zones industrielles, un joint venture dans la sécurité et le conseil ainsi qu'un projet d'exportation de dattes algériennes vers l'Europe.

Outre ces projets, les deux parties se sont mises d'accord pour la mise en place de plusieurs Forums ciblés qui se tiendront l'année prochaine. A citer particulièrement des forums pour la maintenance industrielle, l'agriculture, l'agro-industrie, les TIC et la santé. Ces rencontres se dérouleront entre les opérateurs français et leurs homologues algériens ainsi que des institutions publiques. Selon le secrétaire d'État au Commerce extérieur français, Pierre Lellouche, les entreprises françaises sont aujourd'hui au nombre de 450 en Algérie, avec un stock d'investissements de 2,5 milliards d'euros, ce qui fait de la France le premier investisseur étranger en Algérie hors hydrocarbures.

«Nos entreprises sont aujourd'hui le premier employeur étranger en Algérie avec 35 000 fiches de paie, et plus de 100 000 si l'on compte les emplois indirects. C'est 2,5 fois plus qu'il y a quatre ans. Nos entreprises financent massivement la formation, 5 fois plus qu'en 2005. Nos investissements en Algérie ont été multipliés par 10 en 10 ans», avait-il ajouté lors de son discours inaugural du Forum.

Les projets déjà réalisés ou en cours dépassent largement les 5 milliards d'euros d'investissements annoncés par Nicolas Sarkozy lors de sa visite à Alger en 2007. Selon le secrétaire d'État, aux 2,5 milliards d'euros déjà investis, il faut ajouter «au moins 4 ou 5 milliards d'euros supplémentaires» pour les autres projets en cours de réalisation.

S. S.

CAMILLE SARI, ÉCONOMISTE, PROFESSEUR À LA SORBONNE, À LIBERTÉ, À PROPOS DES RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES "RELANCER LA COOPÉRATION SUR DES FONDEMENTS PRAGMATIQUES"

Dans un entretien accordé à Liberté, le Docteur Camille Sari expose les conditions de mise en place de relations apaisées, basées sur le respect et l'intérêt mutuels.

Entretien réalisé par :
DJAMEL ZIDANE

Liberté : Comment arriver à un partenariat gagnant-gagnant entre l'Algérie et la France ?

●● D' Camille Sari : pour la petite histoire, en 1987, lors de ma première participation à la Foire d'Alger avec 20 sociétés de la région de Montreuil-sous-Bois, notre regroupement affichait comme mot d'ordre le partenariat mutuellement avantageux. Les diplomates français raillaient ce «concept venu des pays de l'Est». Maintenant, c'est repris par tout le monde. Le conseil que je donnais à mes entrepreneurs français est d'inscrire leur action dans la durée et de ne pas faire des «coups» sans lendemain. J'encourageais les sociétés à développer des activités en Algérie, y compris dans la sous-traitance et la coproduction. Ce qui fut fait par CR2J dans le domaine des appareils de traitement de l'eau, de Quinette dans l'installation des fauteuils, de AVS dans les équipements de la télévision...et je peux citer des dizaines d'exemples. Les sociétés françaises n'ont pas su développer ce type de relation. Peut-être que les sociétés algériennes ne l'ont

pas exigé comme le font les Chinois. Il y avait aussi un problème de productivité et de conditions de compétitivité insuffisantes pour que ce soit mutuellement avantageux. Je me souviens de la société Bapaume qui a cherché à délocaliser une partie de ses activités de fabrication de circuits imprimés mais les coûts de production étaient élevés. Procédés Hallier, une société dirigée par un Franco-Algérien, a cherché désespérément à délocaliser sa production de luminaires à Béjaïa, avant de se heurter au prix exorbitant du foncier. Il ne suffit pas d'avoir la volonté politique, mais les conditions de production et la réglementation doivent être au rendez-vous.

Comment compte faire la France pour contrebalancer la présence de plus en plus visible des Chinois en Afrique et plus particulièrement en Algérie ?

●● Le temps où des Algériens allaient faire leurs emplettes à Marseille est terminé. Les importations par les cabas, qui s'élevaient jusqu'à 7 milliards de francs dans les années 1980, ne sont plus de mise. Les produits chinois arrivent sur le marché algérien et partout en Afrique en quantité et en prix abordables pour la ménagère. Dans certains créneaux comme le textile, la chaussure, l'électroménager et autres biens de consommation, l'offre chinoise est imbattable. Mais attention à la qualité et aux risques hygiéniques et sanitaires. La France doit se concentrer sur des produits moyens et haut de gamme avec un niveau technologique inatteignable, pour le moment, par les Chinois, comme l'aéronautique, les biens de consommation classés luxe et spécifiquement «french touch», le traitement de l'eau,

le métro et le TGV, les énergies renouvelables, le nucléaire, le pétrole, la chimie, pharmacie et parapharmacie et l'agro alimentaire. J'avais écrit dans mon récent ouvrage, «Algérie et Maroc, quelles convergences économiques ?», qu'à court terme l'Algérie ne pourrait pas espérer attirer des investisseurs en vue de fabriquer des biens destinés à la réexportation, car ses structures industrielles, son niveau de productivité et les lacunes en matière de management, en plus de l'instabilité législative, empêchent d'atteindre les standards internationaux. Par contre, il est tout à fait possible, et même souhaitable d'encourager (en assouplissant les réglementations en vigueur) des industries de substitution aux importations.

L'Algérie importe tout et j'ai dénoncé le lobby des importateurs qui veulent maintenir le statu quo. Il est possible de satisfaire au moins partiellement les besoins de la population par une production nationale en développant des coproductions avec les sociétés françaises, eu égard à la proximité géographique et à la facilité de communiquer dans la langue de Molière dans les produits de première nécessité et pharmaceutiques. Cette tâche sera d'autant aisée que le marché algérien sera intégré régionalement. Un marché de 26,6 millions d'habitants n'a pas le seuil critique pour générer des économies d'échelles. Par contre, lorsque l'on raisonne en termes d'un marché de 90 à 100 millions d'habitants, cela change tout. La sidérurgie algérienne et les grandes sociétés nationales étaient configurées pour le marché maghrébin, voire plus largement à l'échelle africaine.

Pourquoi est-il nécessaire de doper les relations entre les deux pays, et com-

ment y arriver ? D'un côté, c'est J.P. Raffarin qui est M. Algérie, et de l'autre c'est le ministre de l'Industrie, Benamadi, qui est M. France : qu'est-ce qui s'est fait jusqu'ici de concret et comment faire pour éviter que les dossiers qui fâchent n'occultent ou parasitent l'essentiel des relations économiques qui se sont, malgré tout, maintenues par ailleurs, à un niveau acceptable ?

●● Un industriel français qui venait en Algérie depuis 1969 disait, la France et l'Algérie sont comme un couple qui a divorcé mais qui ne cesse de s'aimer. J'ai vécu depuis 1986 des hauts et des bas dans les relations algéro-françaises et je dois dire franchement que les torts sont partagés, mais je ne suis pas en position de juge et je ne pourrai en donner la part incombant à l'autre. Chaque mot ou geste venant de la France était décortiqué et là aussi il y a un lobby qui n'a jamais accepté l'indépendance de l'Algérie, mais il est ultra minoritaire.

Je pense que l'Algérie et la France doivent repartir sur des bases rationnelles et pragmatiques. Les secteurs sur lesquels travaillent les deux parties présentent un intérêt mutuellement avantageux.

La France a une avance technologique dans le ferroviaire, le verre, l'eau et les énergies renouvelables, l'assurance et la banque, l'ingénierie et les nouvelles technologies, la formation, l'agro-alimentaire. L'Algérie a besoin de transfert de technologies dans ces domaines. Mais à un moment donné, il convient de poser le problème régionalelement ; quelles coopérations entre l'Union européenne et un Maghreb économique à construire ?

D. Z.

ANDREY PESTOV, DIRECTEUR DE GAZPROM ALGÉRIE, À LIBERTÉ

"NOTRE PREMIÈRE PRIORITÉ EN AFRIQUE EST L'ALGÉRIE"

Dans cet entretien, le premier responsable de la représentation de Gazprom en Algérie aborde l'évolution des prix du gaz sur les marchés internationaux, les perspectives de développement des exportations de la compagnie gazière russe no 1 mondial.

Entretien réalisé par :
K. REMOUCHE

Liberté : Où en est le projet de développement du champ de gaz d'El-Assel ?

●● **Andrey Pestov** : On a découvert des réserves estimées à 30 millions de tonnes équivalent pétrole, essentiellement du gaz grâce à un premier puits positif réalisé en 2010. Nous poursuivons les travaux de délimitation pour déterminer l'étendue de ce réservoir. Nous comptons forer un second puits en 2011. La seconde phase d'exploration s'achève en 2012. Si tout se passe bien, on compte présenter le plan de développement du gisement d'El-Assel situé dans le bassin de Berkine à Alnaft en 2012-2013. Nous sommes toujours ouverts à des discussions avec Sonatrach en vue de partenariats aussi bien en Algérie qu'à l'étranger.

Quel est l'état actuel du marché international du gaz ?

●● L'année 2011 va nous montrer une situation tout à fait nouvelle. Par rapport à l'année 2010 où on a enregistré encore les effets de la crise économique mondiale sur le marché, on assiste à des indices de reprise de la demande mondiale de gaz. Les signaux de cette reprise sont reflétés par l'évolution des exportations de gaz de Gazprom, le numéro 1 mondial.

Quelle a été l'évolution des exportations de gaz de Gazprom ?

●● Gazprom a exporté vers l'Europe 138,6 milliards de mètres cubes en 2009, contre 140 milliards de mètres cubes en 2010. Durant l'année 2011, les exportations à



l'étranger de Gazprom ont connu une croissance de 30%. Si on compare les trois premiers mois de 2011 par rapport à la même période de 2010, la croissance des exportations de gaz vers l'Europe s'établit à 12%. En 2009-2010, des compagnies comme Gazprom et Statoil au regard de la dépression de la demande ont accepté que les prix de 10% à 30% des quantités soient fixés en référence aux prix spot. Gazprom a accepté par exemple que les prix de 10 à 15% des quantités prévues par les contrats long terme soient déterminés en rapport avec les cours spot. Durant les quatre premiers mois de 2011, les prix spot se sont rapprochés des prix moyens des contrats long terme de Gazprom. Les estimations de Gazprom pour l'année 2011 sont très positives. Le marché européen connaît une croissance de la demande. Les prix du gaz vendu en Europe par Gazprom ont augmenté. On est passé à 400 dollars pour 1 000 mètres cubes début 2011. On estime que les prix vont atteindre 500 dollars vers la fin de l'année. Des événements dans le monde vont soutenir la tendance, en particulier la sortie annoncée de l'Allemagne du nucléaire.

Quelles sont les perspectives en matière d'exportation de gaz à moyen terme ?

●● Gazprom escompte exporter pour 152 milliards de mètres cubes de gaz en Europe en 2011. Au cours de l'année 2010, sur une

production globale de 509 milliards de mètres cubes, 277 milliards de mètres cubes ont couvert les besoins domestiques, 70 milliards ont été vendus dans les pays de l'ex-CEI. Les exportations globales ont atteint 218 milliards de mètres cubes en 2010. Gazprom a réalisé, en 2010, en Russie et ailleurs, 68 découvertes y compris celle d'El-Assel en Algérie. Les nouvelles réserves sont estimées à 547 milliards de mètres cubes, soit un taux de renouvellement des réserves de 108%. Les réserves de Gazprom s'établissent à 33 600 milliards de mètres cubes, soit les premières au monde. Leur durée est estimée à 66 ans. En 2020, Gazprom escompte porter la production à 640-660 milliards de mètres cubes. Elle anticipe une forte croissance de la demande asiatique, surtout du Japon.

Le gaz non conventionnel va-t-il bouleverser cette évolution ?

●● Gazprom ne croit pas que le gaz non conventionnel aille inonder le marché et que les États-Unis ne vont plus importer de gaz. Tout simplement parce que les coûts d'extraction des gaz non conventionnels ne sont pas compétitifs. Le gaz conventionnel, du coup, a un bel avenir au cours des prochaines décennies.

Qu'en est-il des projets de Gazprom dans le GNL ?

●● Gazprom a produit, en 2010, 10 millions

de tonnes de gaz naturel liquéfié via le pôle Sakhaline II. La participation des partenaires étrangers dans ce pôle est de 50%. Y participent notamment les compagnies japonaises Mitsui et Mitsubishi. Gazprom doit choisir entre deux options pour développer Sakhaline II, soit construire un troisième train de 10 millions de tonnes/an, soit construire une usine sur un autre site d'une capacité de 10 million de tonnes/an. Shtokman est un autre projet de Gazprom en mer de Barents en Russie. Les réserves de gaz à proximité sont estimées à près de 390 milliards de mètres cubes. Gazprom a pour partenaires dans ce projet Total avec 25% et Statoil 24% (Gazprom 51%). Le projet sera exécuté en trois phases : premier train de 7,5 milliards de mètres cubes, second train de 7,5 milliards de mètres cubes, le dernier de capacité équivalente. Ce projet est gelé à cause de la déprime de la demande en 2009-2010. En 2012, Gazprom aura une capacité de production de 27 milliards de mètres cubes de GNL (soit les capacités actuelles de Sonatrach).

Quelles sont les perspectives de partenariat avec Sonatrach ?

●● Nous comptons profiter de cette volonté politique affichée par les deux parties pour renforcer notre coopération avec Sonatrach. La possibilité de Swaps de quantités de gaz est toujours envisagée avec Sonatrach. Gazprom recherche d'autres opportunités pour renforcer cette coopération. Sonatrach est un partenaire stratégique. Nous souhaitons avoir des relations plus intenses avec Sonatrach dans tous les domaines.

Votre siège à Alger servira-t-il de plateforme pour vous développer en Afrique ?

●● Notre première priorité en Afrique est l'Algérie. Nous sommes également intéressés par des partenariats avec Sonatrach dans des pays de l'Afrique subsaharienne. Nous sommes toujours intéressés par le projet de gazoduc transsaharien appelé Nigal entre le Nigeria et l'Algérie via le Niger destiné à l'exportation de gaz vers l'Europe.

K. R.

LES PRÉCISIONS DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALGÉRIE

"Faisant suite à l'article paru sur le quotidien Liberté en date du 8 juin, intitulé "Les banques privées exclues du marché financier", Société Générale Algérie tient à préciser que son dossier d'agrément portant sur l'activité d'intermédiaire en opérations de Bourse n'a pas encore été déposé auprès de la Cosob et par conséquent aucun refus ne lui a été signifié dans le cadre de cette démarche".

AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

LA TRIPARTITE ENTRE BONNES INTENTIONS ET "RÉALITÉ DU TERRAIN"

Vaut-il mieux encourager les entreprises existantes ou favoriser la création de microentreprises par les jeunes ? Pour l'essentiel, les mesures en faveur des entreprises adoptées par la tripartite de la fin mai dernier, et que les banques sont chargées d'appliquer, viennent dans une large mesure "équilibrer" les décisions en faveur des jeunes et de la microentreprise annoncées au mois de février. Encore un de ces débats byzantins dont les Algériens ont le secret...

Par : HASSAN HADDOUCHE

Les vrais problèmes sont sans doute ailleurs. Ils se situent principalement dans la capacité de l'administration et du système bancaire à traduire les décisions prises en dispositifs opérationnels, à assurer leur suivi régulier, et contrôler leur application.

Les résultats de la réunion tripartite du 28 mai dernier, placée cette année, selon le vœu exprimé par le président Bouteflika lui-même, sous le signe de "l'amélioration du climat des affaires", ont été salués à juste titre par l'ensemble des participants et de nombreux commentateurs. L'organisation à des intervalles plus ou moins réguliers de ce vaste exercice de concertation économique et sociale est sans aucun doute un acquis important du paysage institutionnel algérien.

La participation, enregistrée cette année pour la première fois, du Forum des chefs d'entreprises, principale force de proposition du patronat algérien au cours des dernières années, est certainement de nature également à renforcer la qualité du dialogue entre les partenaires sociaux. Le président du FCE, Reda Hamiani, s'est félicité d'une démarche qui "met fin à l'unilatéralisme qui a prévalu ces dernières années" et appelle de ses vœux la "naissance d'un processus de dialogue".

Les annonces traduisant ce que beaucoup considèrent comme l'apparition d'un nouveau climat entre le patronat et le pouvoir politique n'ont pas manqué à l'issue de la réunion du 28 mai. La plus médiatisée d'entre elles concerne la levée par le gouvernement algérien de l'obligation de recourir au crédit documentaire comme unique moyen de financement des importations. Les entreprises de production de biens et de services pourront désormais importer leurs équipements, intrants et autres produits destinés à la production en ayant recours à la remise documentaire. En cas d'importations urgentes, les entreprises de production pourront également recourir à la procédure du transfert libre dans la limite d'un montant de 4 millions de DA par an.

D'autres mesures au moins aussi importantes n'ont peut-être pas reçu l'écho qu'elles méritent. Il s'agit en particulier des décisions qui concernent les crédits destinés à financer l'investissement des entreprises qui feront l'objet d'une bonification ramenant le taux d'intérêt pratiqué par les banques à 3,5%. La période de différé associée au remboursement de ces crédits a en outre été portée à 3 ans pour les crédits à moyen terme et à 5 ans pour les crédits à long terme. On retiendra également l'assouplissement attendu des pratiques des banques en matière de garanties ainsi que les mesures qui concernent le développement du capital risque via les fonds régionaux d'investissement. L'ensemble des décisions annoncées a pour principale caractéristique d'introduire ou de renforcer la discrimination nécessaire entre production nationale et importations d'une part et de favoriser l'acte d'investissement d'autre part. Elles ont donc pour ambition bienvenue de traduire en incitations économiques concrètes des orientations affichées de longue date par l'exécutif algérien mais qui n'ont pas toujours fait l'objet de mesures d'accompagnement.

LES BANQUES DANS LE COLLIMATEUR

En dépit du progrès incontestable qu'elle représente par rapport à la pratique des der-



Lotizal/Liberté

nières années en matière de définition de la politique économique par l'exécutif algérien, l'exercice de concertation auquel se sont livrés les partenaires sociaux le 28 mai dernier laisse également apparaître des limites évidentes. On peut relever tout d'abord que la quasi-totalité des décisions et des mesures annoncées concernent exclusivement le secteur bancaire. Cette focalisation sur le financement des entreprises fait donc pour l'instant l'impasse sur les nombreux problèmes signalés de longue date en matière d'accès au foncier, de procédures douanières, de gestion des ports, de pratiques fiscales, de paiement des commandes publiques, etc., qui, tout autant que les questions de financement, contribuent à polluer l'environnement des entreprises.

EFFETS D'ANNONCE

La principale interrogation que soulève les décisions de la tripartite concerne surtout leur application effective.

Outre qu'aucune des mesures annoncées n'a fait l'objet d'un calendrier précis d'application, beaucoup d'expériences récentes n'incitent pas dans ce domaine à l'optimisme. On se souvient par exemple que face au tollé provoqué par l'instauration du crédit documentaire, la loi de finances 2010 avait introduit, au cours de l'été dernier, une dispense pour les producteurs nationaux. Malheureusement, quelque 6 mois plus tard, une enquête réalisée par le journal *Liberté* révélait que cette dérogation, destinée à permettre l'importation de pièces détachées à hauteur de 2 millions de dinars par an, n'était toujours pas appliquée par les banques faute d'instruction émanant de la Banque d'Algérie.

Dans le même esprit, les annonces concernant la mise en route du capital risque par les banques publiques datent déjà de la fin 2008 et n'ont pour l'instant reçu pratiquement aucune application concrète ; les filiales chargées de sa mise en œuvre étant, dans la plupart des cas, toujours en cours de constitution.

Dans un autre registre, mais de façon en réalité tout à fait comparable, les mesures adoptées par l'exécutif au début de l'année en faveur de la création de microentreprises, dans le cadre de l'Ansej en particulier, ont fait l'objet au cours des dernières semaines tout d'abord de rumeurs, puis de commentaires voire d'enquêtes réalisées par des organes de presse, les plus alarmants au sujet de détournement massif des dispositifs mis en place. Le moins que l'on puisse dire est que les responsables de la

mise en œuvre de ces dispositifs sont interpellés et qu'un bilan précis et rigoureux de leur application s'impose rapidement compte tenu

de l'importance des ressources mobilisées en leur faveur. C'est ce mode de gestion des affaires économiques et financières dans notre pays au cours des dernières années, basé souvent plus sur les effets d'annonce que sur le suivi effectif et la mise en œuvre de dispositifs opérationnels, qui provoquait récemment ce commentaire d'un expert proche du FCE : "Une forme de confusion s'est installée entre les objectifs de la politique publique qui, pour l'essentiel, sont partagés par l'ensemble des partenaires économiques et sociaux et les modes opératoires par lesquels ils sont traduits sur le terrain et qui, eux, restent très largement perfectibles."

Il serait recommandé, au moment de l'élaboration des politiques publiques, de partir à chaque fois des situations réelles et objectives vécues par les producteurs nationaux et, à tout le moins, de veiller à ce que ces mêmes politiques soient accompagnées des dispositifs les plus opérationnels dans leur mise en œuvre et de systèmes d'évaluation de leurs performances. C'est la base de tout système de régulation dans les économies modernes. Dans un tel contexte, c'est l'économie nationale dans son ensemble qui gagnera à une concertation plus aboutie et plus régulière, c'est-à-dire réellement institutionnalisée, avec les organisations professionnelles et patronales".

H. H.

PUBLICITÉ

LIBERTÉ DE LA COMMUNICATION

Dans le monde des affaires, il n'y a point de place aux sentiments. C'est connu, le business et l'amitié ne font pas bon ménage. Et tant que les relations économiques algéro-françaises resteront étroitement liées aux questions qui fâchent, ça ne décollera pas ! Et les questions qui fâchent sont nombreuses entre les deux États. Tellement nombreuses que l'avion "économie" aura du mal à décoller avec tant de dossiers en plomb à son bord.

S'ATTAQUER À LA FACE CACHÉE DE L'ICEBERG

Par : **RABAH LARBI**

Aujourd'hui, il est vrai, la partie française est en train de faire sauter quelques verrous, jusque-là fermés. La valse à deux temps observée ces dernières semaines en est le meilleur témoin, avec les successifs déplacements de responsables de haut rang des deux pays. Même que quelques reconnaissances y ont été concédées. Mais, une fois tous ces préalables posés par la partie algérienne et admis par la partie française, est-ce que les compteurs vont être enfin remis à zéro pour discuter d'égal à égal, économiquement parlant ? Car, même si ce n'est qu'à ce moment-là seulement que les discussions sur les affaires commenceront, les Français auront tout de même le sentiment d'avoir fait des concessions et d'en attendre le renvoi de l'ascenseur. Alors que les exigences préalables sont de nature "extraéconomiques" et tout à fait légitimes.

On devrait, du côté des nôtres, ne pas se sentir redevable de quoi que se soit, dès que de l'autre côté de la rive, on desserre la vis ! Et ce sentiment a, hélas, souvent prévalu dans le passé. Faut bien croire qu'il y a encore des colonisés de la tête !

La situation semble avoir évolué, aujourd'hui. On parle même de partenariat gagnant-gagnant. Et c'est ça le monde des affaires. Un monde où il ne devrait pas y



avoir de place pour les perdants. C'est dans les jeux qu'il y a, à coup sûr, un gagnant et un perdant, pas dans le business, lorsque c'est bien négocié.

Les relations économiques algéro-françaises ont souvent été à l'ordre du jour. Mais les tergiversations ont toujours pris le pas sur le terrain de la concrétisation. Les raisons sont multiples et proviennent des deux côtés. Du côté algérien pour notamment, l'intransigeance du "politiquement correct" et de l'autre côté, les étranges lourdeurs bureaucratiques, d'ailleurs, souvent dénoncées par tous les partenaires étrangers.

ATTENTION À L'ICEBERG !

Ainsi, si aujourd'hui, le partenariat algéro-français promet de meilleurs jours et bien que nos politiques et responsables économiques aient travaillé sans compter, le spectre de l'administration algérienne avec ses tentacules bureaucratiques risque encore de tout faire basculer, pour peu que l'on ne pense sérieusement à y remédier. C'est un autre gigantesque chantier auquel il faudra apporter toutes les réponses. Incompétence, anarchie et désorganisation, corruption... sont les parties visibles de cet iceberg bureaucratique. Même le Titanic n'a pas réussi à le contourner. Alors, attention au naufrage ! Dans le bateau, ce n'est pas moins de quelques centaines d'entreprises des deux pays qui sont embarquées. Le dernier forum dans ce sens, à la fin du mois dernier, a réuni 700 sociétés, parmi les plus prestigieuses, tous secteurs confondus.

Auparavant, des experts algériens réunis à l'occasion d'une rencontre-débat organisée au forum d'El Moudjahid, ont dressé un tableau peu reluisant de l'état de l'économie algérienne. Il a été question de faire toute la lumière sur les faiblesses et les lacunes que connaît notre économie en proposant, au passage, un "re-engineering" capable de la faire sortir de sa dépendance des recettes des hydrocarbures.

Pour Abdelhak Lamiri, PDG de l'Insim, la croissance économique enregistrée ces dernières années dans notre pays est "extensive". En d'autres termes, le résultat des ressources injectées par les pouvoirs publics, reste insuffisant. L'Algérie injecte 30% de ressources pour avoir une croissance de 6%, alors que des pays comme la Corée du Sud injectent 1% pour générer le même taux de croissance. Selon Lamiri, cette situation s'explique par le fait que nos entreprises ne créent pas de valeur ajoutée et la productivité est estimée à -1%.

Bien que plusieurs mesures positives aient été prises ces dernières années : le remboursement de la dette, la sécurisation des ressources, la réalisation des infrastructures de base, le gel des privatisations, etc. Mais force est de constater que les faiblesses de l'économie algérienne persistent. Le conférencier juge que plusieurs indicateurs confirment l'échec des plans d'investissement prônés jusque-là et qui devraient consommer quelque 500 milliards de dollars d'ici à 2014. Pour M. Lamiri, l'économie nationale est victime d'erreurs de diagnostic et de thérapie et d'une certaine culture éco-

nomique. En dépit de ce tableau noir, M. Lamiri estime que l'économie nationale est capable de relever le défi et de changer la donne. Mais il faut beaucoup de temps. Pour ce faire, il préconise de donner à l'économie toute son autonomie, de procéder à un développement décentralisé et d'encourager la formation des ressources humaines, entre autres initiatives.

Un énorme potentiel naturel, une population jeune, des sites extraordinaires, un climat tempéré, et... beaucoup de doutes. Il faut peut-être oser, maintenant !

Liberterabahlarbi3c@hotmail.com
R. L.

162 MILLIARDS DE DOLLARS

●● C'est le montant actuel des réserves de changes de l'Algérie, selon le ministre des Finances.

LES PHRASES DE LA SEMAINE



●● **Karim Djoudi, ministre des Finances, s'adressant aux banques :**
"À vous d'avoir une position offensive vis-à-vis des instruments de paiement et des clients."



●● **Abdelmalek Sellal, ministre des Ressources en eau :**
"Les fuites restent importantes et la clientèle mal prise en charge."



●● **Mohamed Abdou Bouderbala, DG des Douanes :** "60% des produits (de fonctionnement et de revente en l'état) importés sont contrefaits : sur 40 milliards de dinars d'importation (dans ces postes), 25 milliards de DA proviennent de la contrefaçon."

LU POUR VOUS : LE MENSUEL DE L'ÉCONOMIE CAPITAL : "LE PISTON ET LE JOB EN FRANCE"

■ Le mensuel de l'économie *Capital* du mois de décembre qui est parvenu à notre rédaction et qui est très consulté par les opérateurs économiques tant en France que dans les pays francophones, traite des grands dossiers de l'heure dont les crédits et les conditions de leur négociation ainsi que les passe-droits dans les politiques du recrutement. Tout devient affaire de piston, souligne la revue dans sa Une en gros pour signaler le danger de cette nouvelle pratique généralisée, en faisant un reportage sur terrain dans le secteur du logement, de l'école, de la crèche où la gestion des CV et de la carrière est bien ficelée. L'enquête montre les exemples de passe-droits qui marchent et ceux qui les utilisent en procédant à des recrutements sélectifs. La revue explique que cela est dû à la crise économique obligeant les demandeurs d'emploi à des coups de pouce pour trouver un job, dénicher un logement ou même obtenir une simple place dans une crèche en mentionnant ces pratiques pas très civiques qui se répandent avec les complicités qui viennent d'en haut. Il ne faut pas être grand clerc pour deviner que cette pratique encourage une politique ségrégationniste qui ne dit pas son nom, notamment à l'égard des émigrés et des Français d'origine maghrébine et africaine, premiers à être la cible en étant touchés de plein fouet par le chômage et l'insertion en dépit de leurs qualifications. Intéressant à lire l'article dans la rubrique "succès et dérapages", consacré à la multinationale de la vente et achat sur le net, la firme américaine installée à Seattle, Amazon, devenue le plus grand site de commerce en ligne. Cette firme a mis au point une organisation d'une efficacité diabolique en ne fixant aucune limite pour acheter et vendre les produits de toutes les gammes. La firme dispose de 1,6 millions de mètres carrés d'entrepôts dans le monde en réalisant un bénéfice record de 902 millions de dollars en 2009. Elle assure la vente de 1 livre sur 10 aux États Unis. 73 produits sont commandés en une seconde. Chez nous, les ventes sur le net, ce n'est pas pour demain. C'est du rêve. Espérons qu'il se matérialise un jour proche pour pénétrer le monde surréaliste du commerce sur le net, notamment pour les livres et les dernières nouveautés technologiques.

SMAIL BOUDECHICHE

SAISON ESTIVALE À COLLO

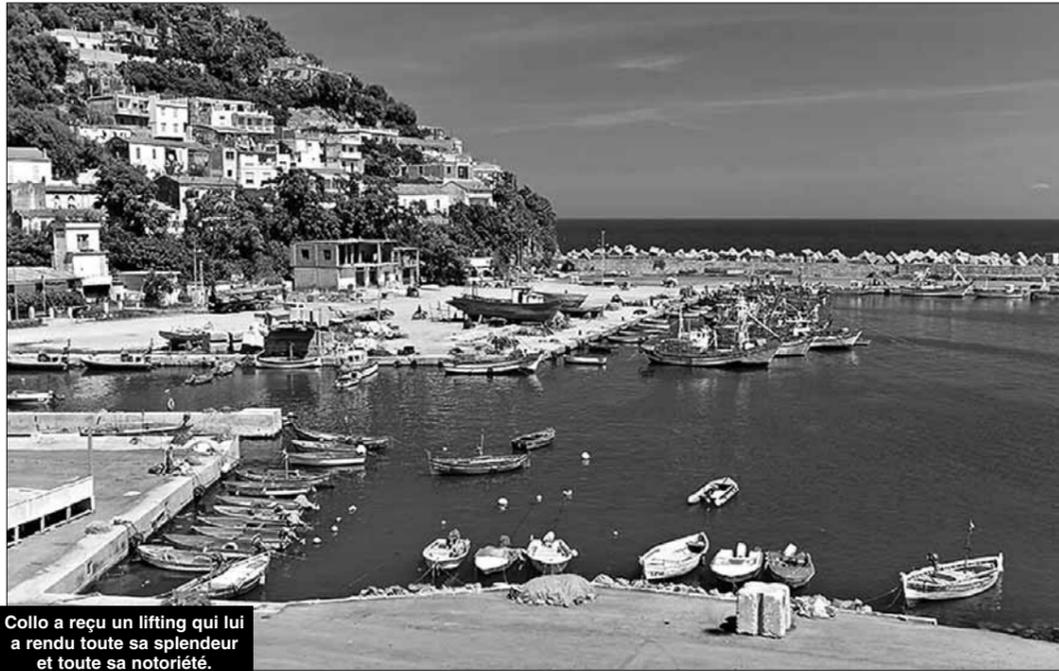
Un autre visage attend les estivants

La saison estivale au niveau de la ville balnéaire de Collo sera plus courte, cette année, à cause du mois de Ramadhan, mais elle sera certainement la meilleure d'autant que la concurrence de la Tunisie n'est plus de mise.

Cette saison estivale sera certainement bien différente des précédentes vu que plusieurs points noirs qui ont tant desservi cette destination touristique ces dernières années ont été annihilés. Désormais, le visage du centre de la ville balnéaire de Collo a reçu un lifting qui lui a rendu toute sa splendeur et sa notoriété.

Il a donc suffi d'une couche d'asphalte au niveau de certaines routes principales pour que le centre-ville se débarrasse définitivement de ces nuages de poussière qui ont tant affecté l'image de cette ville touristique. Outre le macadam, l'éclairage public a connu une grande opération de rénovation au point de faire dire au maire de Collo M. Djamel Ghemired que "Collo est la ville la plus éclairée de la wilaya". En effet, aucune rue n'a été épargnée par ces opérations d'éclairage. Même la corniche du Tour du Phare, une route hautement touristique ignorée depuis des lustres, a été concernée par le bitume et l'éclairage public. Un autre lieu qui va certainement reconquérir ses fidèles est la plage de Aïm Oum Lakssab (ex-Fontaines-sangliers).

L'aménagement de cette plage-pilote est achevé et les estivants disposeront de toutes les commodités nécessaires, à savoir l'infrastructure d'accompagnement comme les parkings, douches et toilettes, fontaines publiques, trottoirs, éclairage public, des postes



Collo a reçu un lifting qui lui a rendu toute sa splendeur et toute sa notoriété.

de la Protection civile et de la gendarmerie, un bureau d'orientation pour faciliter la vie aux estivants et aux touristes, et un boulevard bitumé de 330 mètres linéaires et des rampes au niveau des deux accès à la plage. Pour cette saison estivale, deux opérations PCD vont certainement rendre la baignade au niveau de la plage de La Baie-des-jeunes-filles, plus propre.

Il s'agit du renouvellement des équipements des deux stations de relevage qui sera réalisé par l'ONA qui procède actuellement à l'installation des pompes. Afin d'éviter toute fâcheuse surprise, notamment pour les baigneurs qui arrivent de régions lointaines, ces stations de relevage seront dotées de groupes électrogènes. Sachant que sans ces derniers la plage est automatiquement interdite à la baignade en cas de coupure de l'énergie électrique qui induit le déversement des eaux usées à la plage. Cette plage a subi une grande opération de nettoyage pour la débar-

asser des tonnes de débris, charriés par les eaux de l'oued Sial des hauteurs et que la mer rejette lorsque celle-ci est agitée.

De gros blocs de pierre ont aussi été ramenés par les crues de l'oued qui est censé canaliser les eaux pluviales. D'autres opérations de volontariat pour le nettoyage des cités urbaines n'ont pas connu de succès suite à la défection des habitants car la cadre de vie est une autre paire de manches pour les élus locaux qui devront s'en occuper sérieusement. D'ailleurs,

des citoyens s'interrogent sur les grands moyens qu'on utilise pour améliorer le cadre de vie des touristes qui passent au plus deux mois par an, tout en ignorant celui de la majorité des habitants qui, eux, y vivent toute l'année.

En bref, la saison touristique au niveau de la ville balnéaire de Collo sera plus courte, cette année, à cause du mois de Ramadhan mais elle sera certainement la meilleure d'autant que la concurrence de la Tunisie n'est plus de mise.

A. BOUKARINE

EL TARF

ATTRIBUTION DE 300 LOGEMENTS À BOUTELDJA

●● Selon les autorités locales de Bouteldja, 300 logements ruraux seront, dans les prochains jours, distribués. La liste définitive des attributaires sera finalisée dans une dizaine de jours et sera affichée au niveau des différents lieux publics. Par ailleurs, notre source affirme qu'une commission ad-hoc est à pied d'œuvre depuis samedi pour dégager une liste qui ne soulèvera pas la colère de la population. Notons enfin que la municipalité a, au cours des différents plans depuis 2005, bénéficié d'un quota conséquent, soit plus de 1000 unités. En outre, plus de 200 logements sont en voie de finalisation et seront attribués prochainement.

TAHAR BOUDJEMAA

GUELMA

La réalisation d'une poissonnerie est incontournable

Le marché Hassan-Harcha, érigé durant la période coloniale, est un patrimoine cher aux Guelmis sachant qu'il a accueilli des générations qui conservent des souvenirs indélébiles de ce centre commercial, passage obligé des autochtones. Durant toute l'année, il grouillait de monde car chacun tenait à acheter des légumes frais, des fruits de bonne qualité, de la viande fraîche d'agneau, de chevreau ou de veau, des fressures, des abats, des tripes, des pieds ou des têtes de mouton, de la cervelle de veau, des morceaux de foie, etc.

Dans un passé récent, il existait, au rez-de-chaussée, de ce centre commercial, une poissonnerie qui ne désemplissait pas à longueur d'année, car elle proposait une variété de poissons et de fruits de mer ramenés par camion frigorifique de Annaba, Skikda ou El-Kala. Les familles guelmies affectionnaient les produits de la mer et les maîtresses de maison s'évertuaient à mijoter

d'excellents plats et recettes. Ces dernières années, les commerçants domiciliés de longue date dans ce marché couvert sont soit décédés, soit retraités et leurs étals, gérés par leurs descendants ou héritiers, sont à l'abandon.

En effet, concurrence oblige, le nouveau marché du boulevard du Volontariat est désormais privilégié par la population, attirée par l'abondance, la qualité et les prix concurrentiels des produits proposés. L'ancien marché couvert Hassan-Harchaériclité et il n'abrite plus qu'un seul marchand de fruits et légumes et un seul boucher ! Les lieux sont désespérément vides car les anciens commerçants ont préféré s'installer ailleurs pour se soustraire aux frais de location, charges diverses et impôts ! La poissonnerie a changé de vocation et elle a été aménagée en locaux commerciaux. De l'avis des citoyens, il est souhaitable qu'une poissonnerie moderne dotée d'équipements spécifiques

soit mise à leur disposition à l'orée de la saison estivale, synonyme de grosses chaleurs et de cas d'intoxications alimentaires.

Guelma doit posséder cette infrastructure indispensable pour être au diapason des autres métropoles.

HAMID BAALI

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ

LA DIRECTION DE L'EMBAQ POURSUIT EN JUSTICE 8 TRAVAILLEURS

La direction l'Entreprise nationale de l'emballage et des arts graphiques (Embag) a engagé en référé une procédure judiciaire contre 8 travailleurs pour empêchement à la fonctionnalité de l'usine. En attendant la décision de justice, les ouvriers, lâchés par le syndicat de l'usine mais soutenus par les 400 grévistes, sont résolus à se battre sur le terrain de la justice. Ils campent depuis 10 jours devant leur unité. Ces derniers maintiennent le cap sur leur seule revendication : "augmentation des salaires". Un salaire honteux qui n'atteint même pas le SNMG, fixé par l'État à 15 000 DA. Ils réclament une revalorisation de leurs salaires en adéquation avec la productivité du site et les profits générés. Les ouvriers sont tous déterminés à ne rien lâcher jusqu'à obtention de leurs droits. "Nous sommes disposés à négocier les salaires, dès aujourd'hui", disent les grévistes.

CHABANE BOUARISSA

BRÈVES DE L'EST

AFFAIRE DES DEUX
SIAMOISES D'OUED
ATHMANIA (MILA)

ELLES SERONT TRANSFÉRÉES VERS UN HÔPITAL FRANÇAIS

●● Le mouvement de solidarité qui s'est tissé autour de Zakat et Salsabil, deux siamoises d'Oued Athmania, et les efforts consentis par les autorités de la wilaya ont finalement abouti. En effet, selon un communiqué de la wilaya envoyé ce lundi à notre bureau, la commission nationale des soins à l'étranger, relevant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a donné son aval quant à une prise en charge totale des deux sœurs qui seront, selon la même source, transférées, dans les meilleurs délais, vers un hôpital en France. S'agissant de la date de l'opération chirurgicale que les deux siamoises devront subir, elle sera définie incessamment, soit dès l'achèvement de la procédure administrative de prise en charge à l'étranger, souligne-t-on. A rappeler que Zakat et Salsabil Amokrane, siamoises âgées de 29 mois, sont soudées l'une à l'autre au niveau de la partie postérieure de la tête et que leurs deux cervelets sont logés dans une seule et même cavité cérébrale, selon une expertise médicale établie à l'hôpital de Blida.

KAMEL BOUABDELLAH

OUUM EL-BOUAGHI AÏN BEÏDA, ZONE DE PROSPECTION PÉTROLIÈRE

●● L'ANVRH (agence de régulation), vient d'accorder pour Sonatrach une autorisation de prospection dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi. Ce périmètre, dénommé Aïn Beïda, est d'une superficie de 15 412,28 km² et concerne les blocs 125 B, 127 B, 123 A et 140 A. Selon la DEM (direction de l'énergie et des mines), Sonatrach entamera dans les prochains jours les travaux de géologie de terrain et d'acquisition sismique ainsi que les forages stratigraphiques.

B. NACER

EN RÉPONSE À LA COLÈRE DES HABITANTS

D'EL HADAÏEK (SKIKDA)

DES ACTIONS RAPIDES POUR ATTÉNUER LA CRISE DE L'EAU POTABLE

●● La commission installée par le wali le jour de la protestation publique de la soif des habitants d'El Hadaïek, au sud-ouest de Skikda, a pris des dispositions rapides pour améliorer l'AEP au niveau de cette commune. Selon un communiqué rendu public, hier, des actions ont été lancées pour atténuer cette crise et qui concernent le renforcement de la station de Zeramma dont la capacité passera de 20 litres/seconde à 35 litres/seconde, la consolidation de l'AEP par une alimentation à partir du réservoir de l'université et le lancement d'une étude pour le renforcement de l'alimentation en eau potable à partir de Bir Samr. En parallèle à ces actions, la force publique a été instruite pour éradiquer les branchements illicites longeant l'adduction principale qui alimente les réservoirs d'El Hadaïek et qui ont sensiblement influé sur la crise de l'eau qui touche particulièrement cette commune.

A. BOUKARINE

AÏN M'LILA

DES BÉNÉFICIAIRES ATTENDENT LEURS LOTS DE TERRAIN DEPUIS 10 ANS

Un groupe de citoyens venus de Aïn M'lila, titulaires de documents d'attribution de lots de terrain, notamment de la cité Sonatiba, s'est regroupé mercredi matin devant le siège de l'agence foncière d'Oum El-Bouaghi pour être reçu par le directeur, lequel n'était pas sur les lieux. Sur place ils nous ont fait part de leur situation, certains ont payé 30 millions d'autres moins, depuis 1997 et 2001. Des centaines ayant, selon eux, des arrêtés sans qu'on ne leur désigne les lots. Ils nous ont déclaré avoir soulevé le problème au wali à plusieurs reprises, au P/APW et au directeur de l'agence mais jusque-là rien n'a été fait, en plus on a ramené la superficie initiale de 200 m² à 150 m². Contacté par téléphone, le directeur nous a expliqué que pour ce cas, le dossier est en cours de préparation pour la réunion du conseil d'administration lequel, après étude, prendra les décisions nécessaires. Dans le même contexte, il nous dira à propos des 200 lots de terrain de Sidi R'Ghis (commune d'Oum El-Bouaghi), dont plusieurs citoyens sont venus également réclamer à l'agence, que cela ne pose aucun problème et que l'on est en train de finaliser les procédures administratives, y compris pour le terrain qui est domanial.

B. NACER

GÉNÉRALISATION DE LA CARTE CHIFA

Deux ordonnances par trimestre et par personne

Au-delà de ce seuil fixé par la Cnas, le remboursement se fera par le biais du système actuel. Cette nouvelle opération incitera les assurés de s'adresser au centre payeur pour pouvoir récupérer ou établir leurs cartes Chifa afin de bénéficier de cette première expérience qui ne sera généralisée qu'à partir du 1^{er} août prochain.

Dans le cadre de la généralisation de la carte Chiffa, prévue pour le début de l'année 2012, la direction régionale de la Cnas de Blida vient d'élargir ce dispositif aux ayants droit des assurés titulaires de la carte Chiffa. Ce dispositif qui sera expérimenté dans un premier temps au niveau des wilayas du Grand Sud, de Blida, de Guelma et de Sidi Bel-Abbès, permettra aux titulaires de cette carte de prendre des médicaments qui leur sont prescrits à eux ou à leurs ayants droit sans dépenser un sou. Selon le directeur de la direction de la Cnas de Blida, le remboursement ne concernera cependant que les ordonnances de moins de 2 000 DA, en l'occurrence deux ordonnances par trimestre et par personne. Au-delà de ce seuil fixé par la Cnas, le remboursement se fera par le biais du système actuel. Cette nouvelle opération incitera sûrement les assurés de s'adresser à la Cnas pour pouvoir récupérer ou établir leurs cartes Chiffa afin de bénéficier de cette première expérience



La Cnas annonce l'élargissement du système du tiers payant à une nouvelle liste d'actes médicaux.

qui ne sera généralisée qu'à partir du 1^{er} août prochain. En parallèle, la Cnas annonce l'élargissement du système du tiers payant à une nouvelle liste d'actes médicaux essentiels, en dehors des consultations avec une revalorisation dans le cadre du dispositif du médecin traitant. Afin d'expliquer et de sensibiliser ses assurés sociaux, la direction de la CNAS de la wilaya de Blida, qui enregistre 455 000 bénéficiaires de ce système et 321 pharmacies conventionnées, a procédé par des affichages de ces mesures au niveau des pharmacies, des centres de paiement, par des envois de lettres d'information aux employeurs et par l'organisation de

réunions avec les correspondants d'entreprise. Une mesure incitative est également prévue, dès le 1^{er} juillet, à savoir l'introduction d'une mesure ayant pour but l'encouragement de la production nationale de médicaments. Les pharmaciens bénéficieront d'une majoration de 20% sur le montant de chaque ligne de médicament prescrit pour lequel ils délivrent un produit fabriqué en Algérie. Selon M. Haddou, une réunion a regroupé tous les pharmaciens de la wilaya et ont pratiquement tous adhéré à cette pratique. Plus de 80% des pharmacies sont conventionnées avec la Cnas.

K. FAWZI

LE MINISTRE DE LA PÊCHE L'A CONFIRMÉ À BÉJAÏA

"La région est en retard en matière d'investissement dans l'aquaculture"

Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, M. Khanafou, a effectué, dimanche, à Béjaïa, une visite d'inspection des projets en voie de réalisation dans son secteur dans la région. Le port de pêche et de plaisance de Tala-Guilief, sur la côte ouest de Béjaïa, est le premier projet à être visité par le ministre. D'une capacité d'accueil de 50 embarcations de 9 à 15 m pour la plaisance et de 100 unités pour la pêche, ledit projet est à un stade d'avancement de 90%. Il sera réceptionné, selon les responsables locaux du secteur, fin août prochain. Il ambitionne une production de 6000 t/an. Le ministre a eu également à s'impré-

gner, sur le même site, des études finalisées de l'abri de pêche de la commune de Béni-Ksila, un projet inscrit à l'exercice de cette année et est déposé au niveau de la commission nationale des marchés pour le lancement des travaux. Avant de se rendre au niveau de la ferme privée aquacole de Tazeboujt, spécialisée dans l'élevage du loup et de la daurade en bassin. Le patron de ladite ferme a fait part au ministre du problème d'acheminement d'alvins sur lequel se heurte actuellement sa ferme pour entrer en production. Le ministre a conseillé au plaignant de s'organiser avec les autres aquaculteurs pour des achats groupés et à

même de défendre leurs intérêts. L'aménagement du port de pêche de Béjaïa pour une flottille de 15 chalutiers, 30 sardiniers, 40 petits métiers, 15 navires de pêche hauturière et 50 embarcations de plaisance est l'autre projet inspecté par le ministre. Il faut signaler que c'est la troisième visite effectuée en moins de trois ans. Et ça ne "mord" toujours pas dans le secteur. En effet, selon le ministre, la wilaya de Béjaïa affiche un retard énorme dans l'investissement dans l'aquaculture par rapport à d'autres wilayas. Deux fermes aquacoles existent seulement dans la wilaya. Et dire que 21 sites, précise-t-il, ont été recensés dans la région.

S'agissant du problème d'avitaillement, le ministre estime que Béjaïa n'est pas sous pression plus que d'autres régions du pays. Par ailleurs, le ministre a annoncé que l'État va arrêter les investissements pour les équipements du fait que les ressources halieutiques sont faibles. L'État marquera une pause, souligne-t-il, jusqu'à ce que la finalisation de l'étude d'évaluation des ressources halieutiques soit faite. L'Algérie, qui s'est dotée d'un navire spécial, lancera son étude d'évaluation par des scientifiques algériens et secondés par des chercheurs espagnols et coréens, à partir de septembre prochain.

L. OUBIRA

MÉDÉA

Le moineau espagnol ravage 360 ha de céréales

Le moineau espagnol, qui est un oiseau migrateur, est une espèce qui s'est sédentarisée dans certaines zones du territoire de la wilaya où elle a beaucoup proliféré au cours de ces 5 dernières années. L'on fait savoir auprès des services de l'agriculture que le moineau a déjà causé beaucoup de ravages aux champs de blé situés dans les parties à potentiel céréalier.

C'est dans la plaine de Beni-Slimane, 60 km au sud-est du chef-lieu que les nuées de cet oiseau sont signalées par les paysans qui n'arrivent pas à les éloigner de la zone où ils ont nidifié dans les végétations luxuriantes. Les pertes de récolte ont touché d'importantes superficies de blé estimées à environ 360 ha. Véritables ravageurs, les moineaux espagnols sont observés ces derniers temps en train d'attaquer les

champs où la croissance de la végétation correspond à la phase pâteuse et laiteuse de l'épi de blé. Contrairement aux moineaux domestiques, les moineaux espagnols piquent les grains en faisant perdre à l'épi sa substance, ce qui a eu pour conséquence une chute des rendements des céréales estimée par endroits à 50%, explique-t-on.

Les agriculteurs se déclarent impuissants face à ce moineau redoutable par rapport au moineau domestique et dont la population a augmenté en dépit des nombreuses opérations de dénichage qui se sont toutes révélées inefficaces. La lutte par épandage chimique n'ayant pu être déclenchée car non autorisée pour des raisons liées à la préservation de la biodiversité de la zone.

M. EL BEY

BRÈVES DU CENTRE

FORMATION
PROFESSIONNELLE
À TIZI OUZOU

GRÈVE DE SEPT JOURS

Le secteur de la formation professionnelle est paralysé par une grève d'une semaine depuis dimanche dernier dans la wilaya de Tizi Ouzou, à l'appel de la coordination syndicale UGTA. Les syndicalistes demandent, à travers leur plateforme de revendications, un dialogue "sérieux", l'arrêt des intimidations orchestrées par certains directeurs, la transparence dans la gestion des ressources humaines, la régularisation des contractuels, la révision du statut particulier avec mise à niveau du régime indemnitaire, la prise en charge du dossier des logements vacants et le renforcement de l'encadrement au niveau des établissements. "Comme attendu, la paralysie du secteur, durant deux jours, n'a pas fait sortir la direction de wilaya de sa léthargie. Aucune invitation au dialogue n'a été adressée aux membres du bureau de wilaya du syndicat, ce qui prouve encore une fois la mépris affichée par la première responsable du secteur vis-à-vis du partenaire social", affirment les membres de cette coordination dans une déclaration rendue publique. Une attitude qui démontre, selon les syndicalistes, la fuite en avant de la directrice de wilaya de la DFEP, qui "se trouve dans l'incapacité d'apporter des réponses aux doléances des travailleurs". C'est pourquoi les syndicalistes exhortent les responsables du ministère afin d'engager un dialogue dès lors que "la directrice de wilaya s'est définitivement disqualifiée en tant qu'interlocuteur crédible et sérieux", faute de quoi, "nous nous réservons le droit d'appeler toutes les sections syndicales à descendre au ministère, durant la semaine de grève, pour demander une entrevue au ministre", lit-on encore dans le document.

K. T.

APC D'EL-ATTAF
(AÏN DEFLA)

JUSQU'OU IRONT LES DIVERGENCES ?

L'APC d'El-Attaf, qui compte plus de 55 000 habitants environ, est toujours bloquée à cause des conflits internes qui perdurent depuis une belle lurette suite à la divergence entre les élus. L'actuel P/APC, en l'occurrence M. Boudjella, directeur des impôts, avait déjà déposé sa démission l'année dernière pour les mêmes motifs, a été finalement rejetée par l'ancien wali. Pour tenter de comprendre le fonds des problèmes qui se repercutent d'une façon négative sur le développement local et particulièrement sur l'environnement, le P/APC a affirmé à Liberté que la source des conflits reste la gérance et le transfert du souk hebdomadaire vers la zone d'activité qui dépend de l'agence foncière depuis 2005. Selon le premier responsable de l'APC, "le marché en question est considéré comme le poumon de la ville en matière de ressources financières puisque sa location aux enchères a franchi les 10 milliards de centimes durant l'exercice 2010/2011". Et d'ajouter : "Malheureusement pendant les trois dernières années, seuls 30% des bénéfices de location reviennent à la commune autant que détentrice du fonds de commerce contre 70% à l'agence foncière de Aïn Defla, propriétaire du terrain. Cependant l'APC mère, qui s'est estimée lésée dans ses droits de location, a fait appel et a obtenu finalement gain de cause. Depuis environ trois mois, les bénéfices de la location sont partagés au grand soulagement des administrés et de l'administration, souligne la même source. Il faut savoir que l'assiette en question d'une superficie totale de 258 000 m² a été vendue par les Domaines de la wilaya de Aïn Defla en 2005 à l'agence foncière d'El-Attaf sous le numéro 01/2006 d'un montant évalué à deux millions de DA. Sur ce registre, l'APC ignore les tenants et les aboutissants de cette transaction qui reste néanmoins douteuses, indiquent nos sources.

B. BOUZAR

JOURNÉES PORTES OUVERTES SUR LE SPORT MILITAIRE À TAMANRASSET L'ANP SÉDUIT LES FUTURS BACHELIERS

À l'initiative de la VI^e Région militaire, le centre de loisirs familial de la wilaya de Tamanrasset abrite du 9 au 16 juin, des journées portes ouvertes sur le sport militaire. La manifestation se veut une opportunité pour faire part de l'ensemble des exploits réalisés dans toutes les disciplines du sport militaire ayant connu, faut-il le signaler, une fulgurante ascension sur le plan des compétitions militaires tant nationales qu'internationales. C'est aussi une compagnie qui vise à sensibiliser les futurs bacheliers en les exhortant à intégrer l'Armée nationale populaire.
RABAH KARECHE

TROISIÈME RENCONTRE DES ÉCRIVAINS ALGÉRO-EUROPÉENS

Le moi imaginaire : le fictif face à la réalité

Une relation d'inter-échange, de complémentarité entre ces deux éléments. Une implication certaine de la vie et de l'entourage de l'auteur, apportant une consistance, brouillant les pistes, laissant le lecteur dans le doute, le flou, l'impliquant également dans l'histoire.

Après une matinée consacrée au "Roman personnel et le récit de fiction, quelle place pour l'autobiographie", la rencontre s'est poursuivie dans l'après-midi avec "le moi imaginaire, les frontières du fictif face à la réalité". Doris Gertraud Eibl (Autriche) s'intéresse dans son propos à l'auteure Régine Robin (une écrivaine, historienne, traductrice et sociologue québécoise d'origine française) qui n'arrête pas d'investir dans ses œuvres fictionnelles d'interrogation sur les différentes formes de la mémoire, celle de soi. Pour cette auteure "raconter sa vie, on l'a dit maintes fois, c'est se mouler dans un cadre, un genre qui obéit à des lois, une structure temporelle rétroactive et rétrospective, un regard sur le passé, chronologie d'événements obligés (...)". La conférencière affirme que dans ce



Louiza Liberte

cas, seule la fiction littéraire offre "l'espace discursif permettant à la fois de jouer du discours social et de ménager la place de l'hybride, de l'hétérogène, de l'autre".

Pour Nourredine Saâdi (Algérie), le moi imaginaire signifie l'automachin, comme disait l'homme de lettres français Louis Aragon. Pour étayer son intervention, M. Saâdi recourt à son expérience de lecteur et d'écrivain affirmant que le "moi de l'écrivain est le moi d'encre, car distinct du moi de l'auteur". Pour lui, le rapport entre le réel et la littérature est brouillé, car "il y a le sujet auto-parlant". L'auteur de la Nuit des origines déclare que l'autofiction peut s'accorder à tout type d'écriture et qu'à travers elle "se déposent des moments d'autobiographie". Et d'ajou-

ter que dans l'écriture, le réel, l'imaginaire et le symbolique travaillent ensemble à faire ressortir l'histoire. Et de conclure avec une citation de l'écrivain russe Vladimir Nabokov : "La littérature est née le jour où un jeune garçon avait crié au loup, alors qu'il n'y avait aucun loup derrière lui."

Le Roumain Adrian Alui Gheorghe met en évidence la relation intrinsèque entre le réel et l'imaginaire. Il pose la problématique de savoir à quel point un écrivain s'avère autofictionnel ou ne l'est pas. L'intervenant a constaté que "toute autofiction qui n'exécute pas la biographie n'est qu'une fiction manquée, alors que toute fiction qui n'est pas une allégorie se voit réduite à une fiche à remplir par le psychanalyste".

FICTION ET RÉALITÉ : PAS DE FRONTIÈRES

Pour Petros Markaris (Grèce), la fiction passe également par la ville de l'auteur. L'écrivain est identifié à sa ville. La réalité qu'il raconte est différente de celle du passé, car dans son travail d'écriture, il est confronté à la réalité du présent avec l'imaginaire du passé. "À travers des villes, des personnes et des caractères, on peut faire une intrusion dans le passé", réalisant ainsi des "discussions" entre l'imaginaire et la réalité, celle des mémoires.

"Il n'y a pas de frontières entre le réel et le fictif." C'est ce qu'a affirmé Fatima Bekhai (Algérie). Il est impossible de dissocier ces deux éléments, car l'un se nourrit de l'autre, et que les deux tirent leur consistance du réel et du passé.

Clôturent les interventions, l'écrivain belge Jean-François Dauven livre sa vision de l'autofiction qu'il considère comme un refuge dans une société où l'individualisme est très présent.

Il la conçoit sans le moi, à travers l'observation de l'extérieur, amplifiant dans l'écriture "les détails et les faits minuscules de la vie", pour s'ouvrir sur l'autre qui est également un élément important dans l'écriture de fiction.

Controversée depuis 1977, l'autofiction demeure, selon les intervenants, un concept universitaire. Elle permet à l'écrivain de s'impliquer, de puiser dans son milieu sans sombrer dans l'autobiographie, et de développer un rapport intrinsèque entre lui, le narrateur, le personnage et le lecteur.

AMINE IDJER

DJELLOUL BEGHOURA NOMMÉ AU GRADE DE CHEVALIER DANS L'ORDRE DES ARTS ET DES LETTRES

●● L'homme de l'art, de la télévision et du monde artistique en France, Mohamed Beghoura, connu sous le nom de Djelloul Beghoura, a été nommé au grade de chevalier dans l'Ordre des arts et des lettres, par le ministère de la Culture et de la Communication français. Cette distinction entre dans le cadre de la promotion des personnalités étrangères du printemps 2011, décerné par le ministre de la culture français, Frédéric Mitterrand. Originaire de la ville de Bordj Bou-Arréridj, Djelloul Beghoura a poursuivi des études supérieures de théâtre et de cinéma à Paris, dans les années 1960. Il joue par la suite dans de nombreux longs métrages et des pièces théâtrales. Etant considéré comme le premier "Arabe" à avoir investi l'audiovisuel français, Djelloul Beghoura animera plusieurs émissions télévisées en accédant au foyer des Français durant une trentaine d'années. Il a animé l'émission "Mosaïque", pendant dix ans sur Antenne 2. Il a également animé en parallèle l'émission "Connaitre l'Islam", sur la même chaîne. Très respecté dans le monde de l'audiovisuel en France, il enchaîne des reportages sur l'Algérie sur TV5 Monde, notamment ceux sur les patriotes. En 2005, il produit l'émission "Vivre l'Islam", pour démontrer les vraies valeurs de cette religion bafouée après les événements du 11 septembre 2001. Passionné par son travail, il animera d'autres émissions comme "les Nuits de Ramadhan". Après une carrière d'une trentaine d'années, Djelloul Beghoura se voit nommé chevalier dans l'Ordre des arts et des lettres pour ses innombrables reportages pour "Zone Interdite" sur la décennie noire en Algérie, sur Tlemcen, capitale de la culture islamique et le festival des cultures des Déserts du monde. Aussi, est-il le fondateur de la fondation Déserts du monde, auteur et producteur de reportage sur "Le Monde arabe et la civilisation arabo-musulmane". Parmi d'autres combats qu'il mène, la sensibilisation des intellectuels écrivains et journalistes à l'action de l'Algérie dans la protection de l'environnement.

HANA MENASRIA

COLLOQUE INTERNATIONAL À TLEMCEN

LA POÉSIE ET LA MUSIQUE ANDALOUSE

Le colloque international consacré à la poésie et la musique andalouse à travers l'école de Tlemcen, portant sur le thème "La noubas : empreintes passées et perspectives d'avenir", s'est ouvert lundi au palais de la culture d'Imama dans le cadre de la manifestation Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011, en présence du consul d'Espagne à Oran et avec la participation d'éminents chercheurs et historiens venus des universités algériennes, et de l'étranger (Maroc, Tunisie, Turquie, Espagne, Jordanie, France, États-Unis d'Amérique, Finlande, Allemagne, en l'absence, cependant, de la Syrie, du Yémen et de la Libye qui avaient donné leur accord avant les événements tragiques qui secouent ces pays islamiques). Organisé par le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH) en partenariat avec l'université Abou Bakr-Belkaïd, ce colloque de trois jours, le sixième depuis le lancement de la manifestation internationale à Tlemcen qui coïncide avec les journées culturelles du royaume d'Espagne avec comme toile de fond Grenade et sa cour des lions, va aborder plusieurs thèmes parmi lesquels figurent "la noubas entre mythe et reconstitutions historiques", "la noubas ; création, structuration et formes similaires et dérivées dans le monde arabo-musulman", "de la technicité de la noubas : tabc, mizan et techniques vocales et instrumentales", "textes de la



noubas entre sémantique et interprétation chantée", "l'enseignement de la musique dite andalouse entre passé, présent et perspectives d'avenir". Nadir Marouf, professeur

émérite en anthropologie sociale et culturelle à l'université de Picardie Jules-Verne a intitulé son exposé : "Quelques réflexions sur la çanaâ algérienne : le paradigme de la norme et de la marge, plaidoyer pour le système ouvert." Il a mis en évidence le fait "que le répertoire que nous connaissons dans les trois écoles de musique algérienne relève d'une patrimonialisation sédimentaire, c'est-à-dire qu'à des moments donnés de notre histoire, des permittivités qui portent socialement parlant leur secret, ont pu avoir lieu". Pour sa part, Nasr-Eddine Baghdadi, directeur des archives de la Radio nationale, a évoqué la noubas tlemcénienne et celle de Béjaïa. "La noubas algérienne, a-t-il signalé, se compose de trois styles, à savoir celui de Tlemcen, d'Alger et de Constantine. La source de ses styles reste la même, cependant les influences locales ont forgé les différents styles et ont permis de constater des nuances propres à chaque ville. Ces variantes montrent combien la noubas algérienne est riche. Cependant, la singularité de chaque style, si elle a permis l'émergence de grands interprètes dans chaque ville tels Cheik Redouane à Tlemcen, Dahmane Ben Achour à Alger et Hadj Mohamed Tahar Fergani à Constantine, n'a pas empêché les maîtres de se déplacer et de s'abreuver à d'autres sources."

B. ABDELMADJID

LAIJOUED PRÉSENTÉE AU THÉÂTRE REGIONAL DE BATNA

Tous les problèmes sur le billard

Les problèmes socioéconomiques et politiques d'un pays du tiers-monde ont été racontés d'une manière plus narrative et plus proche de la réalité, ce qui a créé une communication directe entre les conteurs intervenants, les personnages de la pièce et le public. C'est original d'avoir plusieurs conteurs dans une pièce théâtrale, cela laisse libre cours à l'imagination", nous confie Rahmouni Asma, une étudiante de l'université de Hadj-Lakhdar, après la représentation de la pièce théâtrale Lajoued (les généreux), d'Abdelkader Alloula. Une version signée Tayeb Dehimi, du Théâtre régional de Constantine, et présentée, dimanche dernier, au Théâtre régional de Batna. Légèrement refaçonée ou re-stylisée par le metteur en scène Tayeb Dehimi, Lajoued a plongé le public dans de profondes réflexions sur différents thèmes d'actualité qui gangrènent la vie sociale et politique des pays du Sud. La pièce, composée de quatre

tableaux, nous plonge dans "l'univers de l'écart", c'est-à-dire le tiers-monde. Elle transporte dans une humanité de gardiens, de cuisiniers, d'employés, de chômeurs, de gens simples, dans une humanité généreuse dans le geste, dans le partage de tout ce qui fait la vie, dans la colère transfigurée en humour subversif. En premier lieu, la pièce nous conduit à la scène du parc animalier et du généreux Errebouhi Lahbib, ferronnier de son état, qui, dans sa quête, brave les interdits pour faire tomber les masques et nous faire découvrir l'avidité et la cupidité de l'homme. Puis place au tableau de Sakina Mesquina, cette femme laborieuse qui a perdu l'usage de ses membres inférieurs au travail, et qui est laissée pour compte. Ensuite l'histoire d'Akli, ce personnage qui s'est sacrifié durant toute sa vie pour la patrie et qui, après sa mort, fait don de son squelette à un lycée, pour que les élèves des

classes sciences s'en servent comme support didactique. Et en dernier lieu, le tableau de l'hôpital, une situation dégradante et chaotique. Les quatre tableaux, reliés entre eux par le personnage de Jalloul Foudhali, un autre symbole de générosité, nous exposent à la violence d'un tiers-monde en proie de certaines difficultés, notamment l'injustice et l'absence de démocratie. La narration est souvent intelligemment interrompue par des chants, des danses, des acrobaties effectués par des comédiens et même par les interrogations des quatre personnages, représentant les généreux. Cette alternance entre dialogue, action et narration a entretenu l'écoute et a accroché le spectateur. De plus, les dictons et les proverbes, ont cimenté les propos des comédiens conteurs. Le théâtre régional de Constantine a innové et a réussi son pari.

B. BOUMAÏLA

MEETING IAAF
DE RABAT**PERFORMANCES
HONORABLES DES
ATHLÈTES ALGÉRIENS**

●● Lors du meeting international, Mohammed-VI de Rabat, comptant pour l'IAAF World Challenge, Baya Rahouli a pu se défaire de ses adversaires en sautant 14 m 34 à son 3^e essai en triple saut et réaliser par là même sa meilleure performance depuis déjà plusieurs années. Par ce joli saut, Rahouli réalise déjà les minimas "A" pour les championnats du monde qui se dérouleront au mois d'août à Daegu, en Corée du Sud. Après deux années de disette, l'ancienne championne du monde junior du triple saut revint l'année dernière par une 4^e place aux championnats d'Afrique et après une année de travail bien programmé par son entraîneur Mohamed Hocine, elle pointe dès sa première sortie parmi les meilleures triple-sauteuses du monde. Dans la course du 800 mètres, coincée au départ par une adversaire dans le premier couloir, le plus mauvais de surcroît, la championne d'Afrique en titre du 800 mètres, Zahra Bouras, réussit toutefois une course assez intelligente et se classe deuxième avec un temps de 2:01.30 devancée par la Marocaine Halima Hachlef. Au départ de cette course, il y avait la vice-championne d'Europe 2010 à Barcelone la Néerlandaise Yvonne Hak qui s'est classée 8^e et aussi la Britannique Jennifer Meadows vainqueur il y a une semaine du meeting de Hengello en 1:59.76 qui s'est classée 5^e. Zahra Bouras cette quasi-inconnue en 2010 qui a créé la sensation en battant chez elle la meilleure athlète du monde sur cette difficile distance a cette année réalisé deux stages d'entraînement d'un mois chacun en Afrique du Sud et en Espagne, et ce, premier test est important pour la planification méthodologique du reste de la saison sportive qui aura pour objectif les championnats du monde d'athlétisme de Daegu. Ce temps de 2:01.30 qui représente également le minima "B" des standards de l'IAAF lui permet d'avoir un repère de référence pour poursuivre sa préparation. Zahra sociétaire du club d'athlétisme d'El-Achour, par sa condition de championne d'Afrique, est déjà qualifiée pour les championnats du monde d'athlétisme. Dans les règlements de la Fédération internationale d'athlétisme, les champions continentaux sont qualifiés automatiquement aux championnats du monde d'athlétisme.

Le champion d'Algérie en titre de cross-country Rabah Aboud s'est classé 6^e aux 5 000 mètres en 13:26.01 et ce temps représente également un minima "B" pour les prochains championnats du monde. Le médaillé de bronze des championnats du monde militaire (CISM) en battant son record sur cette distance est sur une bonne base pour pouvoir être parmi les Algériens qui sont déjà qualifiés pour les mondiaux de cette année.

R. S.

**MEETING
DE STRASBOURG
HADJ-LAZIB RÉALISE
UN TEMPS DE 13" 68**

●● Dans le 110 m haies du Meeting de Strasbourg, l'Algérien Othmane Hadj-Lazib continue ses "réglages" et s'est contenté de la 5^e place, en 13" 68. Le périple européen de l'enfant de Hadjout n'est pas encore terminé. Hadj-Lazib sera au départ du 110 m haies à Nantes, dans le prestigieux "Nant haies Atlantic", prévu le 22 juin. Dans ce même Meeting de Nantes, il y aura aux côtés de Hadj-Lazib, mais sur le 100 m haies, le jeune Lyès Mokdel. Deux autres hurdlers algériens, spécialistes du 400 m haies, y seront également présents. Il s'agit de Houria Moussa et Abderrahmane Hammadi. Ce sera aussi l'occasion de voir Issam Nima sur le concours de la longueur. Toujours au Meeting de Strasbourg, Abdelhamid Zerrifi, dans le 3 000 m steeple, a couvert la distance en 8' 38" 56 et reste loin de son record personnel (8' 32" 23, depuis 2009). La course a été remportée par le Kényan Paul Langat, en 8' 24" 38, à plus d'une seconde de son compatriote Mbuga (8' 25" 68). Dans le double tour de piste (800 m), Azzeddine Boudjeme a fait 1' 47" 80. Là aussi, c'est un autre Kényan, J. Kinyor, qui a pris la première place, avec un chrono de 1' 46" 23. Il a devancé son compatriote Limo (1' 46" 29) et le Marocain Mohammed El-Amine.

S. M.

USMH : AFFIRMANT QUE DOUKHA A UN CONTACT AU PORTUGAL

Laïb : "Benabderahmane est libre de signer où il veut !"

À l'approche de la fin de saison, les spéculations vont bon train du côté d'El-Harrach notamment, en ce qui concerne le départ de certains stratèges de l'équipe, à l'image de Boualem et Boumechra et même de l'entraîneur Charef, mais le président du club, Mohamed Laïb se veut rassurant : "Croyez-moi, je ne veux pas faire attention à toutes ces rumeurs, je ne sais pas d'où ils puisent les informations faisant état du départ de Boualem et Boumechra vers d'autres clubs, sachez que les deux joueurs étaient chez moi dimanche jusqu'à une heure tardive, on a tout évoqué, ils sont très intéressés de poursuivre leur parcours chez nous, car à l'USMH, ils ont réussi à rebondir et ont fait une belle saison. Je serai toujours là pour les écouter et répondre à leur doléances" nous affirme Laïb. "Pensez-vous réellement qu'un entraîneur qui envisage de partir, commence déjà à convoquer des joueurs issus des clubs inférieurs pour les tester ? C'est le cas de Boualem Charef, qui a déjà entamé sa campagne de recrutement comme il l'a d'ailleurs toujours fait, ce qui veut dire que cet entraîneur est toujours en poste et sera avec nous la saison prochaine" dit-il. À propos du gardien de but, l'international Azzeddine Doukha en fin de contrat et qui est "bombardé" d'offres mirobolantes de certains clubs, Laïb indique : "Le cas du



gardien de but Doukha est un peu spécial, ce jeune a, selon mes informations, un contact au Portugal, c'est une aubaine pour lui, je souhaite sincèrement qu'il réussisse un transfert

là-bas, car jouer en Europe reste le rêve de chaque joueur, maintenant s'il ne part pas, je suis prêt et disposé à négocier un nouveau contrat avec lui". Le départ du défenseur central

Farès Benabderahmane à la JSK, ne semble pas trop gêner le boss de l'USMH, "Ce joueur est resté avec nous trois années, il a décidé donc dès la fin de son contrat, qui expire ce mois-ci, de partir à la JSK, libre à lui de faire ses choix, je n'ai pas à commenter le départ des joueurs, chaque joueur est libre de choisir n'importe quel club qui sied à son niveau et à ses ambitions. À l'USMH, on a toujours respecté le choix des joueurs, on ne s'immisce pas dans leur choix, on les conseille parfois, pour qu'ils fassent le bon choix" dit-il. Concernant l'ambition du club de finir sur le podium, Laïb conclura : "Je ne vous le cache pas, on ambitionne de finir sur le podium et pourquoi pas arracher cette seconde place qui nous ouvrira grandement la participation à une compétition internationale, mais entre le souhait et la réalité, il y a une grande différence, cela dit, on fera tout pour finir en apothéose notre saison et offrir à nos supporters une place qui reflètera la véritable valeur de notre jeune équipe". Notons que l'USMH, occupe la 4^e place au classement général, totalisant 40 points, contre 44 pour le CRB en seconde position, que les banlieusards recevront justement au stade de Lavignerie lors de la prochaine journée prévue le mardi 21 juin dans un match capital pour les deux équipes.

R.A.

IL EST REVENU SUR CE QUI S'EST PASSÉ ENTRE LUI ET GERETS
LA VEILLE DU MATCH FACE À L'ALGÉRIE**Les confessions de Taârabt**

Adel Taârabt qui s'est illustré en quittant le camp de base des Lions de l'Atlas à quelques heures du derby du Maghreb, face à la sélection algérienne de football, disputé le 4 juin dernier à Marrakech dans le cadre des éliminatoires de la CAN-2012 a regretté son attitude et les déclarations qui ont suivi son départ.

Invité dans l'émission "Match" diffusée lundi en fin de soirée sur la chaîne de télévi-

sion privée Medi 1 TV, l'attaquant de Queens Park Rangers est revenu sur les raisons qui l'ont poussé à péter les plombs.

"Je n'ai jamais réellement parlé à Gerets. Quand j'ai vu les emplacements des joueurs et que j'ai compris que je ne serais pas dans le onze de départ, je me suis dit que ça faisait trois semaines que je bosse et j'ai explosé, j'avais envie de partir... Le coach ne m'a pas manqué de respect, ni mal parlé, il a toujours été honnête avec moi. Le fautif c'est moi et j'assume", a-

expliqué et d'ajouter un peu plus loin "je pense que j'ai fait une grave erreur, je suis prêt à l'assumer, je tiens à m'excuser auprès des supporters, auprès de la FRMF et auprès du staff de l'équipe nationale".

Reste maintenant quelle sera la réaction du technicien belge vis-à-vis des confessions de Taârabt se demande la presse marocaine parue hier.

F. R.

IL A DÉPOSÉ SA CANDIDATURE AU POSTE D'ENTRAÎNEUR

Saâdane proche du Widad de Casablanca

Rabah Saâdane est en contact avancé avec le Widad de Casablanca. C'est du moins ce qui a été rapporté, hier, par plusieurs titres de la presse marocaine qui ont indiqué, en outre, que l'ex-sélectionneur national des Verts a déposé sa candidature pour prendre en main la barre technique du club de la capitale économique du Royaume alaouite au même titre que le technicien français Bertrand Marchand et le portugais José Romao. Toutefois, connaissant bien le football marocain pour avoir eu à diriger l'autre club de la capitale, en l'occurrence le Raja Casablanca avec

lequel il a remporté la Ligue des champions d'Afrique durant la saison 1989-1990, les dirigeants du Widad auraient préféré la piste de l'ex-coach de l'Entente de Sétif d'autant plus qu'ils comptent beaucoup sur son expérience notamment en vue de la phase des poules de la C-1. Pour rappel, le Widad de Casablanca, qui s'est qualifié grâce à un match d'appui face à l'équipe tanzanienne de Simba, suite à la disqualification du TP Mazembe, figure dans le groupe B en compagnie de l'Espérance de Tunis, Al-Ahly du Caire et le MC Alger.

F. R.

**APRÈS AVOIR DONNÉ
SON ACCORD
À SERRAR
L'USM ALGER
CHIPE AMMOUR**

●● Alors qu'il était donné presque acquis à l'Entente de Sétif, Ammour, le jeune milieu de terrain du GC Mascara, a finalement préféré opter pour l'USM Alger. En effet d'après, une source digne de foi, le joueur qui a rencontré avant-hier soir dans la capitale les dirigeants usmistes dont un représentant du P-DG de la SSPA/USMA, Ali Haddad, a fini par donner son accord définitif pour porter les couleurs rouge et noir la saison prochaine. Pour rappel, ce joueur, dont on dit beaucoup de bien, était suivi de près par Abdelhakim Serrar depuis quelque temps déjà. Il a été même supervisé récemment au cours du match qui a opposé le GC Mascara à la formation de Hillal Sig par le manager du club, Rachid Radjradj.

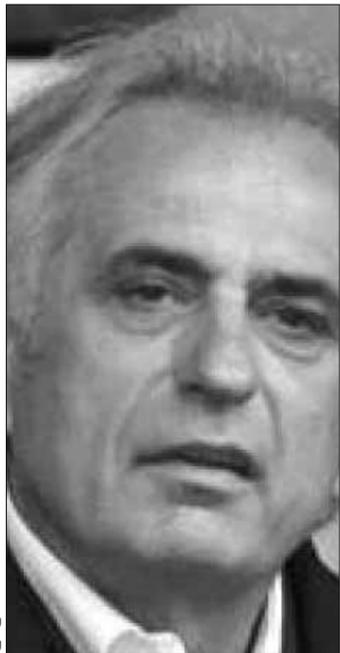
F. R.

LA FAF A PRÉSÉLECTIONNÉ UNE LISTE PRESTIGIEUSE POUR L'EN

Troussier, Halilhodzic, Dunga, Klinsmann et Pekerman candidats



D. R.



D. R.



D. R.



D. R.



D. R.

Dans notre édition d'hier, nous évoquons une réunion de la commission des candidatures pour le poste de sélectionneur national, sanctionnée par un communiqué. Un communiqué faisant état de la sélection de cinq candidats sur 43 candidatures.

Aujourd'hui, *Liberté* dévoile les noms de ces potentiels candidats. Le premier entraîneur retenu n'est autre que le français Philippe Omar Troussier. Ancien sélectionneur du Japon (il a remporté la Coupe d'Asie en 2000), ce globe-trotter a entraîné un peu partout dans le monde, spécialement en Afrique avec des clubs comme l'Assec Abidjan (champion national en 1990, 1991 et 1992) où il resta invaincu pendant 105 matches, puis en tant que sélectionneur de la Côte-d'Ivoire. Il a poursuivi sa carrière d'entraîneur en Afrique du Sud puis au Maroc pour ensuite prendre la tête de la barre technique des Super Eagles du Nigeria avec lesquels il a réussi à se qualifier à la phase finale de la Coupe du monde 1998. On le surnomme d'ailleurs "le sorcier blanc" eu égard à ses performances et son sens du dévouement. Après une traversée du désert, il signe un contrat le mois de février dernier avec le club chi-

nois Shenzhen Ruby. Sans surprise, le Bosniaque Vahid Halilhodzic figure sur ladite liste. Son profil intéresse fortement la FAF et, selon certaines indiscretions, Halilhodzic est un potentiel candidat pour remplacer Abdelhak Benchikha. Son tempérament de gagnant et sa gestion du groupe fait de lui un sélectionneur très respecté mais aussi demandé par les sélections et les clubs européens. Ses expériences réussies dans le championnat français (il a dirigé le PSG, le Stade Rennais pour ne citer que ceux-là) et turc (Galatasaray, Fenerbahçe, Besiktas) font de lui un technicien très respecté grâce à ses méthodes et notamment sa rigueur et son dévouement. Cela lui a valu d'ailleurs le surnom de "Coach Vahid". Après avoir conduit la Côte-d'Ivoire en phase finale de la CAN-2010, il rejoint le Dinamo Zagreb, avec lequel il devient champion de Croatie. L'aventure avec le club croate prendra fin le mois de mai dernier en raison d'une dispute avec le président du Dinamo. Depuis Vahid ne cache pas son intérêt de conduire une sélection nationale telle que l'Algérie. La Fédération algérienne de football a retenu la candidature de l'ancienne star allemande, Jürgen Klinsmann. Le

profil de l'un des meilleurs buteurs de la Mannschaft. Durant ses vingt ans de carrière, il a eu la chance de décrocher les plus grands trophées, une Coupe du monde en 1990 et un championnat d'Europe de football en 1996 avec la sélection allemande. En tant qu'entraîneur, il a dirigé l'équipe d'Allemagne de 2004 à 2006 et fut le coach du Bayern de Munich de 2008 à avril 2009.

En 2010, il devint le coach du club canadien de Toronto. Pour la petite histoire, Klinsmann a déjà eu l'occasion de suivre une rencontre de la sélection algérienne. C'était lors du Mondial 2010 à l'occasion d'un certain Algérie-Angleterre. Dans un entretien exclusif accordé à l'époque aux envoyés spéciaux de *Liberté*, l'ancien buteur allemand avait été impressionné par la prestation des Verts, "vraiment, les Algériens ont laissé une forte impression. Je ne m'attendais pas à voir une telle résistance de la part d'une équipe, aussi technique et tactique à la fois", dira-t-il. Et d'enchaîner : "L'Algérie a su comment bloquer l'Angleterre. Ils ont joué sans complexe face à une grande sélection. Je peux vous dire même que les Algériens auraient pu prétendre à un meilleur résultat.". Et d'ajouter : "Si l'Algérie joue de la même manière face aux USA, elle sera qualifiée pour

le deuxième tour. Votre équipe a été à la hauteur de l'évènement et si elle réédite la même prestation, elle n'aura aucun problème pour franchir le cap du premier tour". Carlos Caetano Bledorn Verri plus connu sous le nom de Dunga (47 ans) a été aussi retenu sur la liste des candidatures. Vainqueur de la Coupe du monde 1994, Dunga, au palmarès éloquent en tant que joueur et entraîneur, a dirigé plusieurs clubs en Europe tels que la Fiorentina, Pescara (Italie), Santos, International (Brésil). Il a aussi dirigé la Samba, la sélection brésilienne durant quatre ans (de 2006-2010). Il était même présent sur le banc du Brésil lors du Mondial sud-africain ayant été marqué par l'élimination des Sud-Américains en quart de finale. La dernière candidature retenue n'est autre que celle de José

Pekerman. Cet Argentin a coaché, entre autres, la sélection albiceleste, l'Unal Tigres (Mexique). Pour l'anecdote, lorsqu'il était jeune, il a été obligé de faire des petits boulots comme chauffeur de taxi pour subvenir aux besoins familiaux. Ce sont en tout cas les cinq candidatures retenues pour le moment par la commission des candidatures laquelle s'apprête à entamer des discussions préliminaires avec les concernés. En même temps, la FAF a prolongé le délai du dépôt des candidatures jusqu'au 20 juin. Pour rappel, la commission élargira ses consultations aux éventuelles candidatures de qualité qui lui parviendront avant la date de clôture fixée au 20 juin 2011. La commission présentera ses conclusions au prochain bureau fédéral.

NAZIM T.

LES CANDIDATURES DE ZICO, RANIERI, CUPER NON RETENUES

Les candidatures de Arthur Antunes Coimbra, dit Zico, Hector Cuper et Claudio Ranieri n'ont pas été retenues par la commission des candidatures pour le poste de sélectionneur national. Les trois techniciens cités avaient envoyé leur candidature lors de l'appel lancé par la Fédération algérienne de football (FAF) pour le remplacement de Benchikha, démissionnaire. Ancien entraîneur de Kashima Antlers (Japon), Fenerbahçe (Turquie), Bunyodkor (Ouzbékistan), du CSKA Moscou (Russie) et de l'Olympiakos (Grèce), Zico a occupé la saison dernière le poste de directeur sportif au sein du club brésilien de Flamengo. Ranieri a aussi dirigé de grands clubs italiens tels que Parme, la Fiorentina ou encore la Roma alors que Cuper a occupé différents postes : sélectionneur d'Argentine, Mallorca, Bétis, Parme, la sélection de la Géorgie ou encore la Grèce.

N. T.

COUPE DU MONDE 2014

Tour préliminaire de la zone Afrique le 11 novembre prochain

L'édition du 27 juillet 2011 du classement mondial Fifa servira de référence pour les différents tirages au sort de la Coupe du monde 2014, prévus le 30 juillet à Rio de Janeiro, a indiqué la Fédération internationale de football (Fifa).

Seule la Concacaf fera exception à cette règle, puisqu'elle a déjà utilisé le classement de mars 2011 pour organiser le premier tour préliminaire, précise la même source.

Pour le continent africain, cinquante-deux pays africains sur les cinquante-trois prendront part aux éliminatoires qui débiteront le 11 novembre. Les cinq représentants africains au Mondial brésilien seront connus au plus tard le 19 novembre 2013 à l'issue du tour final (play-off) qui sera disputé en aller et retour.

TOUR PRÉLIMINAIRE

- match aller : 11 novembre 2011
- match retour : 15 novembre 2011

PHASE DE POULES 10 GROUPES DE 4 ÉQUIPES

- 1^{re} journée : 1-5 juin 2012
- 2^e journée : 8-12 juin 2012
- 3^e journée : 22-26 mars 2013
- 4^e journée : 7-11 juin 2013
- 5^e journée : 14-18 juin 2013
- 6^e journée : 6-10 septembre 2013

PHASE DE PLAY-OFF : 5 MATCHES EN ALLER ET RETOUR

- Match aller : 11-15 octobre 2013
- Match retour : 15-19 novembre 2013

TRANSFERTS

MEHDI MOSTEFA VA SIGNER À L'AC AJACCIO

Le défenseur international algérien, Mehdi Mostefa, va signer cet après-midi à l'Athletic Club Ajaccio pour une durée de deux ans, a annoncé le nouveau promu de la Ligue 1 française sur son site officiel. L'ancien joueur de Nîmes, relégué en National, a passé avec succès sa visite médicale hier matin, précise la même source. Mehdi Mostefa a évolué au poste de milieu de terrain au sein de l'effectif du Nîmes Olympique depuis 2006. Né le 30 août 1983 à Dijon, il a fait ses premiers pas au centre de formation de l'AS Monaco. En 2006-2007, il rejoint le FC Sète et retrouve le National. Sa très belle saison lui a permis de signer au Nîmes Olympique avec lequel il obtient l'accession en Ligue 2 dès sa première année au club. Il joue alors ses premiers matches en L2 avec la formation gardoise en 2008-2009.

HADJ AÏSSA DEPUIS HIER À TUNIS

UN ALLER SANS RETOUR ?

Parti hier à Tunis pour célébrer ses fiançailles avec une Tunisienne, Lazhar Hadj Aïssa pourrait ne plus remettre les pieds chez l'Entente de Sétif. Et pour cause, la veille de son déplacement vers le pays voisin, le meneur de jeu sétifien s'est rendu dans la capitale des Hauts-Plateaux pour rencontrer les dirigeants afin qu'ils lui remettent une partie de son dû qu'il réclame depuis déjà quelques semaines. Finalement, il n'a pris aucun sou, ce qui a, du reste, provoqué sa colère. On murmure, d'ailleurs, qu'il a décidé de ne plus revenir sauf dans le cas où il trouvera son argent lors de sa prochaine virée sétifienne.

F. R.

CHRONIQUE DU TEMPS QUI PASSE

UNE NOUVELLE DE ADILA KATIA

9^e partieRien que
des chimères

RÉSUMÉ : Sorreya est écarlate. Nora remarque tout de suite son trouble. Sorreya la met au courant. Nora lui apprend qu'il a des problèmes avec sa femme. Sorreya ne veut pas s'engager avec un homme marié, aussi beau fut-il. Même si elle désespère de trouver l'âme sœur, depuis longtemps...

J'aurais aimé vous avoir rencontrée avant, glisse Mehdi à Sorreya en l'aidant à ramasser la vaisselle sale. La vie aurait pu être plus attrayante...

Sorreya hausse les sourcils, n'arrivant pas à croire que ce grand et bel homme puisse être vulnérable au point d'être dégoûté de la vie. Pourtant, il avait tout pour être heureux : une femme, deux enfants, un travail où il est aimé et respecté de tous.

- Comment pouvez-vous regretter de ne pas m'avoir connue ? Comment pouvez-vous croire que votre vie aurait pu être meilleure alors que vous ne me connaissez pas ? rétorque-t-elle d'une voix lasse, tout en songeant aux rares camarades qui l'avaient connue et qui avaient coupé court avec elle,

comme s'ils lui avaient découvert une tare, comme si le bonheur avec elle était impossible.

- Moi, je sais, lui affirme-t-il très grave. Dès que je vous ai vue, j'ai eu l'impression qu'on venait de me retirer d'une mer où j'étais en train de me noyer.

- Vous exagérez ! s'écrie Sorreya en se dirigeant vers la cuisine pour y déposer la pile d'assiettes sales qu'elle venait de ramasser. Elle sourit à El-Hadja Fatima qui avait retroussé les manches pour lui rincer la vaisselle, épaulée d'une de ses belles-filles.

- Ce Mehdi me paraît très bien, lui dit El-Hadja. Apparemment, tu lui en as mis plein les yeux !

- El-Hadja, il est marié et père deux fois ! lui rappelle Sorreya avec un air de reproches dans les yeux.

Pourvu qu'il ne t'ait pas entendu, il doit être dans le couloir !

En quittant la cuisine, elle l'y trouve.

- Ne me dites pas que vous étiez en train d'écouter !

- Tout m'est tombé dans l'oreille, répond-il. Elle ne manque pas de jugeote, elle a bien vu que j'avais le coup de foudre pour toi.

- Encore une fois, tu exagères ! rétorque-t-elle. Et puis, tu es engagé ailleurs, tu as d'autres responsabilités !

- Mais toi, tu n'en as pas ! Pourquoi...

- Je ne veux pas d'un homme à partager, l'interrompt-elle. Je veux quelqu'un de libre !

- Nous sommes près à nous séparer ma femme et moi, lui apprend-il. Il y a longtemps que nous ne partageons rien.

- Mais tu as des enfants, lui rappelle-t-elle. Tu ne vas pas les laisser pour un amour où rien n'assure qu'il en est un !

- Moi, je suis sûr du contraire !

Tewfik et son beau-frère étaient sortis accompagner quelques amis venus à pied alors qu'ils résident à l'autre bout du quartier. Par mesure de sécurité, ils avaient décidé de faire un bout de chemin avec eux. Sorreya et Mehdi, dès le retour de ces derniers, n'ont plus l'occasion de se parler aussi librement. Ils peuvent juste échanger des banalités, participant à la conversation qu'avait engagée Tewfik avec sa belle-famille. Sorreya a senti que le père de Nora n'apprécie pas la présence de Mehdi, qu'il ne comprend pas pourquoi il a tenu à passer la nuit ici. Malgré cette légère tension, le grand ménage s'est fait. À deux heures du matin, il n'y avait



Dessin / Anouari

aucune trace qu'aux heures précédentes, il y a eu une fête et qu'une centaine de personnes s'étaient retrouvées ici pour le dîner.

Tous reconnaissent que Sorreya est une perle, qu'il n'y a pas meilleure organisatrice.

- Tu en as de la chance Tewfik, dit Mehdi. Si seulement, j'en avais...

Il se tait en fermant les yeux, comme s'il en a trop dit.

(À suivre)
A. K.

ADILAKATIA@yahoo.fr :

Vos réactions et vos témoignages sont les bienvenus.

RÉCIT

DE YASMINA HANANE

51^e partie

RÉSUMÉ : Alors que Ghenima se morfondait et maudissait tout le village, elle entendit des voix d'hommes et constate qu'on ramenait un blessé. C'était Mohand ! Derrière le buisson où elle s'était cachée, elle n'eut aucun mal à deviner ce qui s'était passé.

Sa tête menaçait d'exploser, elle ne pouvait rester là à ne rien faire, alors que Mohand peut-être se mourait !

En fin de compte, la raison l'emporta. Ghenima préféra attendre que les trois hommes ressortent de la forge, même si cela devrait tarder, et voir ensuite de quoi il était question.

Elle attendit une éternité, avant que le trio des jeunes gens ne quittent les lieux. Ils avaient l'air plus calme, et l'un d'eux lança à l'intention des autres :

- Il va avoir encore quelques difficultés à marcher pendant quelques jours, mais il n'en mourra pas. Sa blessure au ventre est superficielle, et sa jambe droite est tout juste contusionnée, je craignais une fracture, il a dû recevoir des coups brutaux.

- Et pourquoi, lance ironiquement le deuxième. Hein, pourquoi ? Pour les beaux yeux d'une femme, tu vois donc où peuvent mener ces diabesses !

- Ne dis pas de sottises Lounès, nous connaissons tous Aïssa et ses caprices. C'est un orgueilleux, un vaniteux et un oiseau de mauvais augure. Il a enterré toutes ses épouses. Moi personnellement, je ne consentirai jamais à lui accorder la main de ma sœur, quel qu'en soit le prix.

- Oui, mais dans le cas actuel, c'est le père de la fille lui-même qui a engagé sa parole.

- Pense-tu ? On voit que tu connais mal ce vautour.

- Assez parloté, lance le troisième homme, il se fait tard, et avec ce froid, il est temps pour nous d'aller rejoindre nos couches.

- Tu as raison mon ami, Mohand s'est endormi, et nous reviendrons prendre de ses nouvelles au lever du jour.

Ils s'éloignèrent en discutant entre eux, et Ghenima sortit de sa cachette. Elle jette un coup d'œil autour d'elle, puis s'avance à pas de loups vers la grange et entrouvrit la porte.

Le feu crépitait dans l'âtre, et illuminait la pièce. Mohand était allongé sur le dos, les yeux clos, et le visage crispé. Il souffrait. Ghenima déglutit difficilement et s'approcha de lui. Elle remarqua que son visage était tuméfié et que du sang avait séché aux commissures de ses lèvres.

Il avait une jambe enveloppée dans un drap blanc et légèrement soulevée sur un petit tabouret en bois. Il se tenait le ventre, et Ghenima vit encore du sang sur le devant de sa chemise.

La jeune fille se mordit les lèvres jusqu'au sang. Mohand ne l'avait pas trahie. Cette pensée la soulagea momentanément. Mais elle prit soudain conscience de l'ampleur du drame.

Mohand a provoqué Aïssa à cause d'elle, et maintenant, il est



Dessin / Anouari

dans un état qui ne lui permettra pas de mettre le nez dehors avant des jours.

Comment va-t-elle vivre jusque-là. Il lui faudra bien attendre que Mohand soit sur pied, pour qu'ils puissent prendre

ensemble la clé des champs. Et puis, elle ne pourra jamais l'abandonner, alors qu'il avait plus que

jamais besoin d'elle auprès de lui.

(À suivre)
Y. H.

Y.hananedz@yahoo.fr :

Vos réactions et vos témoignages sont les bienvenus.

Les racines de l'amour

HYDRA VOYAGES
Voyage de rêve en Croatie
12 nuits et 13 jours, hôtels 5*
CROATIE
Zagreb - Plitvice - Rovinj - Split - Hvar - Dubrovnik
243, Centre Commercial ZemZem, Sidi Yahia - Hydra
Tél : 021 43 56 47 / 48 - Mob : 0552 37 27 33 - 0662 79 40 51
www.hydravoyages.com

PETITES ANNONCES

Pour toute publicité, adressez-vous à Liberté Pub : Lotissement Ezzitoune n°15 - Oued Romane, El Achour, Alger - Tél. : 021 30 78 97 - Fax : 021 30 78 99 - servicepubliberte@yahoo.fr

GREYBAN
Halte aux cheveux gris !
Reconstitue la couleur naturelle du cheveu en 28 jours.
Disponible chez les grandes pharmacies
✓ GREYBAN n'est pas une teinture
✓ Résultats Garantis
✓ Testé cliniquement
Pour plus d'informations contactez nous au : Tél. 021 39 53 52

OFFRES D'EMPLOI

Cherche une domestique pour garder une personne âgée. Conditions : célibataire, sérieuse, sachant faire la cuisine, résidant à Béjaïa-ville. Salaire intéressant + hébergement assuré.
Tél. : 0796 91.37.24 - F2156

Société étrangère leader dans la maintenance automobile cherche pour son centre un responsable de centre, assistante, chef d'atelier. Expérience obligatoire, salaire motivant. Envoyer lettre de motivation et CV à recrute197@yahoo.fr - BR30476

Entreprise privée dans le domaine du transport terrestre recrute un agent marketing avec expérience dans le domaine, diplômé d'une école ou Institut de commerce, maîtrise de l'outil informatique, maîtrise les langues française et anglaise. Mission prospection de nouveaux clients.
Envoyer CV+lettre de motivation au 021 94.59.38 ou par mail à : recrutement_ide@hotmail.fr - Epcom

Ste d'ing. en informatique recrute un informaticien expérience en maintenance Hard, Soft.
Env. CV : recrute@retrolium.net - F2204

Société privée recrute un ingénieur d'Etat en biologie conditions diplôme obtenu 2010 connaissance aux normes HACCP maîtrise l'outil informatique déchargé du service national
Envoyer CV par fax au 021 50.32.78 email : am.annonce@gmail.com - Omega

Atelier de confection à Tizi Ouzou recrute piqueuses qualifiées, salaire motivant.
Tél. : 0770 170 397 - F2238

Hôtel "les 3 Roses" (ex. Concorde) à Tizi Ouzou cherche chef de cuisine, cuisinier, réceptionniste. Avantages : restauration hébergement assurés.
Tél. : 026 20.06.06 - 0556 90.37.43 - Fax : 026 20.01.70 - 026 20.02.67 - F2225

Sarl Lyrina recrute des maçons et des manoeuvres centre d'affaire El Qods
Tél : 021 34.12.50 - F2214

Cherche réparateur GSM
Tél. : 0557 04.45.37
rachid1527@hotmail.com - ALP

Importante société privée chercheurs dans l'immédiat un directeur en comptabilité et finance maîtrisant parfaitement l'outil informatique et les formalités de transit. Veuillez faxer votre CV au 021 75.45.12 - ALP

Institut à Hydra recrute une esthéticienne 2 ans d'exp. épilation soins du visage manucure pédicure, massage
Tél. : 0770 38.63.98 - Omega

ELS cherche JD ing. GC TS VRD architecte, tech. dessinateur
Fax : 021 751 957 - Omega

Ecole privée Bouzaréah recrute enseign. arabe, français, prim. moyen. 92, route Observatoire
Tél. : 0669 21.76.04 - 0550 32.85.56 - 021 90.20.24 - Acom

Spécial vacance d'été, ste étrangère recrute des candidats âgés moins de 30 ans résid. Alger, voulant travailler dans le commercial et profiter d'un salaire intéressant.
Tél : 0551 78.62.47 - CPT

Ste privée recrute topographe, métreur-vérificateur exp. 2 ans min. sur chantiers.
Tél-fax : 021 37.60.84 email : ppfalgerie@gmail.com - BR35009

Cherche coiffeuse qualifiée ma-

trise coiffure soirée et esthétique.
Tél : 0776 11.23.42 - BR35013

Société installée à Alger-Centre recrute une assistante de direction disponibilité, sens de l'organisation, parfaite maîtrise de la langue française, bonne maîtrise de l'outil informatique, bonne présentation.
Envoyer CV au 021 65.34.74 - F2236

S/privée recrute TS froid/climatisation ing. génie climatique, architecte. CV : genie.clim@yahoo.fr - BR30495

Etablissement privé El Amel recrute pour l'année scolaire 2011-2012 des directeurs pédagogiques conseillers pédagogiques pour le palier du primaire et le collège lycée
Tél. : 0552 82.34.98 Fax : 021 69.15.78 - F2191

Cherche hôte-serveuse pour restaurant Sidi Yahia, Alger
Tél. : 0699 10.78.58 - BR35014

Groupe scolaire privée les Glycines Bouzaréah, Birkhadem pur la rentrée prochaine recrute institutrices de français, surveillants généraux, secrétaire trilingue (arabe, français, anglais) adjoints d'éducation, enseignants
Envoyer CV au 021 93.00.01 our prendre rendez-vous au 021 93.73.73 - F0523

Pharmacie à Hydra cherche vendeur à partir de quinze heures (15h) qualifiés, avec expérience maîtrisant CNAS.
Veuillez-nous faxer votre CV au 021 54.85.11 - Omega

Entreprise privée cherche 2 techniciens supérieurs en froid.
Envoyer CV fax 021 66.42.20
hmsboudouaou@yahoo.fr - ALP

COURS ET LEÇONS

SBL English School votre partenaire pour améliorer votre anglais lance nouvelle promo 24 juin et cycle normal, 26 juin en accéléré
Tél. : 021 81.55.36 - 0561 38.64.33 cité EPLF Rouiba en face Coca Cola.

25, bd Mustapha Ben Boulaïd, Grande-Poste.
Tél. : 021 74.20.58 - 0779 30.32.38 - F2074

Spécial vacances, profitez des vacances pour vous inscrire à nos cours accélérés d'anglais, de français, de bureautique et d'information (adultes, adolescents, enfants). Tarifs étudiés. Centre Pro Info 06, rue Richelieu, Alger-centre. Tél. : 021 73.50.28/27 ou 68, rue Belouizdad, Belcourt. 021 66.04.13 - 65.31.84 - BR30477

NAVSI lance atelier-formation langues française, anglaise, espagnole (session trois semaines) au Garidi I villa 88 Kouba, Alger
Tél. : 021 28.61.38 - 021 28.62.46 - 021 68.95.11 - F2177

NAVSI lance atelier-formation bureautique/PAO/3DSM/maintenance, micro à Garidi I Kouba, Oasis-Kouba. Tél. : 021 28.61.38 - 021 77.62.03 - 021 28.62.46 - 021 68.95.11 - F2177

NAVSI lance : atelier-formation photo-caméra/montage numérique prise de sons-cablage-maintenance au Garidi I Kouba et Oasis Kouba. Tél. : 021 28.61.38 - 021 28.62.46 - 021 77.62.03 - 021 68.95.11 - F2177

Ecole privée agréée à Dely Ibrahim, une pédagogie créative, cadre agréable et spacieux, inscriptions ouvertes : préscolaire-primaire et collège. Tél. : 0554 06.78.97 - Omega

Dessin musique langues de 5 ans à 99 ans préparation 5 AP, 4 AM, 3 AS.

Tél. : 0553 95.75.81 - 021 36.53.22 Bravo School Chéraga - F2221

Ecole Eveil-scolaire Hydra inscrit les enf. en maternelle-pré-scol. primaire, collège 6e-1AM test 2106 prog. bilingue.
Tél. : 0661 59.30.99 (à côté Toyota) BR30471

Formation IT certifiante CISCO Oracle Linux MicroSoft + passage d'examen officiel
Tél. : 021 63.37.41
www.mozytecdz.com - Omega

IMA spécial vacances accéléré en maintenance (GSM, micros, photocopieurs, RTV), vidéosurveillance, électricité bâtiment, prise de vue et montage.
Tél. : 021 27.59.36/73 - 0551 95.90.00 (El Madania) F1800

Formations été 2011, pendant vos vacances, formez-vous à la 3D, l'infographie, la bureautique, l'anglais et le français, programme (adultes, adolescents, enfants). Ecole Pro Advances : 136 Bd Krim-Belkacem, Tèlelemy (près école des Beaux-Arts).
Tél. : 021 23.06.53 - 23.02.07 - BR30477

DIVERSES OCCASIONS

Vends centrale à béton "Elba", 30m3/h en parfait état de marche avec 2 silos à ciment, 50 T, neufs jamais servi, lieu de visite Ain-Ouessara (w. Djelfa), le tout à neuf millions de dinars.
Tél. : 0778 21.84.83 - F2231

A vendre plotter de découpe à repérage optique très bon état + une imprimante numérique grand format.
Tél. : 0554 59.69.34 - F2245

Location d'une pelle sur chenille Libheer 942, Libheer 932 avec brise roche, location d'un chargeur sur chenille 075,5, location d'un bulldozer D85
Tél. : 0770 49.68.30 - ALP

A vendre deux chambres froides positif négatif 57 m3 102 m3 moteur chevvaux panneaux de 10
Tél. : 0552 03.04.65 - BR5008

Vente chambre à coucher bois massif Tango prix 150 000
Tél : 0553 84.42.58 - Omega

Vends fil berbelé conceirtina 100% Galva org. USA QTT 200 000 ML.
Tél. : 0556 49.07.19 (plat) Acom

Vends gravure Lazer A 0 + matériel sérigraphie + imprimantes grand format Epson
Tél. : 0552 23.41.02 - F2242

AVIS DIVERS

Développeur de sites Web cherche emploi voir le CV sur le site : <http://www.farouk.site90.net>
Tél. : 0550 71.39.10 email : farouktouil@hotmail.fr - Acom

Réparation à domicile clim. chambre froide, machine à laver, chauffage plomberie.
Tél. : 0550 79.67.55 - 0770 72.87.49 - 021 97.37.30 - AF

Inst. réparation réfrigérateur, congélateur, frigo-présenteur machine à laver, cuisinière et climatiseur à domicile.
Tél. : 0699 50.18.13 - 0551 30.44.72 H 24 7/7j - F2241

APPARTEMENTS

P à p vend F4 2e étage 81 m2 vue sur la route principale de Zemmouri 600 u
Tél. : 0774 54.73.47 - Omega

Vends loue partenariat un terrain de 17 000 m2, 10 chariots une charpente de 4000 m2
Tél. : 0661 66.97.09 - ALP

Vends F3 4e étage, ascens. libre de suite au Sacré-Coeur et vend F4 4e étage propre à Oued Romane.
Tél. : 021 23.88.44 - 0551 50.10.55 - F2244

Ag vend à Tizi Ouzou F3 K. Belkacem 90 m2 ds résidence G.Sider, acté, F3 K. Belkacem, EPLF 100 m2 acte, F6 200 m2 + 120 m2 terrasse quartier C acte + LF. Tél. : 0772 44.91.63 - F2247

El Achour "Résidence-Sahraoui" p à p vd joli F3 (100 m2) + g. balcon 1er étage sans vis à vis libre dans 4 mois.
Svp interm. s'abstenir.
Tél. : 0559 05.02.93 - BR30496

Boumerdès (Ailiguia) vend ou éch. c. terrain (w16) ensemble ou séparé 2 F4 135m2 chacun + garage situé ds villa 850 u p/1 F4 (acte)
Tél. : 0551 20.17.18 - 0774 30.19.81 - BR30439

Vente appartement F4 à Saïd Hamdine, particulier vend très joli appartement F4 97 m2 (avec acte) à Saïd Hamdine (cité EPLF vue dégagée sur avenue de Sidi Yahia) refait à neuf (chauffage central, climatiseurs, réserve d'eau, pré installation TV et téléphone, cuisine et sdb aménagées placards dans toutes les chambres, équipement de plomberie et d'électricité de premier choix)
Tél : 0556 96.38.16 intermédiaire et agence s'abstenir - G

TERRAINS

Particulier vend terrain à Ain Naâdja de 2140 m2 avec villa de 300 m2 au rdc + 1 niveau livret foncier.
Tél : 0557 81.62.86 - F2251

Vends carcasse superficie 150 m2 bâtie 110 m2 rdc 1er étage plus poteaux décision permis, vend plate-forme poteaux sup. 150 m2 bâti 110 m2 décision permis Douéra bien situé, vend villa R+1 permis R+2 sup. 350 m2 bâti 150 m2 Dely Ibrahim
Tél. : 0553 81.21.74 - Omega

Vends terrain 200 et 300 m2 proximité El Biar début route neuve Carnot
Tél. : 0552 34.48.04 - Omega

Vends terrain industriel 800 m2 zone d'activité Baba Ali
Tél. : 0554 21.91.65 - BR35011

AG Mètre Carré vend terrain sur hauteur de Kouba avec vue sur baie d'Alger sur 1500 et 870 m2
Tél. : 021 28.32.16 - 0661 64.39.94/97 - ALP

LOCATIONS

Loue à société hôtel centre-ville Oran 28 chambres, appartement, café, restaurant, salle de fêtes. Contacter M. Ali 0661 50.56.76 - F2209

Loue gd F4 meublé 1er étage vue sur mer + garage Bd Bougara, gd F4 bien meublé 4e étage Oued Romane, parking et loue gd F4 + garage dans une résidence Jolie Vue Kouba
Tél : 021 23.88.44 - 0551 50.10.55 - F2244

Cherche location résidence pour ambassade avec terrain 1500 m2 jusqu'à 2000 m2 avec ttes commodités environs El Biar, Hydra, Ben Aknoun et Chéraga
Tél. : 0551 50.10.55 intermédiaire s'abstenir - F2244

Urgent cherche location F2 ou F3 meublé et propre environs Hydra Paradou
Tél : 021 23.88.44 - 0551 50.10.55 - F2244

A louer salon de coiffure dame avec équipement à Alger-Plage bien situé
Tél. : 0778 15.57.40 - Omega

Urgent cherche location appts F2, F3, F5 Alger-Centre et environs Chéraga, D. Ibrahim, Birkhadem, El Achour, Kouba, Bab Ezzouar, etc.
Tél : 0771 23.16.43 - Omega

Loue apt F3 2e étage El Affroun Blida. Tél. : 0791 60.03.28 - 0559 48.26.55 - BR24451

Loue local 230 m² place Hussein Dey, Alger.
Tél. : 0661 55.57.84 - Acom

Loue niv. villa + studio équipé au bord de mer per. juin à septembre
Tél. : 0554 59.39.51 - 0771 16.34.21 - Acom

PROSPECTION

Immo cherche tout type d'appartement ou niveau de villa location ou achat pour client en attente Alger.
Tél : 0552 66.04.44 - ALP

Ste étrangère cherche location villa meublée pour le mois de juillet composée de 5 ou 6 ch et un salon environs Chéraga, Dely Ibrahim.
Tél : 0551 50.10.55 - F2224

Essalam immob. cherche pour promoteur très sérieux, terrain à Draria, Chéraga, Dely Ibrahim, Ben Aknoun et les environs
Tél. : 0550 47.45.31 - 0556 95.30.95 - F2047

VILLAS

Part vend villa coloniale sur terrain de 482 m2 à H. Dey 5 unités négociable. Tél. : 0772 43.09.48 - 0550 97.23.93 - F2223

Part vend villa à Dely Ibrahim spf. 700 m2 R+2 top finie à 99% + jardin
Tél : 0556 81.60.28 - Epcom

Vends villa Sidi Khaled (Tigzirt) R+2+ comble, piscine garage puits, acte. Tél. : 0559 28.05.63 - 0560 49.00.02 - F2246

Essalam immob. vend à El Biar centre très belle résidence 2500 m2 bâti 1000 m2 R+1
Tél. : 0556 95.30.95 - 0550 47.45.31 - F2047

PROPOSITION DE COMMERCE

Pour raison santé vend ou loue supermarché w. Alger emplacement exceptionnel sur grande artère commerciale, étude toutes propositions
Tél. : 0550 57.54.90 - BR35010

Diplômé en gestion touristique cherche associé sérieux pour une agence de voyage local et agrément disponibles
Tél. : 0792 28.30.49 - BR35012

LOCAUX

Cherche un hangar pour l'élevage 400 m2 (10x40)
Tél : 0556 27.93.21 - F2248

Loue local 14m/m4 convient pour pharmacie ou laboratoire ou autres situé à Cité El Makhfi O. Haddaj w 35
Tél. : 0662 43.58.30 - F2255

Vends locaux dans un centre d'affaire et commercial à M'douha sur RN 12 TO et Souk El Had Timizart projets en cours de réalisation (possibilité de paiement en tranches)
Tél : 026 22.77.72/74 - 0770 88.74.47 - 0555 01.66.24 - F2213

DEMANDES D'EMPLOI

JH 34 ans chef comptable 8 ans d'exp. maîtrise SCF fiscalité expert-comptable finaliste cherche emploi
Tél. : 0550 14.47.93 - BR35001

JH exp. caissier (banque) agent

de facturation cherche emploi.
Tél. : 0776 97.95.94 - BR30317

JH 34 ans licence en sciences économiques option sciences financières 3 ans d'expérience en audit cherche emploi dans le domaine libre de suite sérieux
Tél : 0553 32.00.65

JH licencié en droit, CAPA ayant déjà travaillé comme journaliste, téléconseiller, professeur de français habite Dergana cherche emploi. Tél. : 0796 78.39.49

JH 34 ans TS en informatique option maintenance 2 ans d'expérience en informatique de gestion cherche emploi stable dans domaine ou autres, possède permis de conduire B capable de déplacements à travers le TN résid. à Ouargla. Email : adaM77k@rocketmail.com
Tél : 0552 82.39.89

JH 29 ans DEUA en génie mécanique 2 ans d'exp. habite à Alger-Centre maîtrise l'outil informatique Autocad, Word, Excel, Power Point, machines outil à commande numérique, permis de conduite cherche emploi
Tél. : 0552 05.53.90

JF cherche emploi comme secrétaire exp. 6 ans diplôme agent de saisie en informatique.
Tél : 0771 62.42.28

JH 35 ans marié sérieux TS en machine roulante 8 ans d'exp. cherche emploi comme technicien supérieur machiniste
Tél. : 0773 84.83.81

Conducteur de travaux BTPH sérieux 14 ans d'exp. cherche emploi dans entreprise privée ou étatique. Tél : 0664 51.55.28

JH 29 ans ingénieur en construction mécanique 2 ans d'exp. dans le domaine de pipeline cherche emploi. Tél : 0777 03.72.37

Père de famille 36 ans sérieux employé dynamique cherche emploi chauffeur possède permis léger et transport en commun avec deux ans d'exp. Tél. : 0698 72.61.36

Père de famille 36 ans cherche emploi frigoriste possède diplôme montage et dépannage les chambres froides
Tél. : 0662 36.73.24

F 27 ans BTS Compta/finance licence en science économique option gestion ingénieur d'affaire 3 ans d'expérience comme comptable responsable trésorerie gestion financière, relation bancaire, gestion caisse maîtrise l'outil informa. PC Compta, Sage, SAP, Intelix, cherche emploi dans les finances relation clientèle commerciale cherche emploi dans une société étrangère à Alger-Centre. Tél. : 0555 19.40.77

JD cherche emploi comme gestionnaire des stocks ou comme assistante avec une expérience de 16 ans dans société étrangère privée et sérieuse
Tél. : 0554 59.89.65

JH 37 ans technicien agricole de production végétale et animale avec un CV assez riche cherche emploi. Tél : 0774 66.22.71

JH 27 ans DEUA en informatique ayant une expérience de 4 ans dans la gestion de stock administration générale, résidant à Alger-Centre cherche emploi
Tél : 0777 24.42.37

JH architecte maîtrise 2D 3D régularisation villas, suivi de chantier cherche emploi avec Bet ou Etp. Tél : 0553 72.45.04

JF 35 ans possédant permis de conduire 10 ans d'expérience comme assistante de direction cherche emploi comme assistante de direction (étatique ou privée)
Tél. : 0561 43.41.35
fabioalgerie@gmail.com

NUMÉROS UTILES

URGENCES MÉDICALES : 115

- Samu 021 23.50.50 / 021.23.77.39
 - Centre antipoison 021.97.98.98
 - Sûreté de wilaya 021.73.00.73
 - Gendarmerie nationale 021.76.41.97
 - Panne gaz 021.68.44.00
 - Panne électricité Bérouzad 021.67.24.52
 - Panne électricité Bologhine 021.70.93.93
 - Panne électricité El-Harrach 021.52.43.29
 - Panne électricité Gue de Constantine 021.83.89.49
 - Service des eaux 021.67.50.30
 - Protection civile 021.71.14.14
 - Renseignements : 19
 - Télégrammes : 13
 - Gare routière Caroubier : 021 49.71.51/021 49.71.52/021 49.71.53 021 49.71.54
 - Ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger. Personnes en difficulté ou en détresse : N° vert : 15-27

HÔPITAUX

- CHU Mustapha: 021.23.55.55
 - CHU Aït Idir : 021.97.98.00
 - CHU Ben Aknoun : 021.91.21.63 - 021.91.21.65
 - CHU Beni Messous : 021.93.15.50 - 021.93.15.90
 - CHU Kouba : 021.28.33.33
 - CHU Bab El Oued : 021.96.06.06 - 021.96.07.07
 - CHU Bologhine : 021.95.82.24 - 021.95.85.41
 - CPMC : 021.23.66.66
 - HCA Aïn Naâdja : 021.54.05.05
 - CHU El Kettar : 021.96.48.97
 - Hôpital Tixeraine : 021.55.01.10 à 12 (standard)

COMPAGNIES AÉRIENNES

AIR ALGÉRIE

1, place Audin 16001 Alger
 - Tél. : +213 21.74.24.28
 - +213 21.65.33.40
 Réserve : 021.68.95.05

AIGLE AZUR

Aéroport d'Alger H - B
 - Tél. : +213 21.50.91.91
 21.50.91.91. Poste 49.31

AIR FRANCE

Centre des affaires,
 (ABC) Pins Maritimes
 - Tél. : 021.98.04.04
 - Fax. : 021.98.04.43

LA VIE RELIGIEUSE

Horaires des prières
 13 rajab 1432
 Mercredi 15 juin 2011

Dohr.....12h48
 Asr.....16h40
 Maghreb.....20h11
 Icha.....21h52

Prières du matin

14 rajab 1432

Jeu. 16 juin 2011

Fadjr.....3h37
 Chourouk.....5h28

CANAL+

BLANC COMME NEIGE

→ Blanc comme neige est un thriller franco-belge réalisé par Christophe Blanc sorti en 2010. "Maxime, concessionnaire automobile, a tout pour être heureux : Michèle, une femme superbe, une belle villa et un parcours professionnel enviable. Son univers vacille le jour où son associé, Simon, est victime d'un meurtre maquillé en accident. Maxime découvre que les activités de Simon n'étaient pas très claires et qu'il était impliqué dans des tractations douteuses avec des gangsters finlandais. Plutôt que d'alerter la police, il entend résoudre le problème avec l'aide de ses frères, Abel et Grégoire, qui vivent de menus larcins..."



19H50

arte

1939-1944, JOURNAL D'UN COMMANDANT DE CAMP



19H40

→ Depuis 2001, les 447 doubles pages soigneusement classées du carnet de Johannes Gutschmidt sont conservées aux archives de Fribourg. Le journal de ce commandant, affecté à plusieurs camps de transit de soldats soviétiques en Pologne, Union soviétique et Biélorussie, fournit nombre de détails macabres sur les horreurs de la vie des détenus. On y lit la politique systématique d'élimination des prisonniers par le froid, la faim, les épidémies et les mauvais traitements, voire le cannibalisme et le suicide. Sur les 5,5 millions d'hommes faits prisonniers par l'armée allemande, trois millions ont ainsi été exterminés. Le journal de Gutschmidt est aussi un témoignage éloquent sur la biographie de cet officier attaché au Kaiser et à l'esprit prussien, qui ne sympathisa jamais avec le nazisme mais devint bourreau.



PÉKIN EXPRESS, LA ROUTE DES GRANDS FAUVES

→ L'Afrique du Sud surprend les candidats par la variété de ses paysages. Une nouvelle règle du jeu, celle des équipes groupées, vient bouleverser la course. Pour la première fois, les candidats doivent voyager et trouver un hébergement à quatre. Seule une équipe ne subira pas ce lourd handicap. Entre tensions et alliances, les candidats ne se font plus de cadeaux, car tous veulent participer à l'épreuve d'immunité inspirée par les chercheurs d'or. Le gagnant décrochera son passeport pour les quarts de finale de "Pékin express". Les quatre autres équipes devront redoubler d'efforts car le drapeau noir fait son retour dans la course. L'équipe marquée par ce drapeau sera rétrogradée d'une place au classement final. Tous le savent, à la fin de cette étape, une équipe échouera aux portes des quarts de finale de l'aventure.



19H45



V COMME VIAN

→ Laurent Lucas livre une incarnation inspirée et passionnée de Boris Vian, dans une biographie fidèle à la réalité, par le réalisateur des Femmes du 6^e étage. "1946. Le premier roman de Boris Vian, l'Écume des jours, est en lice pour le prix de la Pléiade, concours littéraire organisé en interne par Gallimard pour ses jeunes auteurs. Tout le monde s'accorde à dire que Boris Vian sera le grand gagnant de cette édition. Cependant, il est battu par l'obscur Abbé Grosjean. Commence alors pour Boris Vian une longue traversée du désert qui durera jusqu'à sa mort, en 1959. Quinze années pendant lesquelles il tentera avec l'énergie de sa jeunesse, mais aussi du désespoir, de prouver à tout le monde, et notamment à Gallimard, qu'il est un grand auteur, dont les œuvres resteront dans l'histoire..."



19H35



PIÈCES À CONVICTION

→ Après l'envolée des cours du pétrole et de l'énergie, les denrées alimentaires subissent à leur tour une flambée des prix. Enquêtes en France, en Afrique et en Amérique du Sud sur les vraies raisons de la crise alimentaire. Au sommaire : "Agrocarburants : de la nourriture dans nos réservoirs". Près d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim. Pourtant, une bonne partie des récoltes de blé, de maïs, de colza, de soja et de sucre finit dans le réservoir des voitures. Ainsi, 40% du maïs nord-américain sert à fabriquer des agrocarburants. "Brésil : haro sur les terres agricoles". Les géants de l'agroalimentaire tentent de faire main basse sur les terres arables, aussi bien en Afrique qu'en Amérique du Sud.



19H35

LIBERTE

Quotidien national d'information - Édité par la SARL - SAEC - Capital 463 000 000 DA
 Siège social : 37, rue Larbi-Ben M'Hidi - Alger BP. 178 Alger-Gare

Directeur de la Publication-Gérant : Abrous Outoudert

e-mail : abrousliberte@gmail.com

Directeur de la rédaction : Mounir Boudjema

DIRECTION ET RÉDACTION

Lotissement Ezzitouna n° 15 Oued Roumane- El Achour - Alger

Tél. : (021) 30 78 47/ 48/ 49 (lignes groupées)

Tél (021) 30 78 84 / Fax (021) 31 09 09 (direction générale) - Fax : 021 30 78 70 (rédaction)

PUBLICITÉ

Siège Liberté Tél. : (021) 30 78 97 / Fax : (021) 30 78 99

ANEP 1, avenue Pasteur - Alger

Tél. : (021) 73 76 78 / 73 71 28 Fax : 021 73 95 59

BUREAUX RÉGIONAUX

ANNABA
 26, rue Mohamed-Khemisti
 Tél / Fax : (038) 86 75 68

CONSTANTINE
 36, avenue Aouati-Mostéfa
 Rédaction :
 Tél. : (031) 91 20 39
 Tél./ Fax : (031) 91 23 71
 Publicité : 39, avenue
 Aouati-Mostéfa
 Tél. : (031) 92 24 50
 Tél./ Fax : (031) 92 24 51

ORAN
 26, rue de Nancy
 (derrière le consulat
 de Russie)
 Fax : (041) 39 21 99
 Tél. : (041) 39 21 93

MASCARA
 Maison de la Presse :
 Rue Senouci Habib -
 Mascara
 Tél. / Fax : (045) 80 36 85

BLIDA
 79, boulevard Larbi-Tébessi
 Tél. : (025) 40 84 84
 Fax : (025) 40 85 85

BOUMERDÈS
 63/1, boulevard de
 l'Indépendance
 Tél. / Fax : (024) 81 47 91

TIZI OUZOU
 Bâtiment Bleu - cage C
 2e étage
 Tél. : (026) 22 67 13

Fax : (026) 22 83 83

BOUIRA
 Cité de la Gare - Bt n°2 -
 Appt n°13
 Tél. / Fax : (026) 94 12 88

BÉJAÏA
 Route des Aurès
 Bt B - Appt n°2 - 1er étage
 Tél. / Fax : (034) 21 24 09

TIARET
 Maison de la presse

Saim-Djillali
 Tél. / Fax : (046) 41 66 92

CHLEF
 CIA des Fonctionnaires
 Bt C cage M n°03
 Tél. / Fax : (027) 77 00 17

OUM EL-BOUAGHI
 Cité 1000-Logements
 (NASR)
 Tél./Fax : (032) 41 12 59

TLEMCEN
 Rédaction - Publicité
 17, rue Naïmi-Rabah,
 Beau-séjour,
 Tél. / Fax : (043) 20 70 70

SIDI BEL-ABBÈS
 Immeuble Le Garden
 (face au jardin public)
 Tél./Fax : (048) 65 16 45

SETIF
 9, rue Colonel Amirouche.
 Tél/fax : 036 84 33 44

PAO
 SARL - SAEC
IMPRESSION
 ALDP - SIE - SIO - SIA-SUD
DIFFUSION
 Centre : Liberté : 021 87 77 50
 Ouest : Liberté - Est : Sodipresse
 Sud : Sarl TDS : 0661 24 209 10
 Agence BDL 1 rue, Ali Boumendjel
 16001 (Alger)
 CB : 005 00107 400 229581020

Les manuscrits, lettres et tous documents remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.



CONTRECHAMP

Rente et incompétence

PAR M. HAMMOUCHE

Algérie est à la recherche d'un entraîneur étranger pour son équipe de football. Cela fait quatre ans que l'activité du sélectionneur consiste essentiellement à chercher... joueur à l'étranger.

On avait d'ailleurs fini par partiellement délocaliser la vie de cette équipe : regroupements, matchs de préparation, jusqu'à sa galerie qui, graduellement, s'est constituée d'Algériens émigrés.

Et comme la Fédération nationale de football connaît toutes les difficultés, sauf celle de l'argent, elle n'aura aucune peine à poursuivre cette politique d'importation de compétences. La question des primes et indemnités ne connaît plus de tabou et le sujet s'étale sur la place publique.

Il ne faut plus s'étonner qu'on lève une sélection nationale de footballeurs de championnats étrangers ou qu'on ait recours à des entraîneurs étrangers ; on a bien été cherché des ingénieurs et des architectes, mais aussi des maçons, des ferrailleurs, des plâtriers et des coffreurs en Chine.

L'argent, cela permet de ne pas se poser de questions : il n'y pas de blé ? Qu'à cela ne tienne : on l'importe puis on le soutient, si le marché mondial fait de la fièvre ; puis le lait, puis le sucre, puis l'huile...

Après la lourde défaite subie à Marrakech, la FAF ne s'est pas posé de questions : on a essayé Saâdane ; on a essayé Benchikha. Sans résultat. Ou plutôt avec des résultats scandaleux. Essayons un coach européen.

Mais après ? Car, enfin, la solution n'est pas inédite : d'une part, Cavalli et Leekens ont dû repartir avant le terme de leurs contrats respectifs et avec des bilans peu reluisants et, d'autre part, même si l'on doit quelque reconnaissance au travail de Rogov, les meilleurs résultats

de l'équipe algérienne de football ont été obtenus avec des joueurs et des entraîneurs du cru.

Mais, comme l'autruche, les responsables préfèrent replonger la tête dans le sable et repartir à nouveau dans leur dispendieux bricolage.

Ce ne sont pas de résultats que le pays a besoin, mais de football capable d'assurer des résultats. On fait comme si les résultats s'achètent là où ils se méritent ! Des joueurs toujours plus chers et des entraîneurs toujours plus cotés ; des budgets toujours plus grands et des sponsors toujours plus prodigues : voici à quoi se résume la vie de la vitrine footballistique nationale. Et sans résultat, encore une fois.

Non seulement la démarche n'offre aucune garantie de résultat, puisqu'elle ne touche pas à la médiocrité affairiste du championnat local, mais elle est aussi pédagogiquement dangereuse. On a payé ceux qui construisent nos routes, nos barrages et nos maisons, on a payé ceux qui nous concoctent une équipe sportive présentable, mais cela n'a rien changé à la qualité de nos routes, de nos barrages, de nos maisons et de notre football. On importe alors les managers... Et si cela ne change rien à l'imperfection du produit, faudra-t-il changer plus haut ? Commencer par importer un président de fédération, par exemple. Où s'arrêtera alors le niveau de sous-traitance de la qualité et du prestige ?

Si la question se pose ainsi, en cette époque de prospérité rentière, sous quelle forme se posera-t-elle si les pétrodollars venaient à manquer ? Mais c'est vrai, la question ne se pose pas pour l'actuelle génération de dirigeants, les dirigeants de l'abondance ; elle se posera. Mais ce sera un autre jour.

M. H.

musthammouche@yahoo.fr

MISE À JOUR DU CALENDRIER DU CHAMPIONNAT LIGUE 1 :
WAT 2 - JSK 1

LES TLEMÇÉNIENS RESPIRENT

●● Tout auréolé par leur victoire de vendredi face au MC El-Eulma, les poulains du coach Abdelkader Amrani ont réussi à prendre le dessus sur la JSK (2-1), à l'occasion de la mise à jour du calendrier de la L1. Mebarki ouvre la marque devant une équipe de la JSK qui s'est présentée dans la capitale des Zianides, faut-il le rappeler, sans son entraîneur Rachid Belhout et de nombreux joueurs-clés ménagés pour la circonstance. Nessakh, en deuxième période, au prix d'un tir remet les pendules à l'heure (51'). Mais c'était sans compter sur la volonté des locaux qui parviennent à mettre le but du k.o. à dix minutes de la fin par André. Une victoire qui permet aux Tlemçéniens de respirer.

F. R.



VOTRE MÉTÉO DU JOUR

PAR CHEIKH FERHAT

Après dissipation de quelques nuages bas en matinée près des régions côtières, il fera toujours beau sur l'ensemble des wilayas. Légère tendance orageuse sur le Hoggar-Tassili en début soirée. Les températures stationnaires.

Températures maximum prévues

25° à Batna, Médéa, Djelfa, El-Bayadh, Sétif, 26° à Naâma, Souk-Ahras, Tébessa, 31° à Tlemcen, Sid Bel-Abbès, Saïda, Guelma, Chlef, Mascara, 28° à Béjaïa, Mostaganem,

Alger, Annaba, Skikda, Jijel, Oran, Tiaret, 29° à Constantine, Tizi Ouzou, Bouïra, Aïn Defla, 34° à Laghouat, 38° à Biskra, El-Oued, Ghardaïa, 37° à Tamanrasset, 42° à Ouargla, Ilizi, Djanet, Béchar, Tindouf, 45° à Adrar, In Salah, 46° à Bordj Badji-Mokhtar, Tin Zaouatine

Météo marine

Mer belle à localement peu agitée avec des vents Nord-Est de 20 à 30 km/h.

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

LIBERTE

www.liberte-algerie.com

Avis

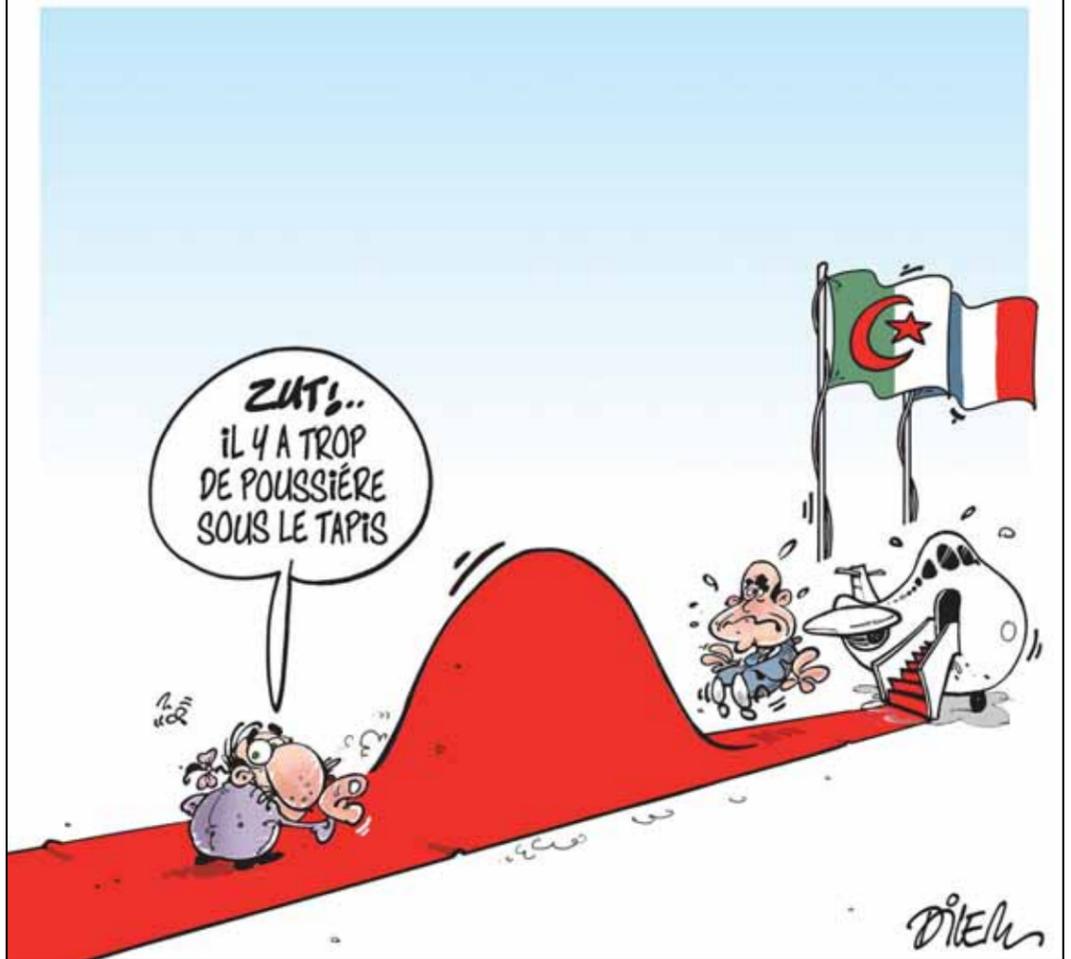
Les citoyennes et citoyens de Taguemount-Azouz sont cordialement invités à la Waâda de Yemma Melkhir qui aura lieu les jeudi 16 et vendredi 17 juin 2011.
Soyez les bienvenus.

6

DILEM

alidilem@hotmail.com

ALAIN JUPPÉ À ALGER ON VA ENCORE ÉVITER LES SUJETS QUI FÂCHENT



PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

AF